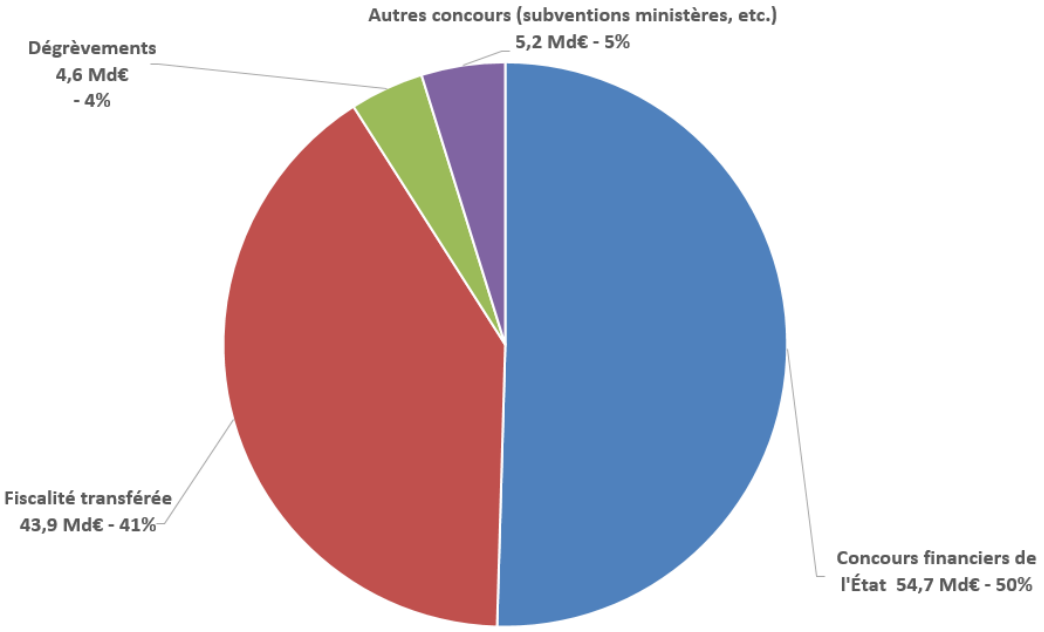
ANNEXE 9

Les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales

PAUL OUVRARD, AUDE-CECILE MONNOT, VALENTIN LAIDET (DGCL)

Dans la loi de finances pour 2026, les transferts financiers de l'État vers les collectivités territoriales[33] s'élèvent à 108 Md€. Ils se composent de quatre ensembles :
– les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales (54,7 Md€) ;
– les dégrèvements d'impôts locaux (4,6 Md€) ;
– les autres transferts financiers, comme les subventions spécifiques versées aux collectivités par les ministères et la rétrocession du produit des amendes de police, pour un total de (5,2 Md€) ;
– la fiscalité transférée, y compris les « paniers de ressources » transférés aux régions au titre de l'apprentissage et de la formation professionnelle (43,9 Md€).

GRAPHIQUE 1 – COMPOSITION DES TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'Etat.

[33] L'article 184 de la loi de finances initiale pour 2011 a remplacé la notion d'« effort financier de l'État en faveur des collectivités territoriales » par la notion de « transferts financiers de l'État vers les collectivités territoriales » pour mieux traduire la nature des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales.

Les concours financiers de l'État aux collectivités locales

(Autorisations d'engagement en millions d'euros)	2022	2023	2024	2025	2026
I - Concours financiers de l'Etat	**53 080**	**55 315**	**54 805**	**54 685**	**54 737**
a) Prélèvements sur recettes de l'Etat	**43 226**	**45 546**	**45 049**	**45 232**	**44 824**
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 798	26 931	27 245	27 395	27 406
Dotation spéciale instituteurs (DSI)	6	5	5	4	4
Dotation de compensation des pertes de CET et de redevance des mines	50	50	30	30	15
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 500	6 656	7 104	7 654	7 867
PSR au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	581	628	664	711	897
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	388	378	378	378	370
Dotation élu local	101	109	124	124	183
PSR au profit de la collectivité de Corse	57	43	43	43	43
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	440	434	432	432	432
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326	326	326	326	326
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661	661	661	661	661
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES)	3	3	3	3	3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 880	2 875	2 840	2 411	1 883
Dotation de compensation de la taxe sur les logements vacants	4	4	4	4	3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107	107	107	107	107
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284	284	272	214	164
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	7	7	7	7	7
PSR au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48	48	48	48	48
PSR au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27	27	27	27	27
PSR au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	123	123	123	123	123
PSR au profit de la Polynésie française	91	91	91	91	91
Soutien exceptionnel de l'État au profit des collectivités du bloc communal (LFR3 pour 2020)	100	-	-	-	-
PSR de compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 642	3 825	4 017	4 291	3 984
PSR de compensation des communes contributrices au FNGIR subissant une perte de CFE	1	1	3	3	3
PSR exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	-	1 930	400	-	-
PSR dotation de compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants	-	-	25	33	33
PSR visant à abonder le fonds de sauvegarde des départements en 2024	-	-	53	-	-
PSR en faveur des communes nouvelles	-	-	18	24	33
PSR compensation et lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	-	-	-	3	17
PSR compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	-	-	-	85	95
b) Mission "Relations avec les collectivités territoriales" (hors crédits DGCL)	**4 911**	**4 401**	**4 085**	**3 902**	**3 776**
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046
Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL)	873	570	570	420	220
Dotation politique de la ville (DPV)	150	150	150	150	150
Dotation globale d'équipement des départements (DSID)	212	212	212	212	152
Dotation pour les titres sécurisés (DTS)	49	52	100	100	100
Dotation régisseur police municipale	1	1	0	0	0
Dotation d'insularité	4	4	4	4	4
Dotation de valorisation des aménités rurales (ex. dotation biodiversité)	24	42	100	110	110
Dotation protection fonctionnelle élu local (intégrée à la DPEL versée par PSR)	3	-	-	-	-
Dotation maires agent de l'Etat	-	-	-	-	19
Dotation générale de décentralisation (DGD-Mission RCT)	1 710	1 758	1 481	1 619	1 676
Dotation générale de décentralisation Communes	*135*	*135*	*141*	*143*	*191*
Dotation générale de décentralisation Départements	*317*	*266*	*265*	*265*	*265*
Dotation générale de décentralisation Régions	*1 021*	*1 112*	*831*	*938*	*945*
Dotation générale de décentralisation Concours particulier (a)	*237*	*245*	*244*	*273*	*274*
Dotation de compensation régions frais de gestion TH (prévue en LFI 2020)	293	293	107	-	-
Dotation de compensation de suppression de recettes additionnelles de la TH	0	9	9	-	-
Dotations de compensation de la réduction des taxes additionnelles de CFE et TFPB	19	19	19	-	-
Aides aux communes en difficultés financières	2	9	11	10	9
Aides exceptionnelles aux communes forestières	-	-	-	-	1
Aides aux communes pour restructuration (FSCT)	-	-	-	-	0
Réparation des dégats causés par les calamités publiques	40	40	40	30	75
Dotations Outre-mer	145	148	150	151	153
Plan Marseille en grand	254		-	-	-
Fond de reconstruction - tempête Alex	66	49	-	-	-
Dotation départementale plan d'action Seine St Denis	20	-	-	-	-
Plan de lutte contre les violences faites aux élus	-	-	5	-	-
Fonds exceptionnel intempéries novembre 2023	-	-	80	-	-
Fonds exceptionnels pour les collectivités départementales (DCT CORSE)	-	-	-	50	60
c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions	**4 679**	**5 090**	**5 378**	**5 270**	**5 287**
d) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée au départements	**264**	**278**	**293**	**281**	**850**
Dont fraction de TVA	264	278	293	281	250
Dont fonds de sauvegarde					600
II - Les transferts financiers aux collectivités hors fiscalité transférée	**12 262**	**11 372**	**11 072**	**10 054**	**9 816**
Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités des autres ministères (hors fonds vert) (*)	4 966	4 114	3 614	3 728	3 554
Contreparties de divers dégrèvements législatifs	6 695	4 602	4 291	4 399	4 618
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert)	-	2 000	2 500	1 150	837
Produit des amendes de police de la circulation et des radars	600	656	667	777	807
III - La fiscalité transférée	**40 870**	**39 130**	**40 028**	**39 834**	**43 941**
Fiscalité transférée (hors formation professionnelle et apprentissage) (*)	40 011	38 341	38 757	38 563	42 592
Ressources des régions au titre de la réforme de la formation professionnelle	702	632	1 114	1 114	1 192
Ressources des régions au titre de l'apprentissage	157	157	157	157	157
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales	**106 244**	**109 827**	**105 905**	**104 573**	**108 495**

Sources : Lois de finances initiales

(*) Donnée provisoire

a) En 2025 et 2026, la dotation de compensation de suppression de recettes additionnelles de la TH et les dotations de compensation de la réduction des taxes additionnelles de CFE et TFPB sont intégrées à la dotation DGD concours particuliers. La création de la dotation Fessenheim Alsace en 2026 de 1,9M€ est aussi intégrée à ce DGD.

A. Périmètre des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales

Les concours financiers de l'État en faveur des collectivités territoriales représentent en 2026 un montant de 54,7 Md€. Au sens de l'article 14 du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, ils comprennent :

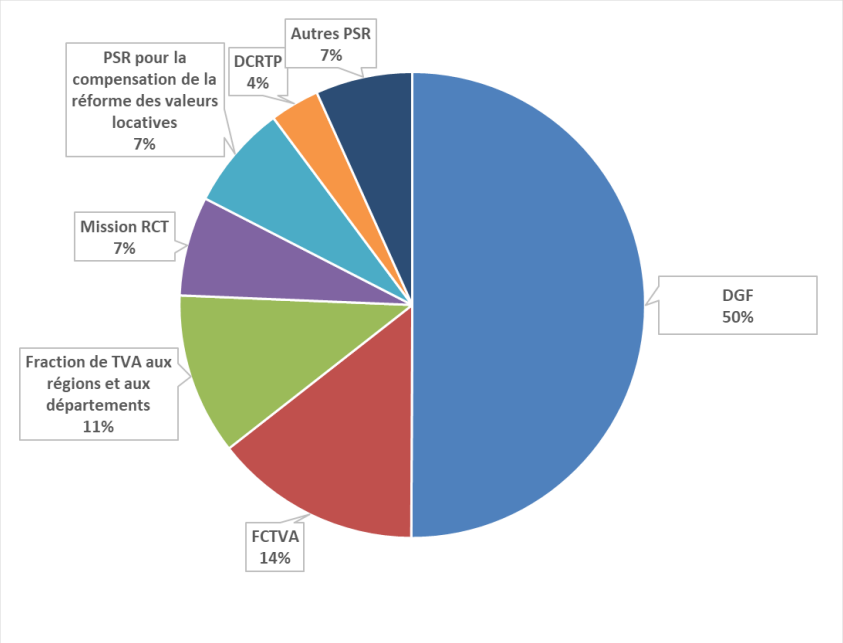
- les prélèvements sur recettes (PSR) pour 44,8 Md€ ;
- les dotations budgétaires de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT) pour 3,8 Md€ ;
- la fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions à compter de 2018 pour 5,287 Md€ ;
- depuis 2021, la fraction complémentaire de TVA versée aux départements les plus fragiles en application des articles 16 et 208 de la loi de finances initiale pour 2020. En 2026, elle est divisée en deux parts : une enveloppe de 250 M€, répartie annuellement, et une de 600 M€, constituant le fonds de sauvegarde des départements.

On peut y ajouter :

- la partie du produit des amendes de police de la circulation et des radars automatiques, reversée aux collectivités territoriales et alimentant le compte d'affectation spéciale « contrôle de la circulation et du stationnement routiers » à hauteur de 807 M€ ;
- le financement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (« fonds vert ») pour 837 M€ ;
- les subventions de fonctionnement et d'équipement des autres ministères, pour 3,554 Md€.

Les prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales sont :
– la dotation globale de fonctionnement (DGF) (27,4 Md€) ;
– le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) (7,9 Md€) ;
– la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale (0,9 Md€) ;
– la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) (1,9 Md€) ;
– la dotation de garantie des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) (0,16 Md€) ;
– un prélèvement sur recettes de 4 Md€ créé en 2021 pour compenser aux collectivités les conséquences de la réforme de la méthode d'évaluation de l'assiette des locaux industriels ;
– divers autres prélèvements sur recettes pour 2,5 Md€.

GRAPHIQUE 2 – COMPOSITION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

B. La dotation globale de fonctionnement en 2026

• Évolution de la DGF

Le montant total de la DGF pour 2026 s'élève à 27 406 M€ (montant LFI).

TABLEAU 1 – EVOLUTION DE LA DGF DE 2014 A 2026

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montant DGF (en M €)	40 121	36 607	33 222	30 860	26 960	26 948	26 847	26 758	26 612	26 931	27 245	27 395	27 406
Taux d'évolution (en % et en euros courants)	- 3,3 %	- 8,8 %	-9,3%	-7,1%	-14,8% [a]	-0,04% [b]	-0,4% [c]	-0,3% [d]	-0,5%[e]	+1,2%	+1,2%	+0,6%	+0,04%
Inflation (f)	0,5%	0,0%	0,2%	1,0%	1,8%	1,1%	0,5%	1,6%	5,2%	4,9%	2,0%	0,9%	
Taux d'évolution (en % et en euros constants)	-3,8%	-8,8%	-9,5%	-8,0%	-14,1%	-1,5%	-0,9%	-1,9%	-5,7%	-3,7%	-0,8%	-0,3%	

(a) La baisse en 2018 est liée à la sortie de la DGF de la dotation versée aux régions, remplacée par une fraction de TVA : hors cette sortie, la DGF est stable à périmètre constant en euros courants.

(b) Variation liée à des mesures de périmètre et au débasage de la DGF pour la création de la dotation Natura 2000 sous la forme d'une dotation budgétaire.

(c) Variation principalement liée à la minoration de la dotation forfaitaire des départements de Mayotte et de la Réunion, dont les compétences en termes de financement et d'attribution du RSA ont été recentralisées, et au débasage de la DGF pour le financement de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité.

(d) Variation principalement liée à des mesures de périmètre liées à la recentralisation sanitaire dans certains départements et à la recentralisation du RSA à Mayotte et La Réunion.

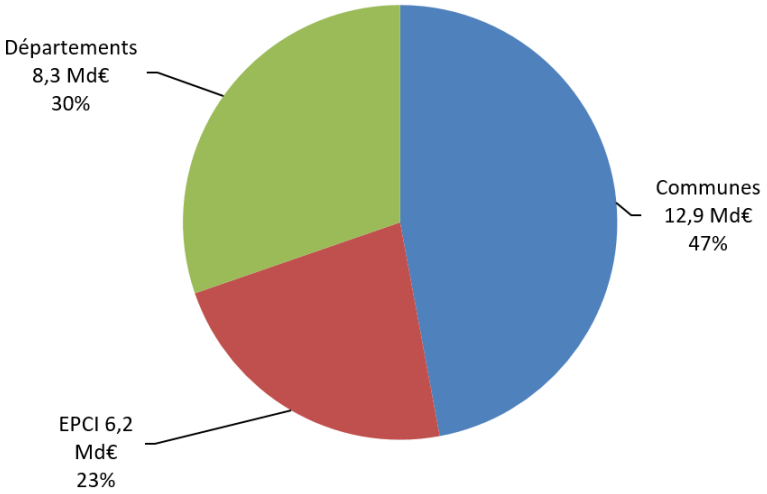
(e) Variation principalement liée à des mesures de périmètre liées à la recentralisation du RSA à La Réunion, en Seine-Saint-Denis et dans les Pyrénées-Orientales.

(f) Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Source : Insee, Indice des prix à la consommation. https://www.insee.fr/fr/statistiques/4268033#tableau-figure1

Source : lois de finances initiales.

La répartition de la DGF entre les différentes catégories de collectivités, qui était stable depuis 2005, a évolué en 2018 en raison du remplacement de la dotation versée aux régions par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée. Le bloc communal (communes et EPCI à fiscalité propre) reçoit ainsi, en 2026, 69,8 % du montant total de la DGF et les départements 30,2 %. La DGF perçue par le bloc communal est répartie pour 33,8 % sur la dotation forfaitaire et pour 66,2% sur la dotation d'aménagement (qui regroupe les dotations de péréquation des communes et la DGF des EPCI à FP).

GRAPHIQUE 3 – REPARTITION DE LA DGF ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DE COLLECTIVITES EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

En 2026, dans un contexte de redressement des finances publiques, l'Etat a souhaité poursuivre l'augmentation du montant des dotations de péréquation sans abondement supplémentaire de l'enveloppe de la DGF votée au Parlement. Les composantes péréquatrices progressent par financement au sein de l'enveloppe de DGF via un mécanisme d'écrêtement de la dotation de compensation des EPCI et de la dotation forfaitaire des communes, dont la clé de répartition a été adoptée par le Comité des finances locales lors de sa séance du 24 février 2026.

L'enveloppe des dotations de péréquation départementales a été rehaussée de +10 M€ à 1,573 Md€. Concernant le bloc communal, la dotation de solidarité urbaine (DSU) a progressé de +150 M€ (comme en 2025), soit un accroissement de 5 %. La dotation de solidarité rurale (DSR) augmente de 150 M€ (comme en 2025), soit une progression de 6,3 %. Enfin, le niveau de la dotation nationale de péréquation (DNP) se maintient à 794 M€ (dont 741 M€ pour la France métropolitaine). Les montants des dotations de péréquation communale atteignent ainsi 3 106 M€ (DSU), 2 527 M€ (DSR) et 794 M€ (DNP) en 2026.

- La DGF des communes

Dotation forfaitaire des communes

La dotation forfaitaire des communes s'établit à 6,5 Md€ en 2026. La minoration de la dotation au titre de la contribution au redressement des finances publiques n'a pas été renouvelée depuis 2018. Depuis 2015, les anciennes composantes de la dotation forfaitaire (dotation de base, dotation superficie, dotation parc national et naturel marin, complément de garantie) sont figées et évoluent en fonction de la part dynamique de la population.

Afin, notamment, de financer la progression de la péréquation ainsi que la hausse mécanique de certaines composantes de la DGF (croissance de la population notamment), la dotation forfaitaire a été écrêtée selon une clef de répartition fixée par le CFL lors de sa séance du 24 février 2026.

Cette année, en application de l'article L. 2334-7-1 du CGCT, le CFL a décidé de faire peser cet écrêtement à hauteur de 80 % (contre 60% les années précédentes) sur la dotation forfaitaire des communes et à 20 % (contre 40% les années précédentes) sur la dotation de compensation des EPCI à FP.

Ainsi, en 2026, les variations individuelles de la dotation forfaitaire ont été conditionnées par l'évolution de la population communale et le niveau d'écrêtement supporté par la commune.

Dotations de péréquation des communes

Le montant de la **dotation de solidarité urbaine (DSU)** réparti en 2026 est de 3 106 Md€. Ce montant s'est accru de 150 M€ entre 2025 et 2026. Après prélèvement de la quote-part destinée à l'outre-mer (208 M€), l'éligibilité et la répartition de la DSU reposent, en France métropolitaine, sur la distinction de deux catégories démographiques, d'une part, les communes de 10 000 habitants et plus, d'autre part, les communes de 5 000 à 9 999 habitants. Les communes de chaque strate démographique sont classées les unes par rapport aux autres à partir d'un indice agrégé. Cet indice synthétique, qui traduit les écarts de ressources et de charges selon les caractéristiques socio-économiques des communes urbaines, est calculé par rapport à un ensemble d'indicateurs : le potentiel financier des communes, la proportion de logements sociaux, la proportion de bénéficiaires des prestations logement et le revenu fiscal moyen des ménages.

Les modalités de répartition de la DSU sont celles issues de la réforme introduite en loi de finances pour 2017. Les principaux objectifs de la réforme étaient de mieux cibler les communes bénéficiaires et de mettre fin aux effets de seuil qui pénalisaient certaines communes.

Le montant de **la dotation de solidarité rurale (DSR)** réparti en 2026 est de 2 527 Md€. Ce montant s'est accru de 150 M€ entre 2025 et 2026. En France métropolitaine, la DSR est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants et à certains chefs-lieux d'arrondissement de moins de 20 000 habitants pour tenir compte, d'une part, des charges qu'ils supportent pour contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural et, d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales. Après prélèvement de la quote-part destinée à l'outre-mer, les 2 358 M€ restants sont répartis entre chacune des trois fractions de la dotation, à savoir la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible », créée en 2011. Cette dernière fraction est destinée à concentrer une part de l'accroissement de la dotation sur les 10 000 premières communes classées selon un indice synthétique composé du potentiel financier et du revenu par habitant et déjà éligibles à l'une des deux autres fractions de la DSR. Les règles de calcul des attributions pour cette troisième fraction « cible » sont identiques aux modalités applicables à la fraction « péréquation », avec quatre parts correspondant aux critères de potentiel financier par habitant, de longueur de voirie, de nombre d'enfants de 3 à 16 ans et de potentiel financier superficiaire.

La **dotation nationale de péréquation (DNP)** s'établit à 794 M€, dont 741 M€ en métropole. La DNP est composée d'une part principale et d'une part majoration. Les modalités de calcul de la DNP sont inchangées par rapport à 2025.

Par ailleurs, la **dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM)** continue de croître (431 M€, soit + 5,06 % par rapport à 2025). Le mode de calcul de la masse de la DACOM a fait l'objet d'une réforme en loi de finances pour 2020. Son montant total est calculé à partir du poids démographique des communes ultra-marines dans la population nationale, ce rapport étant ensuite majoré à hauteur de 63% (contre 56,5% en 2022, 48,9% en 2021 et 40,7% en 2020) puis appliqué au montant de la DNP, de la DSU et de la DSR. Une nouvelle composante de la dotation a été créée en 2020, la dotation de péréquation des communes des départements d'outre-mer (DPOM). D'un montant de 27,5 M€ en 2020, destinée à accroître l'intensité péréquatrice de la DACOM, répartie selon des critères de ressources et de charges adaptés aux spécificités ultra-marines, cette DPOM a depuis été multipliée par 8,07 et atteint désormais 222 M€ en 2026.

TABLEAU 2 – REPARTITION PAR STRATE DEMOGRAPHIQUE DU CUMUL DES DOTATIONS FORFAITAIRES ET DE PEREQUATION COMMUNALE EN 2026

France entière *en €*		Population DGF 2026	Dotation forfaitaire 2026 (en €)	DF/hab. 2026	Péréquation 2026 (en €)	Péréquation/ hab. 2026	DGF 2026 (en €)	DGF/ hab 2026
Strate 1	0 à 499 habitants	4 127 229	373 474 309	90,49	314 074 774	76,10	687 549 083	166,59
Strate 2	500 à 999 habitants	4 914 041	375 854 901	76,49	368 715 388	75,03	744 570 289	151,52
Strate 3	1 000 à 1 999 habitants	6 784 239	510 535 799	75,25	549 901 962	81,06	1 060 437 761	156,31
Strate 4	2 000 à 3 499 habitants	6 243 025	469 391 430	75,19	512 649 162	82,12	982 040 592	157,30
Strate 5	3 500 à 4 999 habitants	4 503 527	330 943 068	73,49	364 330 217	80,90	695 273 285	154,38
Strate 6	5 000 à 7 499 habitants	5 391 810	412 339 928	76,48	485 360 997	90,02	897 700 925	166,49
Strate 7	7 500 à 9 999 habitants	3 838 100	281 171 144	73,26	308 104 846	80,28	589 275 990	153,53
Strate 8	10 000 à 14 999 habitants	5 065 559	401 945 912	79,35	437 921 147	86,45	839 867 059	165,80
Strate 9	15 000 à 19 999 habitants	3 437 979	320 994 903	93,37	293 836 620	85,47	614 831 523	178,84
Strate 10	20 000 à 34 999 habitants	7 320 275	690 598 197	94,34	705 003 653	96,31	1 395 601 850	190,65
Strate 11	35 000 à 49 999 habitants	4 408 815	442 887 922	100,46	485 160 066	110,04	928 047 988	210,50
Strate 12	50 000 à 74 999 habitants	4 275 196	402 678 408	94,19	510 846 355	119,49	913 524 763	213,68
Strate 13	75 000 à 99 999 habitants	2 634 859	285 336 133	108,29	337 467 434	128,08	622 803 567	236,37
Strate 14	100 000 à 199 999 habitants	4 640 923	612 923 657	132,07	459 273 023	98,96	1 072 196 680	231,03
Strate 15	200 000 habitants et plus	6 370 814	546 030 071	85,71	294 497 326	46,23	840 527 397	131,93

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Au sein de l'enveloppe de la DGF communale stabilisée, les différents mouvements décrits *supra* entraînent des variations dans les attributions individuelles des communes, qui sont une condition nécessaire du renforcement du lien entre les attributions de la DGF et la situation effective des collectivités bénéficiaires. Ces mouvements ont cependant la plupart du temps un poids limité dans les recettes de fonctionnement des communes, notamment en raison des règles d'encadrement dans le temps des variations de DGF.

TABLEAU 3 - REPARTITION DES COMMUNES SELON LES EVOLUTIONS DE DGF

En % de communes

Evolution de DGF représentant	Entre 2018 et 2019	Entre 2019 et 2020	Entre 2020 et 2021	Entre 2021 et 2022	Entre 2022 et 2023	Entre 2023 et 2024	Entre 2024 et 2025	Entre 2025 et 2026
Une baisse de plus de 2% des RRF	3,0%	6,9%	4,0%	3,6%	3,1%	3,5%	3,7%	4,1%
Une baisse entre 1 et 2% des RRF	5,9%	4,4%	4,0%	4,7%	0,9%	1,2%	3,3%	5,9%
Entre -1 et 1% des RRF	76,5%	72,4%	80,4%	78,3%	71,5%	79,4%	74,1%	76,5%
Une hausse entre 1 et 2% des RRF	7,6%	10,7%	7,7%	9,4%	19,4%	11,6%	13%	9,1%
Une hausse de plus de 2% des RRF	7,0%	5,7%	3,9%	4%	5,1%	4,3%	5,9%	4,4%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État. RRF : recettes réelles de fonctionnement.

• La DGF des EPCI

La DGF versée aux EPCI à FP (dotation de compensation des EPCI à FP et dotation d'intercommunalité) s'élève à 6,2 Md€ en 2026. Hormis les quatre îles mono-communales, 100 % de la population est couverte par un EPCI à fiscalité propre. Ce taux de couverture n'a cessé d'augmenter depuis 2012, où il était de 91 % en France métropolitaine et dans les DOM.

La dotation de compensation des EPCI correspond à l'ancienne compensation « part salaires » et à la compensation que percevaient certains EPCI au titre des baisses de DCTP subies entre 1998 et 2001. Elle représente 4,276 Md€ en 2026, soit une baisse de -3,5% par rapport à 2025. Tout comme la dotation forfaitaire des communes, la dotation de compensation fait l'objet d'un écrêtement annuel visant à financer la progression « spontanée » de la DGF (hausse de la population), la hausse de la péréquation communale et la hausse de la dotation d'intercommunalité. En 2026, l'écrêtement de la dotation de compensation des EPCI a servi à financer 20 % des coûts de la DGF (contre 40% les années précédentes) ainsi que la hausse de la dotation d'intercommunalité à hauteur de 90 M€.

La dotation d'intercommunalité s'élève à 1,953Md€.

Depuis la réforme en LFI 2019, cette dotation est répartie au sein d'une enveloppe unique, commune à toutes les catégories de groupements à fiscalité propre. La loi de finances pour 2019 a, en outre, prévu une réalimentation pérenne de la dotation d'intercommunalité de 30 M€ par an au moins. La loi de finances pour 2024 a relevé cette hausse annuelle de l'enveloppe à 90 M€, financé, en 2026, par écrêtement de la dotation de compensation des EPCI.

La loi a également prévu les ajustements suivants dans le calcul de la dotation :

- Le coefficient d'intégration fiscale des métropoles est majoré de 10% pour tenir compte des compétences départementales qu'elles ont pris en charge et qui ne sont pas retracées dans le coefficient d'intégration fiscale (CIF) ;
- Le CIF est plafonné à 0,60 pour tous les EPCI afin d'éviter une « course à l'intégration fiscale » ;
- Les communautés d'agglomération (CA), communautés urbaines (CU) et métropoles, dont le CIF est supérieur à 35% bénéficient d'une garantie de non-baisse ; les communautés de communes (CC) dont le CIF est supérieur à 50% bénéficient aussi d'une garantie de non-baisse ;
- Les EPCI dont le potentiel fiscal est inférieur à 60% de la moyenne de la catégorie bénéficient d'une garantie de non-baisse ;
- Les EPCI issus de fusion ou de transformation bénéficient d'une garantie de non-baisse pendant deux ans.

TABLEAU 4 – DOTATION D'INTERCOMMUNALITE PAR HABITANT DES DIFFERENTES CATEGORIES D'EPCI EN 2026

Catégorie EPCI	Nombre d'EPCI	Population DGF	Montant DI (en €)	Montant par habitant (en €/hab.)
CC à fiscalité additionnelle	157	2 694 587	53 615 357	19,9
CC à FPU	830	21 059 316	493 830 203	23,45
CA	230	25 700 189	680 557 187	26,48
CU / Métropoles (y compris Lyon)	36	23 849 978	719 899 750	30,18
Total EPCI	1253	73 304 070	1 947 902 497	26,57

Champ : France y compris DOM.
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

• La DGF des départements

La DGF des départements est composée d'une dotation de compensation, d'une dotation forfaitaire et de deux dotations de péréquation : la dotation de péréquation urbaine (DPU) et la dotation de fonctionnement minimale (DFM). Au titre de la DGF des départements 8,265 Md€ sont répartis en 2026.

Dotation forfaitaire et dotation de compensation des départements

Pour financer l'augmentation de la population départementale et la hausse de 10 M€ des dotations de péréquation des départements (dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale), la dotation forfaitaire est écrêtée. Cet écrêtement n'est opéré que pour les départements dont le potentiel financier par habitant en 2026 est supérieur à 95 % de la moyenne de la même année. La dotation forfaitaire des départements s'élève en 2026 à 4,051 Md€ et la dotation de compensation à 2,641 Md€, soit respectivement 49% et 32% de l'enveloppe totale de la DGF des départements.

Dotations de péréquation des départements

Conformément à la loi de finances initiale pour 2026, la dotation de péréquation des départements connaît une augmentation de 10 M€ par rapport à 2025.

Le comité des finances locales, qui n'a pas fait usage de son pouvoir de majoration de cette progression de la péréquation, a choisi lors de séance du 24 février 2026 de la répartir entre la dotation de fonctionnement minimale (DFM) pour les départements

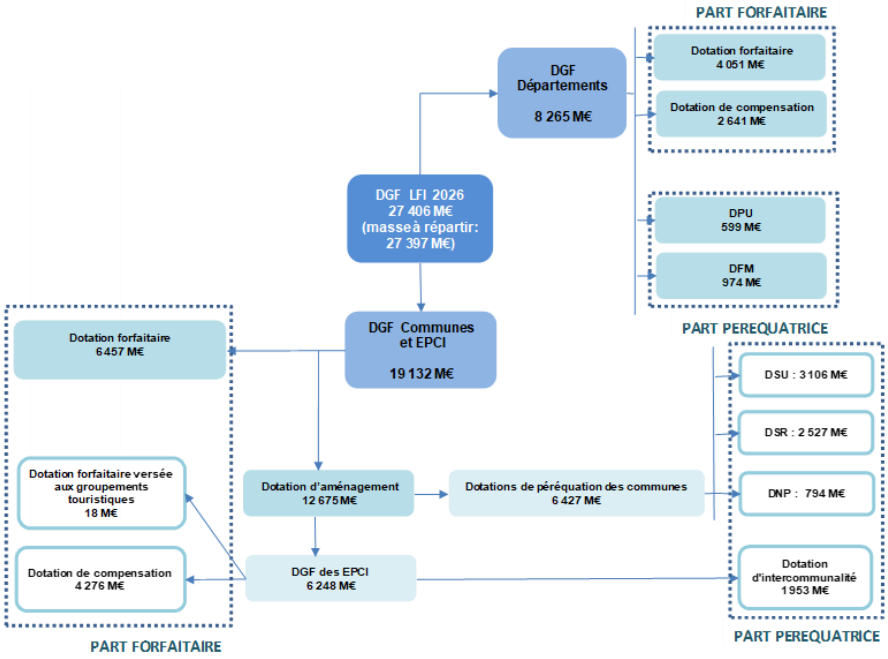
ruraux (+ 7,5 M€) et la dotation de péréquation urbaine (DPU) pour les départements urbains (+ 2,5 M€). En 2026, la DFM et la DPU atteignent donc respectivement 974 M€ (62 % de la dotation de péréquation) et 599 M€ (38 %).

• *La dotation de fonctionnement minimale (DFM) en métropole.* Tous les départements ruraux bénéficient de la DFM. La dotation moyenne par habitant perçue par les départements éligibles à la DFM s'élève à 30 € par habitant en 2026 (contre 29,9 € par habitant en 2025). 66 départements métropolitains bénéficient de cette dotation en 2026.

• *La dotation de péréquation urbaine (DPU) en métropole.* Le montant moyen par habitant de la DPU atteint 15,4 € par habitant en 2026 pour les départements éligibles (contre 15,8 € par habitant en 2025). La DPU est versée aux départements urbains dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1,5 fois le potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des départements « urbains », et dont le revenu par habitant est inférieur à 1,4 fois la moyenne. 27 départements métropolitains bénéficient de cette dotation en 2026.

• *Les dotations de péréquation versées aux départements et collectivités d'outre-mer.* La loi de finances pour 2009 a introduit une garantie de non-baisse individuelle des quotes-parts de DFM et de DPU versées à chaque département ou collectivité d'outre-mer. Ils perçoivent des dotations de péréquation égales à 121,5 M€ en 2026.

GRAPHIQUE 4 – REPARTITION DE LA DGF EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'Etat.

C. Autres concours financiers de l'État

• La mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)

Le montant de cette mission atteint 3,8 Md€ en autorisation d'engagement (AE) et 3,9 Md€ en crédit de paiement (CP) en loi de finances pour 2026 et représente 6,9 % des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2026. Elle est composée de deux programmes :
– le programme 119 : « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » (3,478 Md€ en AE et 3,642 Md€ en CP) ;
– le programme 122 : « Concours spécifiques et administration » (298,26 M€ en AE et 304,02 M€ en CP, hors crédits DGCL).

Les dotations du programme 119

• La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) *(1 046 M€ en AE, comme en 2025)*

La DETR vise à subventionner les dépenses d'équipement des communes et groupements de communes à fiscalité propre situés essentiellement en milieu rural. La répartition des crédits en enveloppes départementales est fondée sur la population et la richesse fiscale des communes et EPCI à fiscalité propre.

La LFI 2017 a adapté la DETR aux nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). Ainsi sont éligibles en métropole tous les EPCI à fiscalité propre qui ne forment pas un ensemble de plus de 75 000 habitants (contre 50 000 précédemment) d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communs centres de plus de 20 000 habitants (contre 15 000 précédemment). Sont également éligibles en métropole toutes les communes de moins de 2 000 habitants ou celles dont la population est comprise entre 2 000 habitants et 20 000 habitants mais sous condition de potentiel financier.

La loi de finances pour 2018 a majoré l'enveloppe de 50 M€ supplémentaires par rapport à 2017, compensant pour partie la suppression de la réserve parlementaire. Le montant de l'enveloppe a donc été porté à 1 046 M€ depuis.

La loi de finances pour 2019 a également rendu éligibles les EPCI de plus de 75 000 habitants et comportant une commune de plus de 20 000 habitants dont la densité est inférieure à 150 habitants par kilomètre carré. Cette mesure visait à tenir compte des effets des fusions d'intercommunalités entraînées par les SDCI.

La loi de finances pour 2021 a opéré une nouvelle réforme des modalités de répartition de la DETR, en tenant compte de la nouvelle grille de densité de l'INSEE, et visant à davantage orienter l'enveloppe vers les départements dont le caractère rural est le plus avéré. En outre, l'encadrement des enveloppes départementales d'une année sur l'autre a été renforcé (il est passé à 97/103% contre 95/105% auparavant).

En 2026, 33 870 communes sont éligibles à la DETR, contre 33 867 en 2025. S'agissant des EPCI, dont l'éligibilité est évaluée sur le périmètre en vigueur au 1er janvier de l'année précédente, 1 129 sont éligibles en 2026 à la DETR, contre 1 132 en 2025.

• La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) *(220 M€ en AE)*

La LFI pour 2018 a pérennisé la DSIL, qui a été dotée de 615 M€ en 2018. Elle en a également simplifié l'architecture en retenant une enveloppe unique, consacrée au financement de plusieurs catégories d'opérations, à savoir six grandes priorités d'investissement et les opérations visant au développement des territoires ruraux inscrits dans un « contrat de ruralité ».

Dans le cadre du plan de relance, une part exceptionnelle de DSIL dotée de 950 M€ a été créée par la troisième loi de finances rectificative pour 2020, centrée sur la transition écologique, la résilience sanitaire et le patrimoine.

La LFI pour 2022 a reconduit l'architecture de la DSIL mise en place en 2018. L'enveloppe, qui s'établissait à 570 M€ depuis 2019, a été abondée exceptionnellement de 303 M€ supplémentaires.

En 2025, l'enveloppe de DSIL a été diminuée de 150 M€, intégrés à la DGF des communes, et s'établit désormais à 420 M€.

En 2026, en prenant en compte le cycle électoral de l'investissement, l'enveloppe a été diminuée de 200 M€, s'établissant à 220 M €.

• La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) *(152 M€ en AE)*

La dotation de soutien à l'investissement des départements a été créée en loi de finances pour 2019 en remplacement de la dotation globale d'équipement des départements. La DGE des départements était fondée sur un principe de remboursement de dépenses éligibles des conseils départementaux par les préfectures.

Jusqu'en 2021, la DSID était composée de deux parts : une part « projets », pilotée par les préfets de région et attribuée aux conseils départementaux sur la base des projets présentés, et une part « péréquation » inscrite directement en section d'investissement des départements les plus défavorisés au regard du potentiel fiscal par habitant et par kilomètre carré.

La loi de finances pour 2022 a intégré la part « péréquation » dans la part « projets » tout en préservant l'enveloppe globale de DSID de 212 M€. D'un montant de 48,7 M€ en 2021, la part péréquation souffrait, en effet, d'un ciblage peu efficient : elle bénéficiait à 87 départements, pour lesquels elle représentait en moyenne un montant par habitant de 1,1 €. Son effet de levier sur l'investissement des départements était donc très limité.

La gestion de la dotation s'en trouve simplifiée et harmonisée, en conservant un mode unique d'attribution, déconcentré auprès des préfets de région, de manière à soutenir efficacement les projets d'investissement au niveau local. Afin d'accompagner la réforme et maintenir les équilibres des enveloppes régionales, les modalités de calcul des enveloppes sont quant à elles préservées.

En 2026, le montant de la DSID est de 152 M€.

• La dotation politique de la ville (DPV) *(150 M€)*

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la dotation de développement urbain (DDU) est devenue en 2015 la dotation politique de la ville (DPV).

Depuis 2017, les crédits de la DPV sont maintenus à 150 M€. Ils s'inscrivent depuis 2015 dans le cadre des contrats de ville signés entre les communes éligibles ou l'EPCI à fiscalité propre dont elles sont membres (s'il est doté de la compétence politique de la ville) et le représentant de l'État dans le département. Cette dotation vise à compléter par un soutien renforcé aux quartiers la logique de péréquation poursuivie pour la dotation de solidarité urbaine (DSU).

La loi de finances pour 2019 a fait évoluer certains paramètres de répartition de la DPV afin de prendre en compte, dans la détermination de l'éligibilité, les communes comprenant un quartier prioritaire d'intérêt régional, ainsi que les communes les plus pauvres éligibles à la DSU au cours des trois dernières années. La DPV comprend une première part, égale à 75 % des crédits restants après prélèvement de la quote-part outre-mer et des garanties, répartie entre toutes les communes éligibles. Une seconde part, correspondant à 25 % des crédits, est répartie entre les communes situées dans la première moitié du classement établi pour la première enveloppe. Les communes des départements d'outre-mer perçoivent depuis 2010 une quote-part au titre de la DPV.

Les communes éligibles sont celles de plus de 5 000 habitants sur le territoire desquelles est active au moins une convention signée avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)[34], ou qui sont visées par les arrêtés du 29 avril 2015[35] ou du 20 novembre 2018[36] établissant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés par le nouveau programme national de renouvellement urbain. Les communes éligibles doivent également avoir été éligibles à la DSU au moins une fois sur les trois dernières années (et, s'agissant des communes de plus de 10 000 habitants, classées au moins une fois parmi les 250 premières communes éligibles à la DSU), et présenter une proportion de population résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) supérieure à 16 %.

Les règles de répartition n'ont pas évolué en 2026.

• Le FCTVA

L'exécution du FCTVA en 2025 s'est élevée à 8,155 Md€, soit une hausse de 10% par rapport à l'exécution 2024 (7,382 Md€). Cette augmentation s'explique essentiellement par un fort investissement local des collectivités au cours des exercices 2023, 2024 et 2025. Cela concerne en particulier le bloc communal, dont la dynamique d'investissement sur la période est conforme à celle observée sur les deux précédents cycles électoraux. L'inflation importante au cours de l'année 2023 s'est également traduite par une hausse des attributions au titre du régime N-2. Le FCTVA représente le principal soutien à l'investissement public local versé par l'Etat aux collectivités territoriales. Il évolue proportionnellement à l'évolution du niveau des dépenses d'investissement des collectivités locales.

L'automatisation du FCTVA, introduite par l'article 251 de la loi de finances pour 2021, dont la mise en œuvre a été initiée en 2021, a concerné à partir de 2023 l'ensemble des bénéficiaires du FCTVA. Cette réforme a permis de garantir un accès facilité et modernisé au bénéfice du FCTVA pour les collectivités, grâce au recours direct aux données relatives aux dépenses mises en paiement et non plus à des états déclaratifs. Ainsi, 64 000 états déclaratifs auparavant produits par les collectivités ont été supprimés. Cette réforme a par ailleurs conduit à une importante accélération des paiements en cours d'année, en particulier ceux en faveur des bénéficiaires du régime de versement N+1.

S'agissant de l'assiette du FCTVA, afin de soutenir l'investissement local, et plus spécifiquement les projets locaux en faveur de la transition écologique et ou les projets d'équipements sportifs, l'assiette a été étendue à compter du 1er janvier 2024 aux dépenses d'agencements et d'aménagements de terrains. La liste des comptes éligibles a été complétée par l'arrêté du 30 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2020 fixant la liste des comptes éligibles à la procédure de traitement automatisé relative à l'attribution du FCTVA mentionnée à l'article L. 1615-1 du CGCT. Cette extension d'assiette représente, en année pleine, un effort complémentaire de près de 250 M€ d'attribution du FCTVA par an.

[34] La loi de finances pour 2023 a gelé au 1er janvier 2021 l'appréciation de ce critère.

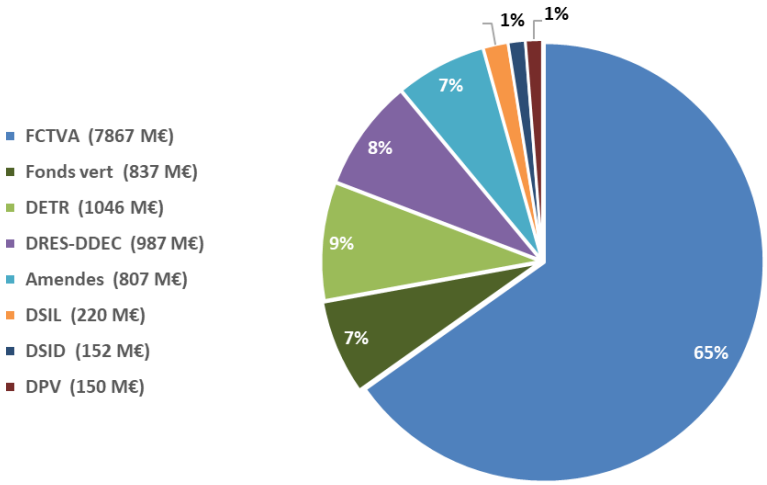
[35] Arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain.

[36] Arrêté du 20 novembre 2018 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés à titre complémentaire par le nouveau programme national de renouvellement urbain.

• Le compte d'affectation spécial (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

Le produit des amendes forfaitaires de police relatives à la circulation routière fait, depuis 2011, l'objet d'un compte d'affectation spéciale (CAS), intitulé « contrôle de la circulation et du stationnement routiers », au profit des collectivités locales. La répartition du produit des amendes de police s'appuie désormais sur une clé de partage entre l'État (47 %) et les collectivités territoriales (53 %). Cette clé est appliquée au produit global des amendes forfaitaires hors radars et des amendes forfaitaires majorées, après financement des dépenses liées à la généralisation du procès-verbal électronique (PVé). Les collectivités bénéficient en outre d'une fraction du produit des amendes « radar ». Le montant inscrit en loi de finances pour 2026 est de 807 M€.

GRAPHIQUE 5 – LES CONCOURS D'INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITES LOCALES EN 2026



DRES : dotation régionale d'équipement scolaire ; DDEC : dotation départementale d'équipement des collèges ;

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

• La fraction de TVA aux départements et le fonds de sauvegarde des départements

Au-delà de la péréquation verticale assurée par l'Etat via les différentes composantes de la DGF, la péréquation des départements a récemment été renforcée par le versement d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), institué par les articles 16 et 208 de la loi de finances pour 2020. Inscrit dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale, ce versement a pour objectif d'assurer un soutien aux départements les plus fragiles et s'apparente à une compensation complémentaire du transfert de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes par l'affectation aux départements d'une part supplémentaire de la TVA à compter de 2021.

Depuis 2022, le montant de cette fraction évolue chaque année comme le produit net de la TVA. Elle est divisée en deux parts : une première part, d'un montant fixe de 250 M€ est répartie annuellement sur la base d'indicateurs de richesses et de charges, et, une deuxième part, correspondant à la dynamique annuelle du montant de la fraction de TVA de 250 M€ qui s'accumule, d'année en année, sur « le fonds de sauvegarde des départements » prévu au II bis de l'article 208 de la loi de finances pour 2020. Ce dernier est mobilisé ponctuellement, comme en 2024 ou en 2026. Il est, lui aussi, réparti sur la base d'indicateurs de richesses et de charges. Spécifiquement, en 2026, l'article 131 de la loi de finances pour 2026 a prévu un abondement supplémentaire du fonds de sauvegarde afin de le porter à hauteur de 600 M€, consacrant un soutien particulier de l'Etat sur cette strate de collectivité cette année.

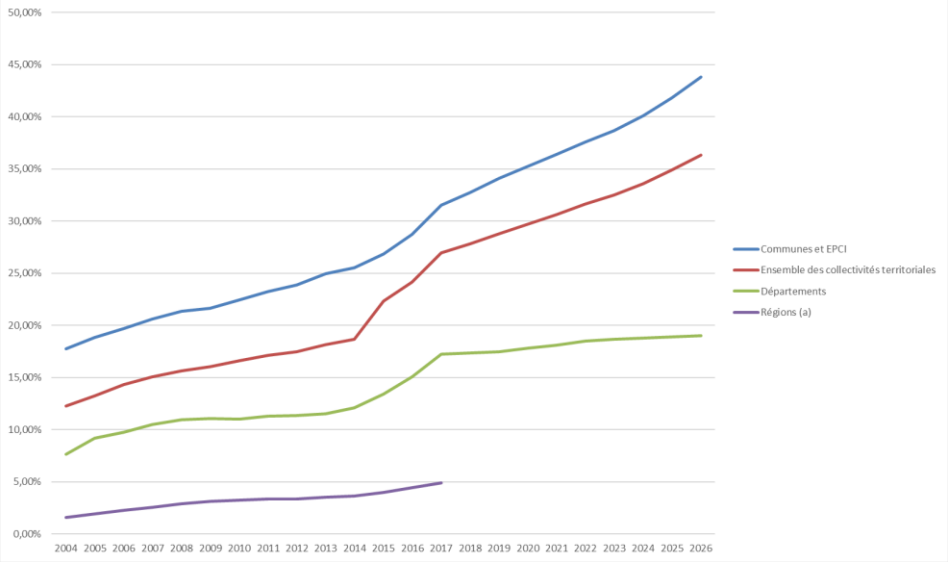
D. Une part croissante de la DGF consacrée à la péréquation

Les masses financières des dotations de l'État consacrées à la péréquation augmentent sensiblement. La part de la DGF consacrée à la péréquation (toutes catégories de collectivités confondues) est passée de 4,5 Md€ en 2004 (12,3 % de la DGF) à 9,95 Md€ en 2026 (36,3 % de la DGF). En prenant en compte les FDPTP (164 M€), qui ne font pas partie de la DGF mais peuvent être considérés comme un dispositif de péréquation verticale, le montant total des crédits consacrés à la péréquation verticale en 2026 s'élève à 10,12 Md€.

Des réformes récentes ont permis d'améliorer l'efficacité péréquatrice de certaines dotations, la DSU en 2017, la dotation d'intercommunalité en 2019 et la DACOM en 2020.

Depuis 2025, au sein des projets annuels de performance (PAP), l'efficacité de la péréquation en matière de réduction des inégalités de richesse est mesurée par un nouvel indicateur, l'indice de Gini, en comparant son évolution avant et après versement des attributions de péréquation aux collectivités.

GRAPHIQUE 7 – PART DE LA DGF CONSACREE A LA PEREQUATION DE 2005 A 2026



(a) A partir de 2018, la DGF versée aux régions a été remplacée par une fraction de TVA.
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Le développement de l'intercommunalité joue aussi un rôle important en matière de péréquation, dans la mesure où la mutualisation des ressources et des charges entre les communes de l'intercommunalité contribue à améliorer la répartition des services rendus à la population ; en outre, s'agissant des EPCI à FPU, l'existence de transferts péréquateurs dans le cadre de la dotation de solidarité communautaire assure une péréquation interne qui peut être parfois très importante.

E. Les principaux indicateurs de ressources et de charges

La répartition de la plupart des concours financiers de l'État s'appuie sur des indicateurs de ressources (potentiel financier, potentiel fiscal, effort fiscal, coefficient d'intégration fiscale, etc.) et des indicateurs de charges (population, nombre de bénéficiaires des APL, revenu par habitant, etc.).

1. Potentiel fiscal et potentiel financier

Jusqu'en 2004, le principal indicateur de ressources des collectivités utilisé pour les calculs de répartition des dotations de l'État était le potentiel fiscal. A été également introduit le potentiel financier, notamment pour le calcul des dotations de péréquation communales et départementales. Les réformes de la fiscalité locale intervenues en 2021 (suppression de la taxe d'habitation et réduction de 50 % de la valeur locative des locaux industriels) ont conduit à une refonte du mode de calcul du potentiel fiscal, notamment à travers la recomposition du panier d'impositions pris en compte.

• Le potentiel fiscal des collectivités locales est un indicateur utilisé pour comparer la richesse fiscale potentielle des différentes collectivités

Il permet d'apprécier les ressources fiscales libres d'emploi que peut mobiliser une commune de manière objective. Trois principes guident son calcul.

1. *Il s'agit d'un indicateur de richesse pour partie composé de « produits potentiels » et pour partie de « produits réels ».*

Les produits potentiels sont obtenus en multipliant les bases de fiscalité de la commune par les taux moyens nationaux correspondants, et non par les taux effectivement pratiqués par la collectivité. Cette mesure permet de prendre en compte des inégalités de situation objectives et non celles liées à des différences de gestion. Elle concerne les impositions sur lesquelles

communes ou EPCI à fiscalité propre (FP) ont un pouvoir de taux (comme la taxe foncière sur les propriétés bâties ou la cotisation foncière des entreprises).

Le potentiel fiscal est, pour une autre partie, constitué de « produits réels », s'agissant bien de ressources fiscales des collectivités mais sur lesquelles elles n'ont pas de pouvoir de taux (comme la CVAE, les IFER ou diverses allocations compensatrices).

Le potentiel fiscal des EPCI à FP et celui des départements sont calculés selon des modalités analogues.

2. *La richesse tirée par une commune de son appartenance à un groupement à fiscalité propre est valorisée dans le potentiel fiscal de la commune.*

En effet, la richesse « transférée » de la commune à l'EPCI n'est pas perdue puisque l'EPCI assume, en lieu et place de la commune, un certain nombre de compétences. Pour le calcul du potentiel fiscal, la richesse fiscale de l'EPCI est donc répartie entre les communes selon des règles dépendant du type de fiscalité adopté par l'EPCI. Cette ventilation de la richesse de l'EPCI est corrigée des attributions de compensation versées aux communes membres.

3. *Les produits fiscaux perçus par les communes mais pour lesquels la loi prévoit une affectation à des dépenses spécifiques ne sont pas comptabilisés dans le potentiel fiscal.*

En effet, à l'instar de la taxe de séjour, qui doit être affectée aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune, ces produits ne sont pas considérés à ce jour comme des ressources fiscales libres d'emploi.

• Le potentiel financier

Le potentiel financier correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation en faveur des communes nouvelles et de la dotation forfaitaire, hors compensation de la part salaires (déjà prise en compte dans le potentiel fiscal) perçue par la commune et minoré des différents prélèvements sur fiscalité supportés par la dotation forfaitaire, permettant ainsi de mieux rendre compte des ressources libres d'emploi dont une commune peut disposer.

• Le potentiel fiscal agrégé et le potentiel financier agrégé

Le potentiel fiscal agrégé des ensembles intercommunaux, introduit en LFI pour 2012, est utilisé pour la répartition du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC). Il est calculé à partir de l'agrégation des ressources fiscales prises en compte pour le calcul des potentiels fiscaux d'un EPCI et de ses communes membres.

Le potentiel financier agrégé des ensembles intercommunaux correspond au potentiel fiscal agrégé majoré de la somme des dotations forfaitaires perçues par les communes membres d'un EPCI.

TABLEAU 5 – POTENTIEL FINANCIER ET POTENTIEL FISCAL MOYENS DES COMMUNES ENTRE 2025 ET 2026

Strate démographique		Potentiel fiscal 2025 moyen par habitant	Potentiel fiscal 2026 moyen par habitant	Evolution en %	Potentiel financier 2025 moyen par habitant	Potentiel financier 2026 moyen par habitant	Evolution en %
1	0 à 499 habitants	747,35	743,61	-0,50%	841,16	836,19	-0,59%
2	500 à 999 habitants	786,77	793,03	0,80%	865,83	870,85	0,58%
3	1 000 à 1 999 habitants	864,13	861,91	-0,26%	941,09	937,97	-0,33%
4	2 000 à 3 499 habitants	945,27	944,45	-0,09%	1 022,41	1 020,41	-0,20%
5	3 500 à 4 999 habitants	1 037,49	1 039,22	0,17%	1 113,11	1 113,20	0,01%
6	5 000 à 7 499 habitants	1 107,11	1 104,33	-0,25%	1 185,40	1 181,29	-0,35%
7	7 500 à 9 999 habitants	1 206,16	1 202,98	-0,26%	1 280,62	1 276,02	-0,36%
8	10 000 à 14 999 habitants	1 232,25	1 237,06	0,39%	1 314,51	1 315,61	0,08%
9	15 000 à 19 999 habitants	1 263,92	1 253,57	-0,82%	1 357,87	1 347,75	-0,75%
10	20 000 à 34 999 habitants	1 303,22	1 305,14	0,15%	1 401,23	1 401,24	0,00%
11	35 000 à 49 999 habitants	1 343,51	1 347,64	0,31%	1 448,39	1 449,37	0,07%
12	50 000 à 74 999 habitants	1 435,78	1 437,61	0,13%	1 530,40	1 530,58	0,01%
13	75 000 à 99 999 habitants	1 616,26	1 573,22	-2,66%	1 716,69	1 677,68	-2,27%
14	100 000 à 199 999 habitants	1 302,84	1 329,48	2,05%	1 436,51	1 462,12	1,78%
15	200 000 habitants et plus	1 722,04	1 694,81	-1,58%	1 779,86	1 761,66	-1,02%

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

2. Effort fiscal

L'effort fiscal est un indicateur permettant d'évaluer la mobilisation par une commune de ses bases de fiscalité locale. Il est calculé en rapportant les produits perçus par la commune sur certaines taxes pour lesquelles elle dispose d'un pouvoir de taux (TFPB, TFPNB, THRS) au potentiel fiscal de la commune calculé pour ces seules impositions (que l'on nomme potentiel fiscal « trois taxes »).

Focus sur la réforme des indicateurs financiers

Les produits, réels ou potentiels, perçus par les collectivités au titre de la taxe d'habitation (TH) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) entraient dans la composition des indicateurs financiers utilisés de manière transversale dans le

calcul de la plupart des dotations et fonds de péréquation. Le nouveau panier de ressources perçu par les collectivités depuis 2021 a donc impliqué une refonte de ces indicateurs. Cette nouvelle définition a fait l'objet d'échanges approfondis au sein du comité des finances locales lors de quatre groupes de travail entre janvier et juillet 2020. A la suite de ces travaux et d'un rapport remis au Parlement sur cette question, la loi de finances pour 2021 a acté une nouvelle définition des indicateurs.

Tout en conservant largement la structure et les finalités de ces indicateurs, l'article 252 de la loi de finances pour 2021 les ajuste pour intégrer dans leur calcul les nouvelles ressources locales, à savoir la TVA et la TFPB communale (dont le montant perçu sera affecté d'un coefficient correcteur). Cette nouvelle définition permet aux indicateurs de continuer à jouer efficacement leur rôle.

L'article 194 de la loi de finances pour 2022 a prolongé les évolutions initiées en loi de finances pour 2021 en :
- intégrant dans le calcul des potentiels fiscal et financier communaux plusieurs recettes libres d'emploi perçues par les communes : les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe locale sur la publicité extérieure, la taxe sur les pylônes électriques, la taxe de stockage sur les déchets nucléaires ainsi que la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires ;
- simplifiant le calcul de l'effort fiscal pour le recentrer sur les impôts effectivement levés par les communes et sur lesquels elles disposent d'un pouvoir de taux, rapportés aux impôts qu'elles pourraient lever si elles appliquaient les taux moyens nationaux d'imposition.

Afin d'éviter que ces évolutions n'engendrent des impacts déstabilisateurs puissants et rapides sur le niveau des indicateurs financiers des communes, la loi de finances pour 2021 a prévu que des fractions de correction seraient calculées en 2022 de manière à lisser les variations des indicateurs financiers liées à la réforme du panier de recettes des collectivités locales. Ces fractions de correction diminuent progressivement à compter de 2023, pour s'éteindre en 2028.

La loi de finances pour 2024 a parachevé ces ajustements techniques relatifs aux indicateurs financiers. En effet, les ressources perçues par les collectivités au titre de la CVAE ayant été remplacées en 2023 par l'attribution d'une fraction de TVA, la loi de finances en tire les conséquences sur le calcul des indicateurs financiers, sans impact sur la répartition des dotations[37].

3. Coefficient d'intégration fiscale (CIF)

Le CIF permet de mesurer l'intégration d'un EPCI à travers le rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire par les communes et leurs groupements.

Compris entre 0 et 1, ce ratio constitue un indicateur de la part des compétences exercées au niveau du groupement et permet de mesurer l'intégration réelle des EPCI ; plus il tend vers 1, plus l'EPCI est intégré.

Il s'agit ainsi d'un paramètre essentiel du calcul de la dotation d'intercommunalité des EPCI puisqu'il intervient à la fois dans leur dotation de base et dans leur dotation de péréquation. Le CIF est retraité des dépenses de transfert afin de ne prendre en compte que les compétences réellement exercées.

TABLEAU 6 – NIVEAU DU CIF DE CHAQUE CATEGORIE D'EPCI DEPUIS 2015

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
CC à fiscalité additionnelle	0,318	0,334	0,334	0,353	0,349	0,352	0,351	0,353	0,359	0,349	0,351	0,354
CC à FPU	0,354	0,356	0,357	0,367	0,372	0,381	0,388	0,390	0,398	0,398	0,402	0,407
CA	0,328	0,350	0,353	0,347	0,364	0,371	0,381	0,387	0,396	0,396	0,399	0,402

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

4. La population

Le critère de population représente l'indicateur de charges le plus simple et le plus objectif. Il s'agit d'une population forfaitaire dite « DGF », calculée à partir de la population légale totale.

[37] En effet, le remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales par la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (pour les communes) ou par une fraction de TVA (pour les EPCI à FP), ainsi que le remplacement de la TFPB des départements par une fraction de TVA ont consisté à remplacer des ressources potentielles par des ressources réelles dans le calcul du potentiel fiscal et financier, ce qui impliquait des évolutions justifiant un lissage par des fractions de correction. A l'inverse, le remplacement de la CVAE par une fraction de TVA consiste à substituer un produit réel à un autre produit réel dans le calcul du potentiel fiscal et financier, ce qui n'entraîne pas de changement dans la hiérarchie de richesse des collectivités.

Pour tenir compte des conditions particulières qui pèsent sur le fonctionnement de certaines communes, la population totale est majorée en fonction du nombre de résidences secondaires, du nombre de places de caravanes dans les aires d'accueil des gens du voyage, ainsi que, depuis 2025, du nombre de logements faisant l'objet d'une opération de requalification de copropriétés dégradées déclarée d'intérêt national (ORCOD-IN).

En 2026, la population dite « DGF » des communes s'élève à 73 956 391 habitants.

ANNEXE 10

La péréquation entre collectivités locales

PAUL OUVRARD, AUDE-CECILE MONNOT, VALENTIN LAIDET (DGCL)

La péréquation est un objectif de valeur constitutionnelle : « La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales » (article 72-2 de la Constitution).

A. La péréquation, objectif de valeur constitutionnelle

1. Pourquoi la péréquation ?

La finalité de la péréquation est d'atténuer les disparités de ressources et de charges entre les collectivités locales par une redistribution des ressources en fonction d'indicateurs physiques et financiers.

Tableau 1 – Les différents dispositifs de péréquation en 2026, en métropole[38]

<table>
<tr><th>Type de péréquation</th><th>Régions</th><th>Départements</th><th>EPCI à fiscalité propre</th><th>Communes</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Péréquation verticale</td><td rowspan="4"></td><td rowspan="2">Dotation de fonctionnement minimale (DFM)</td><td rowspan="4">Dotation d'intercommunalité</td><td>Dotation nationale de péréquation (DNP)</td></tr>
<tr><td>Dotation de solidarité rurale (DSR)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Dotation de péréquation urbaine (DPU)</td><td rowspan="2">Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)</td></tr>
<tr><td>Fraction de TVA prévue par le E du V de l'article 16 de la LFI 2020</td><td>Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Péréquation horizontale</td><td rowspan="3">Fonds de solidarité régional</td><td rowspan="2">Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements</td><td rowspan="3">Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)</td><td>Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF)</td></tr>
<tr><td>Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)</td></tr>
<tr><td>Fonds de solidarité des départements de la région d'Ile-de-France (FSDRIF)</td><td>Fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement</td></tr>
</table>

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Les inégalités de répartition des bases d'imposition sont en effet telles que, sauf à laisser certaines collectivités hors de toute possibilité de développement local, la péréquation doit impérativement accompagner l'accroissement des compétences locales. À cet égard, la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, qui a consacré une nouvelle étape de la décentralisation et posé le

[38] Le tableau ne présente que les dispositifs de soutien au fonctionnement des collectivités à vocation exclusivement péréquatrice ; une partie importante des concours de l'Etat aux collectivités (notamment les dotations de soutien à l'investissement local) ont également une portée péréquatrice dans leurs modalités de répartition mais celle-ci ne constitue pas leur objet principal ou unique. Par ailleurs, les tableaux 1 et 2 n'intègrent pas la part de dynamique de TVA prévue au E du V de la loi de finances pour 2020 affectée au Fonds de sauvegarde des départements, pour soutenir les territoires les plus fragiles.

principe d'autonomie financière des collectivités territoriales, a accompagné ce mouvement en inscrivant la péréquation comme objectif de valeur constitutionnelle.

Bien souvent, les inégalités de richesse fiscale résultent de l'histoire ou de phénomènes indépendants des choix effectués par les collectivités territoriales. *A contrario*, certaines disparités sont la conséquence de choix locaux. L'enjeu de la péréquation consiste ainsi à soutenir les collectivités structurellement défavorisées sans interférer dans des choix qui relèvent de leur libre administration.

2. Les différentes formes de péréquation

La péréquation est mise en œuvre :
– par des dispositifs de péréquation dite « verticale », c'est-à-dire à travers des dotations de l'État aux collectivités attribuées de manière différenciée en fonction de critères de ressources et de charges ou de contraintes spécifiques ;
– par des mécanismes de péréquation dite « horizontale », qui consistent à prélever une fraction des ressources de certaines collectivités pour la reverser à des collectivités moins favorisées (*tableau 1*).

En 2026, les outils de péréquation verticale représentent 65,85 % des montants consacrés à la péréquation (*tableau 2*).

TABLEAU 2 – LES MASSES FINANCIERES CONSACREES A LA PEREQUATION HORIZONTALE ET VERTICALE EN 2026

En millions d'euros	2022	2023	2024	2025	2026	
DFM	957	952	959	967	974	
DPU	575	591	594	596	599	
Fraction de TVA prévue par le E du V de l'article 16 de la LFI 2020	250	250	250	250	250	
Dotation d'intercommunalité	1653	1683	1773	1863	1953	
DSU	2566	2656	2806	2956	3106	
DSR	1877	2077	2227	2377	2527	
DNP	794	794	794	794	794	
FDPTP	284	284	272	214	164	
Total péréquation verticale	8957	9287	9675	10017	10367	
Fonds de péréquation des ressources des régions *(fonds de solidarité régionale à partir de 2022)*	10	24	27	27	27	*(a)*
Fonds national de péréquation des DMTO	1886	1907	1640	1519	1519	*(b)*
Fonds national de péréquation des DMTO (reversement)	1886	1907	1888	1519	1519	
Fonds CVAE des départements	58	58	0	0	0	
FSDRIF	60	60	60	60	60	
FPIC	1000	1000	1000	1000	1000	
FSRIF	350	350	350	350	350	
Fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement	1177	1174	902	902	902	*(a)*
Total péréquation horizontale	4541	4573	4227	3858	5377	*(a)*
Total	**13498**	**13860**	**13902**	**13875**	**15744**	

(a) Montant prévisionnel indicatif
(b) Montant 2026 prévisionnel (non encore notifié)
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

B. Des dispositifs de péréquation horizontale dont la montée en puissance reste inachevée

Jusqu'en 2010, la péréquation horizontale, opérée entre collectivités, reposait pour l'essentiel sur le fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF), les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) et les fonds départementaux de péréquation de la taxe additionnelle aux droits de mutation.

Dans le prolongement de la réforme de la taxe professionnelle de 2010, quatre fonds nationaux de péréquation horizontale concernant l'ensemble des catégories de collectivités territoriales ont été créés. Ces quatre fonds sont :
– le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par les départements ;
– le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) ;
– le fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) des départements ;
– le fonds de solidarité régional.

En revanche, depuis la réforme de la fiscalité locale, les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle sont exclusivement alimentés par une dotation de l'État (à hauteur de 164 M€ en 2026) et ne peuvent donc plus être considérés comme des mécanismes de péréquation horizontale.

La loi de finances pour 2014 a créé également le fonds de solidarité des départements de la région Île-de-France (FSDRIF), destiné à corriger les inégalités spécifiques de ressources et de charges entre les départements franciliens. Elle a créé, par ailleurs, un fonds de solidarité pour les départements alimentés par un prélèvement égal à 0,35 % du montant de l'assiette de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus par les départements.

La loi de finances pour 2019 a créé un nouvel instrument de péréquation, le fonds de soutien interdépartemental (250 M€).

La loi de finances pour 2020 a procédé à la fusion des trois fonds départementaux assis sur les DMTO : le fonds de péréquation des DMTO, le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD) et le fonds de soutien interdépartemental (FSID).

Par ailleurs, cette même loi de finances prévoit, outre la compensation par une fraction de TVA de la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties réaffectée aux communes, l'attribution aux départements d'une fraction de TVA supplémentaire de 250 M€ par an, répartie en fonction de critères de ressources et de charges.

La loi de finances pour 2021 a remplacé la CVAE perçue par les régions par une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette réforme a rendu nécessaire, en loi de finances pour 2022, le remplacement de l'ancien fonds de péréquation régional, qui était principalement assis sur les dynamiques de CVAE entre les régions. Les montants redistribués en 2020 au titre de ce fonds ont été intégrés au montant de la fraction de TVA perçue par chaque région, tandis qu'un nouveau fonds de solidarité régional assis sur la dynamique de la fiscalité régionale (IFER, cartes grises), de la fiscalité transférée (fraction de TVA) et des concours financiers de l'Etat (DCRTP) a été réparti pour la première fois en 2022 (*cf. infra*).

Enfin, le fonds de péréquation de la CVAE des départements a été supprimé par la loi de finances pour 2023, en conséquence de la suppression de la CVAE des départements. Les montants sont intégrés dans les produits de TVA perçus.

A l'exception du fonds national de péréquation des DMTO, dont le montant est indexé sur l'évolution de l'assiette des DMTO des départements, l'importance de la péréquation horizontale du bloc communal et des régions par rapport aux recettes de ces collectivités a commencé à décroître. Depuis la stabilisation du FPIC à 1 Md€ en 2016, son poids dans les ressources fiscales agrégées du bloc communal s'est replié de 1,67 % à 1,20 % en 2025.

Le fonds de solidarité régional représentait quant à lui seulement 0,09 % des recettes réelles de fonctionnement des régions en 2025, et évolue à hauteur de 1,5 % de la dynamique de TVA remplaçant la CVAE des régions, soit significativement moins que la dynamique des recettes réelles de fonctionnement des régions.

1. La péréquation au sein du bloc communal

Le FSRIF

La loi de finances pour 2012 a procédé à une refonte du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France, afin de concentrer les ressources de ce fonds sur les communes franciliennes les plus en difficulté. Cette loi a fixé un objectif annuel de ressources au fonds : 230 M€ pour 2013, 250 M€ pour 2014 et 270 M€ pour 2015. Le montant a été abondé de 20 M€ en 2016 puis en 2017 (LFI 2016 et 2017), il s'établit à 310 M€ en 2017 et à 330 M€ en 2018 et 2019. En 2020, son montant s'est élevé à 350 M€ suite à un nouvel abondement de 20 M€.

Ce montant de 350 M€ a été maintenu depuis 2020 (*graphique 1*) et 208 communes bénéficient du FSRIF en 2026 (sur les 1266 communes de la région d'Ile-de-France).

La loi de finances pour 2014 a intégré un indice synthétique de ressources et de charges (potentiel financier/habitant et revenu/habitant) pour la détermination du prélèvement au FSRIF afin de pondérer la contribution des communes percevant des ressources fiscales importantes mais supportant des charges spécifiques.

Le FPIC

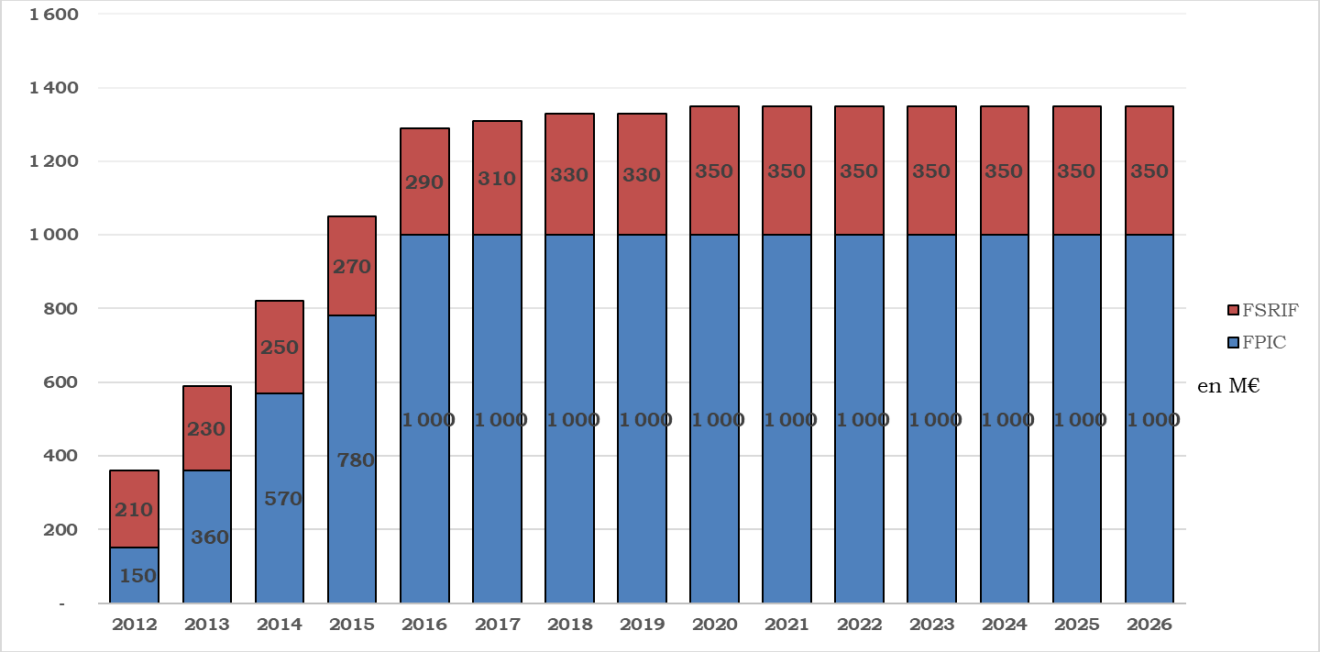
Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale à l'échelle d'un ensemble intercommunal. Cette solidarité au sein du bloc communal est montée progressivement en puissance : elle s'élevait à 360 M€ en 2013 et atteint 1 Md€ depuis 2016. Les ressources de ce fonds ont été maintenues à hauteur de 1 Md€ depuis 2016 *(graphique 1)*. Cette stabilité permet de donner aux collectivités une meilleure visibilité sur l'évolution de leurs ressources, mais ne permet pas d'atteindre l'objectif initial du législateur d'un fonds de péréquation redistribuant 2 % des recettes fiscales agrégées du bloc communal : le FPIC n'en représente plus que 1,20 % en 2025, contre 1,67 % en 2016.

Le dispositif repose sur deux étapes :

- la répartition nationale détermine un montant de contribution ou d'attribution pour chaque territoire ;
- la répartition interne entre chaque territoire permet de partager les montants correspondants entre le groupement et ses communes membres, puis entre les communes elles-mêmes.

En 2025, 684 EPCI / EPT sont contributeurs au FPIC en métropole et dans les DOM, pour 810 bénéficiaires.

GRAPHIQUE 1 – LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA PEREQUATION HORIZONTALE DANS LA SPHÈRE COMMUNALE



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

• Ce mécanisme de solidarité est régi par les principes suivants :

– **les ensembles intercommunaux sont considérés comme l'échelon de référence**. La mesure de la richesse se fait de façon consolidée à l'échelon intercommunal par le biais d'un potentiel financier agrégé (PFIA), en additionnant la richesse de l'EPCI à FP et celle de ses communes membres. Cette approche permet de neutraliser les choix fiscaux des intercommunalités et ainsi de comparer des EPCI à FP de catégories différentes. La comparaison peut également se faire avec des communes isolées ;

– **le potentiel financier agrégé (PFIA) repose sur une assiette de ressources très large**, tirant toutes les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation sur les résidences principales : sont prises en compte la quasi-totalité des recettes fiscales autres que les taxes affectées ainsi que les dotations forfaitaires des communes. Afin de tenir compte du poids des charges des collectivités dont le niveau par habitant s'accroît en fonction de leur taille, les populations retenues pour le calcul des potentiels financiers agrégés sont pondérées par un coefficient logarithmique qui varie de 1 à 2 en fonction croissante de la taille de la collectivité ;

– **sont contributeurs au FPIC** les ensembles intercommunaux ou les communes isolées dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé moyen par habitant constaté au niveau national. La contribution d'un ensemble intercommunal ou d'une commune isolée est fonction de l'écart relatif de son PFIA par habitant au PFIA moyen par habitant et de sa population avec un effet progressif. Afin de mieux prendre en compte la situation des territoires aux ressources fiscales élevées (notamment au regard de la fiscalité payée par les entreprises), mais dont la population dispose de revenus plus faibles que la moyenne, un nouvel indicateur de charges a été introduit en prenant en compte le revenu par habitant. Environ 54 % des ensembles intercommunaux et des communes isolées sont contributeurs en 2025, et 34 % contributeurs nets. La somme des prélèvements pesant sur un ensemble intercommunal ou une commune isolée au titre du FPIC d'une année et du FSRIF de l'année précédente ne peut excéder 14 % des ressources prises en compte pour le calcul du PFIA (plafond maintenu en 2025) ;

– **sont exonérées de prélèvement au titre du FPIC** les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants et les 30 premières communes de 5 000 à 9 999 habitants éligibles l'année précédente à la DSU et les 2 500 premières communes éligibles à la part "cible" de la DSR ;

– **sont bénéficiaires du FPIC** : 60 % des ensembles intercommunaux classés selon un indice synthétique, représentatif des ressources et des charges des collectivités, composé de critères simples et applicables à toutes les intercommunalités quelles que soient leur taille et leur situation (rurales ou urbaines). L'indice synthétique est composé à 60 % du revenu par habitant, à 20 % du potentiel financier agrégé et à 20 % de l'effort fiscal agrégé. Une garantie de sortie existe également pour les ensembles intercommunaux perdant leur éligibilité au reversement ;

– **sont également éligibles** les communes isolées dont l'indice synthétique est supérieur à l'indice médian ;

– une fois définie la contribution ou l'attribution d'un ensemble intercommunal ou d'une commune isolée, celle-ci est répartie entre l'EPCI et ses communes membres selon des modalités définies par la loi, et modifiables par l'EPCI à l'unanimité ou à la majorité qualifiée.

• L'originalité du dispositif repose sur les marges de manœuvre offertes aux territoires pour organiser la solidarité financière

Au niveau d'un ensemble intercommunal, le prélèvement (ou le reversement) calculé globalement est réparti en deux temps : tout d'abord entre l'EPCI et ses communes membres, puis entre les communes membres. Une répartition « de droit commun » est prévue à la fois pour le prélèvement et le reversement, en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) de l'EPCI et du potentiel financier de ses communes membres. Toutefois, par dérogation, l'organe délibérant de l'EPCI peut procéder à une répartition différente.

La loi de finances pour 2015 a apporté des modifications concernant les répartitions internes :
– la répartition dérogatoire à la majorité des deux tiers ne doit pas avoir pour effet de majorer la contribution d'une commune ou de minorer l'attribution d'une commune de plus de 30 % par rapport à la répartition de droit commun (en 2014, ce seuil était fixé à 20 %) ;
– la répartition libre est adoptée à la majorité des deux tiers de l'EPCI et par délibération des conseils municipaux de l'ensemble des communes membres, à la place de l'unanimité du conseil communautaire.

La loi de finances pour 2016 a encore assoupli les modalités de recours à une répartition dérogatoire :
– le délai accordé aux collectivités territoriales qui souhaiteraient recourir à une répartition dérogatoire, dont la date limite était fixée au 30 juin de l'année de répartition, est remplacé par un délai de deux mois à compter de l'information, par le préfet, de la répartition de droit commun ;
– pour le premier cas de répartition dérogatoire, à la majorité des deux tiers, le partage entre l'EPCI et ses communes membres est désormais librement choisi (alors qu'il était jusqu'alors réalisé en fonction du coefficient d'intégration fiscale) ; la répartition dérogatoire à la majorité des deux tiers peut donc désormais porter sur la répartition entre l'EPCI et ses communes membres.
– la répartition dérogatoire à l'unanimité, dite « libre », est désormais applicable :

- soit par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre statuant à l'unanimité, prise dans un délai de deux mois à compter de la notification par le représentant de l'État dans le département,
- soit par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prise dans un délai de deux mois à compter de sa notification et approuvée par les conseils municipaux des communes membres. Les conseils municipaux disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés l'avoir approuvée.

La loi de finances pour 2024 prévoit que ces délibérations ont, dès 2024, un effet pluriannuel : les délibérations prises à compter de 2023 demeurent ainsi applicables tant qu'elles ne sont pas modifiées ou rapportées. Elles cessent cependant de produire leurs effets dès lors que l'organe délibérant de l'EPCI ou au moins un conseil municipal demande leur modification ou leur abrogation, ou si une ou plusieurs communes ont adhéré ou se sont retirées de l'EPCI au 1er janvier de l'année de répartition.

En 2025 :

- **pour le prélèvement** : 81 % des ensembles intercommunaux ont conservé la répartition de droit commun, 2 % ont opté pour la répartition dérogatoire à la majorité des 2/3, et 16 % pour une répartition libre à l'unanimité.
- **pour le reversement** : 79 % des ensembles intercommunaux ont conservé la répartition de droit commun, 5 % ont opté pour la répartition dérogatoire à la majorité des 2/3, et 15 % pour la répartition libre à l'unanimité.

2. La péréquation départementale

Le **fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux** (DMTO) perçus par les départements, réformé en loi de finances pour 2020, est alimenté par deux prélèvements :

– un premier prélèvement égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition ;
– un second prélèvement, d'un montant fixe de 750 M€, auxquels sont éligibles les départements dont l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition est supérieure à 0,75 fois la moyenne nationale. Depuis la loi de finances pour 2024, ce second prélèvement est, pour chaque département, plafonné à 15% du montant des DMTO de l'année précédente (contre 12% jusqu'en 2023).

Le reversement est effectué au sein de trois enveloppes, qui reprennent les modalités de répartition des trois fonds préexistants :

- La première enveloppe (ancien FSID), d'un montant fixe de 250 M€, est répartie en deux fractions : la première (150 M€) est destinée aux départements ruraux fragiles et est répartie en fonction du potentiel financier, des revenus et du taux d'imposition à la TFPB pratiqué en 2020. Depuis la loi de finances pour 2024 et en cohérence avec la réforme de la fiscalité locale, un dispositif transitoire de trois ans prévoit l'extinction progressive de la prise en compte du taux d'imposition à la TFPB. La seconde (100 M€) est destinée aux départements marqués par un niveau de DMTO et des revenus moyens faibles ainsi qu'un taux de pauvreté élevé. Elle est répartie en fonction du potentiel financier, de la population et des revenus ;

- La deuxième enveloppe (ancien fonds DMTO), égale à 52% des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe), est versée aux départements caractérisés par un potentiel financier ou des revenus faibles. Elle est répartie en fonction de ces deux critères ainsi que du niveau de DMTO par habitant ;

- La troisième enveloppe (ancien FSD), égale à 48% des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe), est répartie en deux fractions. La première (30% de l'enveloppe), destinée aux départements dont le potentiel fiscal ou les revenus sont relativement faibles, est répartie entre les départements en fonction du reste à charge au titre des allocations individuelles de solidarité (AIS : RSA, APA et PCH). La seconde (70% de l'enveloppe) bénéficie à la première moitié des départements dont le reste à charge par habitant est le plus élevé. Elle est répartie en fonction de ce reste à charge et de la population.

En 2025, dans un contexte de chute des DMTO, le montant de ce fonds s'est limité à 1,52 Md€.

La loi de finances pour 2014 a créé le **fonds de solidarité des départements de la région d'Île-de-France (FSDRIF)**. Le montant de ce fonds, alimenté par des prélèvements sur les recettes des départements classés en fonction de leur indice de ressources et de charges, est fixé à 60 M€. En 2025, comme en 2024, cinq départements franciliens bénéficient d'un reversement opéré sur les ressources fiscales des trois départements contributeurs.

Le **fonds de péréquation de la CVAE des départements**[39], entré en vigueur en 2013, en application de la loi de finances pour 2010, a été supprimé par la loi de finances pour 2023, en conséquence de la suppression de la CVAE des départements. Les montants moyens prélevés ou perçus par les départements au cours des trois dernières années précédant cette suppression ont été intégrés au calcul de la fraction de TVA qui leur a été attribuée en compensation.

3. La péréquation régionale

La loi de finances pour 2013 a créé un fonds de péréquation des ressources des régions et de la collectivité territoriale de Corse visant à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les recettes prises en compte dans le calcul étaient la CVAE (pour la moitié de son montant), les IFER et la DCRTP perçues par les régions ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

La loi de finances pour 2021 a supprimé la part de CVAE perçue par les régions et collectivités assimilées et l'a remplacée par une fraction de TVA. Cette évolution a rendu nécessaire une refonte du dispositif de péréquation régionale, qui était principalement assis sur les écarts de dynamiques de CVAE entre les régions. Cette refonte s'est effectuée en deux temps :

- En 2021, la fraction de TVA perçue par les régions a tenu compte du solde 2020 du fonds de péréquation régional, qui a donc majoré ou minoré cette fraction. Par ailleurs, le fonds de péréquation a été réparti une dernière fois en 2021 mais seul a été prélevé ou reversé un montant correspondant à la « dynamique » du fonds entre 2020 et 2021 ;
- **A compter de 2022, un nouveau fonds de solidarité régional (FSR) a été mis en place**, incluant le Département-Région de Mayotte. Sont prélevées, au prorata de leur population, les régions dont les ressources rapportées à la population sont supérieures à 80 % de la moyenne. Sont bénéficiaires les régions non prélevées, le reversement étant réparti en fonction de la population, de la densité, du revenu par habitant et du nombre d'enfants âgés de 15 à 18 ans.

Alors qu'en 2020, les ressources du fonds de péréquation des ressources des régions s'élevaient à 185 M€, elles ont été limitées à 9,8 M€ en 2022 (soit 0,1 % de la fraction de TVA attribuée aux régions en 2021). Depuis 2023, le volume du FSR augmente de 1,5 % de la dynamique de la fraction de TVA attribuée aux régions. Ainsi, en 2024, le montant du fonds a été de 26,7 M€ (contre 23,8M€ en 2023). Dans un contexte d'absence de dynamique de la TVA, le montant en 2025 a été identique à celui de 2024 (26,7 M€). En 2025, 12 régions sont éligibles au prélèvement et 6 collectivités ont un reversement.

[39] Cf. Rapport OFGL 2022 pour sa description plus précise.

ANNEXE 11

Les effectifs et les salaires dans les collectivités locales en 2024

JULIEN DESCLODURE (DGCL)

Au 31 décembre 2024, on compte 2 059 900 agents rémunérés en emploi principal dans la fonction publique territoriale (FPT). Parmi eux, 1 420 000 sont fonctionnaires, 556 000 sont contractuels, 21 200 agents bénéficient de contrats aidés et 62 700 relèvent d'autres statuts (assistants maternels, apprentis, collaborateurs de cabinet). Par ailleurs, on dénombre 70 700 postes dits secondaires, c'est-à-dire des postes occupés par des agents ayant une autre activité dans la fonction publique davantage rémunératrice. En volume de travail, on dénombre au total 1 984 400 agents en équivalent temps plein en 2024 (*tableaux 1 et 2*).

Entre fin 2023 et fin 2024, les effectifs de la FPT sont en hausse (+0,3 %). Cette augmentation est portée par l'augmentation du nombre de contractuels (+2,4 % après +6,1 % en 2023), ce qui compense la baisse des fonctionnaires (-0,3 % après -0,7 % en 2023), des agents sous statut « Autres » (-0,3 %) ainsi que des bénéficiaires de contrats aidés (-10,7 % ; fiche 8.2). La hausse des effectifs dans la FPT est légèrement moins forte que celle de la fonction publique d'Etat (FPE) qui s'élève à +0,8 % et que celle de la fonction publique hospitalière (FPH) qui atteint +0,4 %. L'ensemble des effectifs de la fonction publique progresse de +0,5 % en 2024 contre +1,2 % en 2023 (*tableau 11*).

La filière technique et la filière administrative regroupent à elles deux les deux tiers des effectifs territoriaux. La répartition des emplois par filière varie fortement selon la catégorie hiérarchique mais également par niveau de collectivité : par exemple, la filière administrative est fortement présente au sein des communes mais également dans les postes des agents de la catégorie A. En outre, les filières médico-sociale et sociale sont très largement féminines (à hauteur respectivement de 95,1 % et 94,5 %) tandis que les femmes ne représentent que 7,9 % des effectifs de la filière incendie et secours et 22,2 % de la filière police municipale (*tableau 3*).

En emplois permanents, les effectifs des communes connaissent progressent à nouveau (+0,2 %) après une hausse de +0,4 % en 2023. Cela est également le cas pour les syndicats (+1,3 % après +1,4 % en 2023) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (+2,0 % après +2,9 % en 2023). Par contre, les effectifs des organismes départementaux et des régions diminuent légèrement (respectivement -0,1 % après +1,9 % en 2023 et -0,1 % après +1,4 % en 2023). Enfin, le recul des effectifs des centres communaux et intercommunaux d'action sociale se poursuit (-0,5 % après -0,6 % en 2023 ; *tableau 4*).

Par rapport aux deux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C, qui représente 69,0 % des emplois permanents. Le nombre d'employeurs de la FPT est de 45 300, dont 13,9 % ne rémunèrent que des agents en emplois annexes ou secondaires (*tableaux 8 et 11*). Il y a donc 39 000 collectivités avec au moins un agent en emploi principal au 31 décembre.

En emplois permanents, on compte 79,4 % d'agents à temps plein, 8,1 % à temps partiel et 12,5 % à temps non complet. Néanmoins, cette répartition diffère selon le sexe de l'agent. En effet, les femmes sont 17,4 % à temps non complet contre 4,8 % des hommes, 10,9 % à temps partiel contre 3,8 % d'hommes, et 71,7 % à temps plein contre 91,4 % des hommes (*tableau 2*).

Dans la FPT, plus de trois agents sur cinq sont des femmes (61 %), proportion légèrement plus faible que celle de la fonction publique de l'État (63,3 %) mais bien inférieure à celle de la fonction publique hospitalière (81,1 % ; fiche 8.11). Les femmes sont très présentes dans les CCAS et CIAS (87,2 %) mais aussi dans les SIVU et SIVOM (76,7 %). La catégorie hiérarchique ayant la part de femmes la plus importante est la catégorie A, à la suite des reclassements de B en A de cadres d'emploi majoritairement féminins, en 2019 (71,6 % des fonctionnaires et 66,3 % des contractuels ; *tableaux 4 et 7*).

Les agents de la FPT sont, en moyenne, plus âgés que dans les deux autres versants : 45,8 ans contre 44,6 ans dans la fonction publique d'État (hors militaires) et seulement 42,7 ans dans la fonction publique hospitalière. Les fonctionnaires sont également plus âgés que les contractuels (*tableaux 7 et 11*).

Le salaire mensuel net moyen dans la FPT est de 2 317 € en 2024, soit des hausses de +3,3 % en euros courants et +1,3 % en euros constants, c'est-à-dire une fois déduit l'effet de la hausse des prix (*tableau 6*).

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 8 décembre 2022 (*tableau 12*). Les prochaines auront lieu en décembre 2026.

Pour en savoir plus

« En 2024, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale augmente de +0,3 %», Bulletin d'information statistique n° 207, février 2026, **www.collectivites-locales.gouv.fr**

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2025, en ligne sur le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), **www.fonction-publique.gouv.fr**

Méthodologie

Jusqu'au millésime 2021, le système d'information sur les agents des services publics (SIASP) était principalement alimenté par les déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour les agents relevant de la fonction publique territoriale (FPT).
Depuis 2017, une part croissante des données de SIASP provenait des déclarations sociales nominatives (DSN), en substitution des autres sources. En 2022, les employeurs du secteur public ont fini de migrer vers le système de déclaration en DSN, conformément au décret 2016-611 du 18 mai 2016.
Cette transition a permis aux employeurs de revoir leurs systèmes d'information et de déclaration, pouvant potentiellement modifier leurs pratiques déclaratives. En raison de ces changements, l'Insee a entrepris une révision des traitements statistiques portant sur l'emploi et les rémunérations des agents de la fonction publique, en ajustant également les concepts utilisés.
L'Insee a ainsi changé la notion d'emploi principal dans ses publications, à savoir que le poste non annexe le plus rémunérateur dans le privé et la fonction publique. Par continuité de champs avec les années antérieures, et pour prendre en compte la spécificité des agents à temps non complet, la DGCL a maintenu pour l'emploi principal le poste le plus rémunérateur uniquement sur le champ de la fonction publique.
Du fait de changements déclaratifs, applicatifs et de concepts, les résultats publiés en niveau dans cette publication ne sont pas totalement comparables à ceux de la publication réalisée sur le millésime antérieur. Les données de l'année 2023 ont cependant été recalculées afin de présenter des évolutions annuelles cohérentes et homogènes dans cette publication, entre les années 2023 et 2024. Les changements méthodologiques résultent d'une meilleure estimation des calculs de durée de contrat et des EQTP.

Définitions

Les trois versants de la fonction publique. La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.
Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.
La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** en 1984 a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.
La fonction publique hospitalière (FPH), telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :
- les établissements d'hospitalisation publics,
- les maisons de retraite publiques,
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance,
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés,
- les centres d'hébergement et de réinsertion sociale publics ou à caractère public.

Le **système d'information sur les agents des services publics (SIASP)** élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'Etat-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives DSN.

Emploi annexe, emploi non-annexe, emploi principal et emploi secondaire. Un emploi est considéré comme annexe s'il génère un faible volume de travail annuel, soit moins de 30 jours ou moins de 120 heures, à l'exception des postes débutant en décembre où le volume de travail doit être de moins de 7,5 jours ou de 30 heures. Au contraire, un emploi générant un volume de travail significatif sera non-annexe. Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois non-annexes dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Depuis le millésime 2022, la définition du poste principal se distingue de celle de l'Insee dans la mesure où les publications DGCL ne prennent pas en compte la multi-activité entre le secteur public et le secteur privé.

Volume de travail en équivalent temps plein prend en compte l'ensemble des emplois qui regroupe les activités à temps complet, à temps partiel ou au forfait, aux cessations progressives d'activité ou aux périodes de congés de maladie ordinaire et aux congés de formation. Ces emplois peuvent être annexes ou non annexes.

EPA : **établissements publics à caractère administratif.** Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public. Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

La **métropole de Lyon** a été créée au 1er janvier 2015. Elle reprend les compétences de la communauté urbaine (CU) de Lyon et exerce de plus sur son territoire les compétences d'un conseil départemental. Bien que son statut soit unique, ses effectifs ont été comptabilisés avec ceux des EPCI à fiscalité propre.

Les **établissements publics territoriaux (EPT)** ont été créés au 1er janvier 2016. Ils correspondent à des sous-ensembles de la métropole du Grand Paris. Même s'il ne s'agit pas de métropoles, leurs effectifs ont été comptés avec celles-ci.

Créée au 1er janvier 2016, **la collectivité unique de Guyane** correspond à la fusion du département et de la région de Guyane. Il en va de même pour **la collectivité unique de Martinique**.

La **collectivité de Corse**, créée au 1er janvier 2018, correspond à la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale. Son effectif est comptabilisé avec ceux des régions.

La **Ville de Paris**, créée au 1er janvier 2019, est une entité correspondant à la fusion du département et de la commune de Paris. Son effectif est comptabilisé avec ceux des communes.

Un **contrat aidé** est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

Les notions de cadre d'emplois et de filière. La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois : *« Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades »*. La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.
A : fonctions de direction et de conception
B : fonctions d'application et de maîtrise
C : fonctions d'exécution

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État. Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois. Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

Les agents dénommés A+ désignent les agents de catégorie A, dont le cadre d'emploi comporte au moins un échelon de type hors échelle B (HEB). Les emplois fonctionnels des filières administratives et techniques sont considérés comme A+, dans le cas où seuls les agents dans des cadres d'emploi de type A+ peuvent y être nommés, selon des critères de taille de population.

Les agents dénommés C1 désignent les agents de catégorie C, relevant du grade correspondant à la grille indiciaire de type C1.

Un **comité social territorial (CST)** est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste, pour quatre ans, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités sociaux territoriaux sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

Les centres de gestion. Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

TABLEAU 1 - LES EFFECTIFS TOTAUX DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Effectifs et volumes de travail par type d'emploi

(en milliers)

	Emplois au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein (EQTP)					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Emplois non annexes[a]	**2067,2**	**2085,4**	**2133,8**	**2130,6**	**+0,9%**	**-0,1%**	**1873,6**	**1884,0**	**1955,2**	**1965,2**	**+0,6%**	**+0,5%**
Emplois principaux[b]	2015,9	2034,0	2053,8	2059,9	+0,9%	+0,3%	1830,3	1843,4	1894,0	1906,7	+0,7%	+0,7%
Emplois secondaires[b]	51,4	51,4	80,0	70,7	+0,1%	-11,6%	43,2	40,6	61,2	58,5	-6,2%	-4,6%
Emplois annexes[c]	**90,2**	**93,9**	**64,9**	**65,3**	**+4,1%**	**+0,6%**	**22,7**	**21,1**	**17,6**	**19,3**	**-6,8%**	**+9,3%**

(a) Les emplois "non annexes" sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits "secondaires".

(c) Les emplois annexes sont les emplois n'ayant pas la rémunération ou durée requise pour être comptabilisés comme non annexe.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail par type d'emploi

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Emplois non annexes[a]	**61,7%**	**61,8%**	**62,0%**	**61,8%**	**60,0%**	**60,1%**	**60,4%**	**60,4%**
Emplois principaux[b]	61,4%	61,5%	61,6%	61,5%	59,8%	59,9%	60,1%	60,2%
Emplois secondaires[b]	71,0%	70,6%	72,7%	71,8%	66,5%	66,9%	67,3%	66,6%
Emplois annexes[c]	**77,9%**	**77,7%**	**77,7%**	**77,5%**	**66,4%**	**66,4%**	**67,2%**	**67,0%**

(a) Les emplois "non annexes" sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits "secondaires".

(c) Les emplois annexes sont les emplois n'ayant pas la rémunération ou durée requise pour être comptabilisés comme non annexe.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 2 - LES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE (1/3)

Effectifs et volumes de travail par statut et catégorie hiérarchique

(en milliers)

	Emplois au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Fonctionnaires	**1434,1**	**1424,4**	**1424,4**	**1420,0**	**-0,7%**	**-0,3%**	**1381,8**	**1375,3**	**1385,3**	**1379,2**	**-0,5%**	**-0,4%**
catégorie A	175,7	178,4	178,4	179,9	+1,5%	+0,8%	171,4	173,2	173,9	175,6	+1,1%	+1,0%
dont A+	6,9	6,6	6,7	6,3	-3,7%	-5,0%	6,9	6,6	6,7	6,4	-4,5%	-5,0%
catégorie B	213,2	208,1	208,4	209,7	-2,4%	+0,6%	207,9	204,7	206,3	205,6	-1,6%	-0,3%
catégorie C	1043,4	1037,1	1036,4	1029,5	-0,6%	-0,7%	998,9	995,6	1003,4	996,7	-0,3%	-0,7%
dont C1	360,5	358,1	357,9	358,0	-0,7%	+0,0%	337,2	335,4	341,0	343,9	-0,5%	+0,9%
catégorie indéterminée	1,8	0,8	1,1	0,9	-54,6%	-18,8%	3,6	1,8	1,7	1,3	-49,0%	-24,0%
Contractuels	**493,2**	**523,1**	**542,8**	**556,0**	**+6,1%**	**+2,4%**	**426,4**	**449,1**	**505,6**	**523,5**	**+5,3%**	**+3,5%**
catégorie A	72,4	79,3	79,8	86,1	+9,6%	+7,9%	64,6	70,9	73,5	79,8	+9,8%	+8,6%
dont A+	4,4	4,4	4,7	4,8	+0,5%	+1,7%	3,5	3,4	4,1	4,2	-1,7%	+2,0%
catégorie B	80,0	88,5	93,3	98,1	+10,6%	+5,1%	68,3	75,0	88,6	93,6	+9,7%	+5,7%
catégorie C	310,4	324,9	332,2	334,4	+4,6%	+0,7%	268,9	279,9	301,7	308,8	+4,1%	+2,3%
dont C1	255,5	267,8	273,3	272,9	+4,8%	-0,2%	221,7	230,6	244,9	250,6	+4,0%	+2,4%
catégorie indéterminée	30,4	30,5	37,5	37,4	+0,1%	-0,4%	24,6	23,4	41,8	41,3	-4,8%	-1,2%
Autres	**63,9**	**62,7**	**62,9**	**62,7**	**-1,8%**	**-0,3%**	**62,9**	**63,0**	**63,1**	**62,8**	**+0,0%**	**-0,4%**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	42,0	40,0	40,0	39,8	-4,7%	-0,5%	43,0	41,0	41,0	40,4	-4,6%	-1,7%
Apprentis (Cat. A, B ou C)	18,8	19,7	19,8	19,8	+4,6%	+0,2%	16,8	18,9	18,9	19,5	+12,3%	+2,8%
Autres statuts[(a)]	3,1	3,1	3,1	3,0	-1,6%	-0,8%	3,1	3,0	3,1	3,0	-2,0%	-2,4%
Bénéficiaires de contrats aidés	**24,6**	**23,6**	**23,7**	**21,2**	**-3,9%**	**-10,7%**	**25,1**	**17,8**	**18,9**	**18,9**	**-29,2%**	**-0,4%**
Total	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**+0,9%**	**+0,3%**	**1896,2**	**1905,1**	**1972,8**	**1984,4**	**+0,5%**	**+0,6%**

(a) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail par statut et catégorie hiérarchique

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Fonctionnaires	**59,0%**	**59,1%**	**59,1%**	**59,1%**	**57,8%**	**57,9%**	**58,1%**	**58,2%**
catégorie A	71,3%	71,6%	71,6%	71,6%	70,5%	70,9%	70,8%	71,0%
dont A+	51,1%	51,8%	51,8%	52,1%	49,9%	50,6%	50,9%	51,3%
catégorie B	65,3%	65,0%	65,0%	65,5%	64,6%	64,3%	64,3%	64,7%
catégorie C	55,7%	55,7%	55,7%	55,7%	54,2%	54,3%	54,6%	54,6%
dont C1	60,4%	60,5%	60,5%	60,0%	58,4%	58,5%	59,1%	58,8%
catégorie indéterminée	55,9%	53,3%	54,1%	49,4%	62,6%	64,1%	60,8%	60,5%
Contractuels	**66,7%**	**66,6%**	**66,5%**	**66,0%**	**64,9%**	**64,9%**	**65,0%**	**64,5%**
catégorie A	66,1%	66,3%	66,3%	66,3%	65,4%	65,6%	65,5%	65,7%
dont A+	56,3%	57,1%	57,5%	58,3%	54,0%	54,0%	54,8%	55,7%
catégorie B	61,2%	61,8%	62,0%	61,8%	60,6%	61,3%	61,5%	61,3%
catégorie C	68,3%	68,0%	68,0%	67,1%	66,1%	65,8%	65,7%	65,1%
dont C1	68,3%	68,1%	68,1%	67,4%	65,9%	65,6%	65,6%	65,1%
catégorie indéterminée	65,4%	65,2%	65,6%	65,4%	62,6%	62,9%	65,5%	65,4%
Autres	**77,8%**	**76,9%**	**76,9%**	**76,6%**	**78,6%**	**77,3%**	**77,3%**	**76,8%**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	90,8%	90,1%	90,1%	89,3%	91,1%	90,3%	90,3%	89,6%
Apprentis (Cat. A, B ou C)	54,2%	55,4%	55,4%	56,3%	53,1%	54,6%	54,7%	55,6%
Autres statuts[(a)]	44,5%	42,8%	42,9%	43,9%	43,1%	42,6%	42,9%	42,8%
Bénéficiaires de contrats aidés	**56,4%**	**57,8%**	**57,7%**	**57,5%**	**54,9%**	**56,1%**	**56,3%**	**56,7%**
Total	**61,4%**	**61,5%**	**61,6%**	**61,5%**	**60,0%**	**60,2%**	**60,4%**	**60,4%**

(a) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 2 - LES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE (2/3)

Effectifs des emplois permanents[(a)] par statut et catégorie hiérarchique selon la durée et le sexe, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Temps plein		Part de femmes	Temps partiel		Part de femmes	Temps non complet		Part de femmes
	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes		Femmes	Hommes	
Fonctionnaires	**634,8**	**549,6**	**53,6%**	**98,4**	**18,4**	**84,2%**	**106,4**	**12,4**	**89,6%**
catégorie A	104,8	49,1	68,1%	21,5	1,7	92,9%	2,4	0,4	86,5%
dont A+	2,8	3,0	48,9%	0,4	0,0	88,8%	0,1	0,0	-
catégorie B	112,1	68,4	62,1%	19,9	2,7	87,9%	5,4	1,2	82,0%
catégorie C	417,5	431,7	49,2%	56,9	14,0	80,3%	98,6	10,8	90,1%
dont C1	141,8	131,6	51,9%	16,4	4,1	80,1%	56,6	7,5	88,4%
catégorie indéterminée	0,4	0,4	47,6%	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
Contractuels	**229,6**	**154,1**	**59,8%**	**33,4**	**10,9**	**75,5%**	**103,8**	**24,3**	**81,0%**
catégorie A	46,9	26,2	64,2%	5,2	1,2	81,1%	5,0	1,6	75,4%
dont A+	1,4	1,4	49,5%	0,5	0,2	75,8%	1,0	0,5	67,4%
catégorie B	44,9	29,8	60,1%	6,4	2,7	70,6%	9,3	5,1	64,6%
catégorie C	118,2	87,1	57,6%	19,2	5,8	76,8%	87,2	16,9	83,8%
dont C1	94,5	69,9	57,5%	15,7	4,2	78,8%	73,8	14,8	83,3%
catégorie indéterminée	19,5	11,1	63,8%	2,6	1,1	69,2%	2,3	0,7	76,7%
Total	**864,4**	**703,7**	**55,1%**	**131,8**	**29,3**	**81,8%**	**210,2**	**36,7**	**85,1%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs des contractuels par statut et catégorie hiérarchique selon le type de contrat et le sexe, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	CDD		Part de femmes	CDI		Part de femmes
	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes	
Contractuels	**317,9**	**156,4**	**67,0%**	**48,8**	**32,9**	**59,7%**
catégorie A	45,7	20,9	68,7%	11,4	8,1	58,4%
dont A+	2,0	1,3	60,8%	0,8	0,7	52,9%
catégorie B	52,3	29,8	63,7%	8,3	7,7	51,9%
catégorie C	198,3	94,8	67,7%	26,2	15,1	63,5%
dont C1	165,7	78,4	67,9%	18,3	10,5	63,6%
catégorie indéterminée	21,6	10,9	66,5%	2,8	2,0	58,4%

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 2 - LES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE (3/3)

Effectifs par statut et catégorie hiérarchique selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Fonctionnaires	**92,4**	**381,8**	**265,7**	**72,6**	**214,3**	**37,9**	**203,6**	**55,9**	**79,0**	**16,8**	**1420,0**
catégorie A	2,4	23,2	27,3	9,4	33,4	4,3	60,4	5,2	10,0	4,2	179,9
dont A+	0,0	0,1	0,7	0,1	1,3	0,4	2,4	0,5	0,6	0,3	6,3
catégorie B	6,6	48,4	43,1	14,6	40,6	5,9	32,4	8,3	6,1	3,5	209,7
catégorie C	83,3	310,0	195,1	48,5	140,1	27,6	110,7	42,4	63,0	9,0	1029,5
dont C1	42,8	120,6	52,8	22,2	51,2	12,4	34,1	2,3	16,6	3,1	358,0
catégorie indéterminée	0,0	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,9
Contractuels	**37,6**	**148,9**	**110,0**	**46,0**	**92,4**	**28,3**	**50,3**	**2,0**	**18,3**	**22,3**	**556,0**
catégorie A	1,1	10,0	13,0	6,9	19,2	4,7	21,4	0,5	4,9	4,4	86,1
dont A+	0,1	0,5	0,9	0,4	0,6	0,2	1,4	0,1	0,2	0,4	4,8
catégorie B	2,2	21,4	20,1	9,2	22,7	6,2	9,7	0,4	1,7	4,4	98,1
catégorie C	33,7	108,3	64,1	28,0	45,2	16,5	17,1	1,0	10,2	10,3	334,4
dont C1	25,9	91,8	47,4	24,0	38,1	13,3	14,4	0,6	9,2	8,0	272,9
catégorie indéterminée	0,6	9,3	12,8	1,8	5,2	1,0	2,0	0,1	1,4	3,1	37,4
Autres	**1,5**	**9,4**	**7,2**	**1,4**	**5,4**	**1,0**	**34,3**	**0,3**	**1,8**	**0,4**	**62,7**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	0,7	3,6	2,5	0,7	1,0	0,3	30,5	0,0	0,5	0,0	39,8
Apprentis (Cat. A, B ou C)	0,7	4,9	3,8	0,7	4,0	0,7	3,4	0,3	1,0	0,3	19,8
Autres statuts[d]	0,1	0,8	1,0	0,0	0,5	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	3,0
Bénéficiaires de contrats aidés	**2,3**	**5,7**	**2,9**	**2,7**	**2,3**	**0,5**	**2,2**	**0,0**	**0,8**	**1,7**	**21,2**
Total	**133,8**	**545,9**	**385,9**	**122,7**	**314,4**	**67,8**	**290,3**	**58,2**	**99,8**	**41,1**	**2059,9**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par statut et catégorie hiérarchique selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en %)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Fonctionnaires	**62,5%**	**60,5%**	**59,0%**	**88,0%**	**52,3%**	**51,8%**	**64,8%**	**16,1%**	**58,9%**	**66,7%**	**59,1%**
catégorie A	83,7%	67,7%	67,5%	89,3%	64,1%	55,6%	82,8%	23,5%	64,5%	63,1%	71,6%
dont A+	-	43,7%	51,9%	-	39,4%	34,2%	68,3%	25,8%	45,5%	55,0%	52,1%
catégorie B	83,1%	64,8%	67,1%	90,5%	62,3%	55,5%	67,7%	19,7%	62,3%	66,8%	65,5%
catégorie C	60,3%	59,3%	56,0%	87,0%	46,6%	50,4%	54,1%	14,5%	57,7%	68,8%	55,7%
dont C1	57,8%	61,1%	59,0%	87,7%	51,0%	54,6%	57,8%	40,2%	61,8%	70,2%	60,0%
catégorie indéterminée	-	60,1%	47,0%	-	32,1%	-	-	-	-	45,7%	49,4%
Contractuels	**69,3%**	**66,1%**	**65,7%**	**85,9%**	**57,8%**	**53,0%**	**69,3%**	**37,7%**	**62,6%**	**67,7%**	**66,0%**
catégorie A	73,7%	61,9%	61,9%	85,2%	61,1%	50,9%	76,0%	46,6%	60,2%	59,2%	66,3%
dont A+	-	66,3%	67,6%	48,4%	42,0%	33,0%	70,3%	51,3%	41,7%	45,2%	58,3%
catégorie B	75,5%	59,8%	61,1%	89,1%	54,9%	47,1%	65,7%	33,2%	60,6%	60,0%	61,8%
catégorie C	68,9%	67,8%	67,3%	85,8%	57,9%	56,1%	62,8%	35,0%	63,4%	75,5%	67,1%
dont C1	67,4%	68,5%	66,6%	86,5%	58,5%	55,2%	64,9%	45,1%	64,0%	75,9%	67,4%
catégorie indéterminée	60,3%	64,9%	69,0%	71,8%	57,6%	47,1%	71,4%	-	66,7%	64,9%	65,4%
Autres	**75,4%**	**69,6%**	**71,8%**	**92,0%**	**61,4%**	**58,3%**	**83,5%**	**29,9%**	**59,4%**	**53,9%**	**76,6%**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	98,3%	99,3%	96,9%	99,7%	96,7%	97,9%	86,6%	-	92,1%	-	89,3%
Apprentis (Cat. A, B ou C)	52,9%	52,1%	62,8%	86,1%	54,9%	42,1%	60,0%	29,7%	46,6%	50,8%	56,3%
Autres statuts[d]	-	41,7%	43,7%	-	41,5%	-	46,4%	-	38,1%	-	43,9%
Bénéficiaires de contrats aidés	**53,0%**	**54,3%**	**60,8%**	**55,0%**	**42,2%**	**57,1%**	**62,2%**	**-**	**72,1%**	**81,7%**	**57,5%**
Total	**64,4%**	**62,1%**	**61,1%**	**86,5%**	**54,0%**	**52,4%**	**67,7%**	**16,9%**	**59,7%**	**67,8%**	**61,5%**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 3 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR FILIÈRE (1/3)

Effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par filière

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Administrative	440,2	447,3	448,1	453,5	+1,6%	+1,2%	423,9	430,3	434,3	441,2	+1,5%	+1,6%
Technique	870,4	873,9	875,6	876,8	+0,4%	+0,1%	829,1	831,8	840,6	843,9	+0,3%	+0,4%
Culturelle	79,5	80,0	82,4	82,7	+0,5%	+0,4%	69,2	69,8	78,9	78,0	+0,9%	-1,1%
Sportive	18,3	18,2	18,4	18,1	-0,6%	-1,6%	18,5	18,4	19,5	19,2	-0,7%	-1,4%
Sociale	169,3	170,8	171,2	171,4	+0,8%	+0,1%	154,2	155,8	158,9	158,9	+1,1%	-0,0%
Médico-sociale	87,7	88,1	88,6	89,5	+0,5%	+0,9%	81,4	81,4	83,2	83,9	-0,0%	+0,8%
Médico-technique	2,3	2,4	2,5	2,4	+5,8%	-4,0%	2,0	2,0	2,2	2,2	+2,0%	-0,4%
Police municipale	26,3	27,4	27,5	28,5	+4,3%	+3,8%	25,8	27,2	27,4	28,3	+5,5%	+3,5%
Incendie et secours	43,4	44,0	44,2	44,7	+1,3%	+1,1%	42,6	43,5	43,9	44,5	+2,1%	+1,3%
Animation	150,6	156,7	162,6	162,9	+4,1%	+0,2%	128,5	133,2	149,6	151,7	+3,7%	+1,4%
Autres cas[b]	39,3	38,7	46,1	45,5	-1,6%	-1,2%	33,0	30,8	52,3	50,9	-6,6%	-2,6%
Total	**1927,4**	**1947,6**	**1967,2**	**1976,0**	**+1,0%**	**+0,4%**	**1808,2**	**1824,3**	**1890,8**	**1902,7**	**+0,9%**	**+0,6%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par filière

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Administrative	82,9%	82,8%	82,8%	82,7%	82,4%	82,4%	82,4%	82,3%
Technique	41,9%	41,9%	42,0%	41,8%	39,9%	39,9%	40,2%	40,2%
Culturelle	64,4%	64,5%	64,2%	64,2%	64,6%	64,7%	63,6%	63,6%
Sportive	30,8%	30,5%	30,8%	30,5%	29,6%	29,8%	30,5%	30,2%
Sociale	94,6%	94,6%	94,5%	94,5%	94,5%	94,3%	94,2%	94,3%
Médico-sociale	95,3%	95,3%	95,2%	95,1%	95,5%	95,6%	95,3%	95,2%
Médico-technique	81,0%	81,6%	81,4%	81,9%	80,0%	80,4%	80,3%	81,1%
Police municipale	21,6%	22,0%	22,0%	22,2%	21,4%	21,7%	21,8%	22,0%
Incendie et secours	7,1%	7,4%	7,5%	7,9%	6,6%	7,1%	7,4%	7,8%
Animation	73,0%	73,3%	73,2%	73,1%	71,8%	72,0%	72,0%	71,9%
Autres cas[b]	61,8%	61,9%	63,1%	62,5%	59,4%	59,7%	63,4%	63,0%
Total	**61,0%**	**61,1%**	**61,1%**	**61,0%**	**59,5%**	**59,6%**	**59,9%**	**59,9%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.
Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 3 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR FILIÈRE (2/3)

Effectifs des fonctionnaires par filière selon le sexe et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Femmes					Hommes				
	dont cat. A	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Administrative	47,3	0,9	62,8	188,2	58,6	20,6	1,1	9,8	22,6	7,6
Technique	11,4	0,7	9,6	238,9	104,1	17,8	1,4	34,8	355,6	123,0
Culturelle	7,5	0,4	13,7	14,5	5,1	4,7	0,2	6,5	5,8	1,7
Sportive	0,1	0,0	3,1	0,1	0,0	0,4	0,0	6,9	0,6	0,1
Sociale	41,5	0,0	0,7	71,0	17,9	3,0	0,0	0,3	1,8	0,9
Médico-sociale	19,5	1,3	38,6	2,4	0,0	0,8	0,1	0,9	0,2	0,0
Médico-technique	0,9	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Police municipale	0,0	0,0	0,3	5,9	0,0	0,1	0,0	2,2	19,8	0,0
Incendie et secours	0,5	0,1	0,2	2,3	0,1	3,3	0,3	4,6	32,4	0,4
Animation	0,0	0,0	8,0	49,6	29,2	0,0	0,0	5,1	17,0	9,4
Autres cas[(a)]	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,0	1,2	0,7	0,0
Total	**128,8**	**3,3**	**137,4**	**573,0**	**214,9**	**51,1**	**3,0**	**72,3**	**456,5**	**143,1**

(a) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs des contractuels par filière selon le sexe et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Femmes					Hommes				
	dont cat. A	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Administrative	24,7	0,3	18,0	34,0	26,7	14,2	0,6	5,2	6,1	4,8
Technique	5,8	0,1	5,1	95,7	86,7	9,1	0,3	14,4	78,8	66,0
Culturelle	2,4	0,1	10,0	5,1	3,2	2,0	0,1	8,1	2,5	1,2
Sportive	0,0	0,0	1,8	0,4	0,2	0,1	0,0	3,9	0,7	0,3
Sociale	14,4	0,0	1,0	33,2	20,0	1,5	0,0	0,4	2,4	1,6
Médico-sociale	8,6	2,2	14,5	1,4	0,0	1,6	1,0	0,7	0,2	0,0
Médico-technique	0,6	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Police municipale	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Incendie et secours	0,3	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,7	0,2
Animation	0,2	0,0	9,8	51,6	47,1	0,1	0,0	4,7	16,8	14,9
Autres cas[(a)]	0,2	0,0	0,2	2,8	0,0	0,2	0,0	0,1	1,5	0,0
Total	**57,1**	**2,8**	**60,6**	**224,6**	**184,0**	**29,0**	**2,0**	**37,5**	**109,9**	**88,9**

(a) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs des emplois permanents[(a)] par filière selon le statut et le type de durée, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires						Contractuels			
	femmes			hommes			femmes		hommes	
	temps plein	**temps partiel**	**temps non complet**	**temps plein**	**temps partiel**	**temps non complet**	**CDD**	**CDI**	**CDD**	**CDI**
Administrative	246,0	36,1	16,1	50,3	1,8	0,9	63,0	13,7	19,9	5,6
Technique	188,8	21,9	49,2	387,2	13,1	7,9	93,4	13,1	84,1	18,1
Culturelle	28,1	4,8	2,8	14,7	1,2	1,1	14,2	3,3	9,4	3,2
Sportive	2,9	0,4	0,1	7,5	0,4	0,1	1,8	0,4	3,7	1,0
Sociale	75,7	17,2	20,3	4,5	0,3	0,3	42,8	5,9	4,0	0,3
Médico-sociale	45,4	11,8	3,3	1,6	0,1	0,1	21,6	2,9	2,2	0,4
Médico-technique	0,7	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,7	0,2	0,1	0,0
Police municipale	5,9	0,3	0,0	21,7	0,4	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Incendie et secours	3,0	0,0	0,0	40,3	0,0	0,0	0,5	0,0	0,8	0,1
Animation	37,4	5,6	14,5	19,1	1,1	1,9	55,9	5,7	19,8	1,9
Autres cas[(b)]	0,8	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	24,1	3,5	12,3	2,3
Total	**634,8**	**98,4**	**106,4**	**549,6**	**18,4**	**12,4**	**317,9**	**48,8**	**156,4**	**32,9**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.
Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 3 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR FILIÈRE (3/3)

Effectifs des fonctionnaires par filière selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Administrative	27,9	91,3	55,6	14,0	61,5	8,7	61,0	5,9	17,3	8,1	351,3
Technique	53,1	187,6	123,2	11,3	106,1	22,7	93,8	4,5	60,3	5,4	668,0
Culturelle	1,0	13,8	15,8	0,0	14,3	1,1	4,5	0,0	0,4	1,7	52,7
Sportive	0,1	4,0	3,2	0,0	3,4	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	11,3
Sociale	5,1	23,7	21,4	27,9	9,3	2,5	27,8	0,0	0,5	0,2	118,4
Médico-sociale	0,2	9,1	14,7	16,1	6,2	0,9	14,6	0,1	0,3	0,3	62,4
Médico-technique	0,0	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	1,3
Police municipale	0,5	14,8	12,0	0,0	0,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	28,3
Incendie et secours	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	43,3	0,0	0,0	43,3
Animation	4,5	37,3	19,4	3,1	12,5	1,5	0,6	0,0	0,1	0,8	79,7
Autres cas[d]	0,0	0,2	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	2,1	0,0	0,4	3,3
Total	**92,4**	**381,8**	**265,7**	**72,6**	**214,3**	**37,9**	**203,6**	**55,9**	**79,0**	**16,8**	**1420,0**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs des contractuels par filière selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Administrative	8,4	21,3	15,1	4,1	22,8	4,8	14,9	0,4	5,3	5,1	102,2
Technique	21,5	60,8	34,3	6,3	34,3	16,0	16,6	0,8	11,0	7,1	208,8
Culturelle	0,5	6,9	10,6	0,0	6,8	1,3	1,2	0,0	0,1	2,7	30,1
Sportive	0,2	1,7	1,8	0,0	2,7	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	6,9
Sociale	2,1	6,5	7,2	19,7	4,9	2,0	9,7	0,0	0,2	0,7	53,0
Médico-sociale	0,2	3,4	3,7	11,6	2,6	0,8	4,0	0,0	0,1	0,6	27,1
Médico-technique	0,0	0,2	0,2	0,3	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,0
Police municipale	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Incendie et secours	0,0	0,1	0,0	0,2	0,3	0,1	0,0	0,6	0,0	0,0	1,4
Animation	3,9	38,2	22,7	1,9	12,0	2,0	0,4	0,0	0,0	2,1	83,2
Autres cas[d]	0,7	9,8	14,4	1,9	5,8	1,1	3,1	0,1	1,5	3,8	42,2
Total	**37,6**	**148,9**	**110,0**	**46,0**	**92,4**	**28,3**	**50,3**	**2,0**	**18,3**	**22,3**	**556,0**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (1/4)

Effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par type de collectivité locale

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Communes de moins de 1 000 habitants	69,1	68,6	69,3	69,7	-0,7%	+0,6%	58,5	59,0	61,9	62,0	+1,0%	+0,3%
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	59,3	59,3	59,7	60,3	-0,0%	+1,0%	53,3	54,1	55,6	56,0	+1,5%	+0,8%
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	64,1	65,0	65,6	65,8	+1,3%	+0,2%	59,8	60,8	62,7	63,1	+1,8%	+0,6%
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	53,1	53,6	54,1	54,2	+0,9%	+0,2%	50,1	51,0	52,4	52,6	+1,8%	+0,3%
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	125,7	126,6	127,8	126,7	+0,7%	-0,8%	117,9	118,9	122,8	122,2	+0,9%	-0,5%
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	129,3	129,5	130,5	132,6	+0,1%	+1,6%	121,4	121,9	125,6	128,0	+0,4%	+1,9%
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	152,3	151,9	153,7	151,5	-0,2%	-1,4%	142,9	142,0	148,3	146,3	-0,7%	-1,4%
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	149,2	149,7	152,5	150,7	+0,3%	-1,2%	139,8	139,8	148,7	147,1	-0,0%	-1,1%
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	77,4	78,1	80,4	79,4	+1,0%	-1,2%	72,1	71,1	77,7	76,9	-1,3%	-1,1%
Communes de 150 000 habitants et plus	137,4	138,6	140,9	145,6	+0,9%	+3,3%	129,0	129,5	137,2	140,5	+0,4%	+2,4%
Total des communes	**1016,9**	**1020,8**	**1034,3**	**1036,5**	**+0,4%**	**+0,2%**	**944,8**	**948,3**	**992,9**	**994,6**	**+0,4%**	**+0,2%**
CCAS et CIAS[b]	**119,2**	**118,5**	**119,1**	**118,6**	**-0,6%**	**-0,5%**	**106,9**	**106,3**	**110,4**	**110,2**	**-0,6%**	**-0,2%**
Communautés de communes (CC)	89,9	92,8	93,1	95,7	+3,2%	+2,7%	82,3	85,6	88,4	91,0	+4,0%	+3,0%
Communautés d'agglomération (CA)	102,8	106,4	107,5	109,7	+3,5%	+2,1%	97,0	99,6	103,7	106,0	+2,7%	+2,2%
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	97,4	99,3	100,0	101,3	+1,9%	+1,2%	93,7	95,2	97,4	99,5	+1,6%	+2,1%
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**290,1**	**298,4**	**300,7**	**306,6**	**+2,9%**	**+2,0%**	**273,0**	**280,4**	**289,5**	**296,5**	**+2,7%**	**+2,4%**
SIVU et SIVOM[b]	23,4	23,1	23,4	23,2	-1,6%	-0,7%	19,6	19,6	21,2	20,7	+0,3%	-2,1%
Syndicats mixtes[d]	40,7	41,9	42,0	43,0	+3,1%	+2,5%	38,9	40,1	40,9	41,9	+3,0%	+2,4%
Total des syndicats	**64,1**	**65,0**	**65,4**	**66,2**	**+1,4%**	**+1,3%**	**58,5**	**59,7**	**62,1**	**62,6**	**+2,1%**	**+0,9%**
Départements	248,1	253,5	254,1	253,9	+2,2%	-0,1%	239,0	242,9	245,1	247,1	+1,7%	+0,8%
SDIS	56,5	57,3	57,3	57,8	+1,4%	+0,9%	55,8	56,7	57,0	57,5	+1,7%	+0,9%
Centres de gestion et CNFPT[b]	14,1	14,0	14,7	14,3	-0,3%	-2,8%	15,8	15,0	15,6	15,5	-5,3%	-0,6%
Organismes départementaux	**318,7**	**324,8**	**326,1**	**326,0**	**+1,9%**	**-0,1%**	**310,6**	**314,6**	**317,7**	**320,2**	**+1,3%**	**+0,8%**
Régions[e]	**95,9**	**97,3**	**97,4**	**97,3**	**+1,4%**	**-0,1%**	**94,2**	**94,4**	**94,6**	**94,7**	**+0,3%**	**+0,1%**
Autres[f]	**22,4**	**22,6**	**24,1**	**24,8**	**+1,1%**	**+2,7%**	**20,3**	**20,6**	**23,7**	**23,9**	**+1,6%**	**+0,9%**
Total	**1927,4**	**1947,6**	**1967,2**	**1976,0**	**+1,0%**	**+0,4%**	**1808,2**	**1824,3**	**1890,8**	**1902,7**	**+0,9%**	**+0,6%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (2/4)

Part des femmes des effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par type de collectivité locale

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Communes de moins de 1 000 habitants	63,4%	63,4%	63,5%	63,4%	60,2%	60,2%	61,0%	60,9%
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	65,9%	65,9%	65,9%	65,7%	62,8%	62,8%	63,2%	63,1%
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	63,2%	63,5%	63,5%	63,4%	60,9%	61,1%	61,5%	61,6%
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	61,2%	61,5%	61,5%	61,5%	59,2%	59,4%	59,7%	59,9%
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	62,3%	62,5%	62,5%	62,4%	60,6%	60,7%	60,9%	61,0%
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	61,3%	61,5%	61,6%	61,4%	59,8%	60,0%	60,1%	60,3%
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	62,1%	62,1%	62,2%	62,0%	61,0%	61,1%	61,3%	61,2%
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	60,6%	60,6%	60,7%	60,5%	59,6%	59,6%	60,1%	59,9%
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	60,0%	60,3%	60,6%	60,6%	58,7%	58,9%	59,7%	59,8%
Communes de 150 000 habitants et plus	61,4%	61,6%	61,8%	61,5%	60,4%	60,7%	61,1%	60,8%
Total des communes	**61,9%**	**62,0%**	**62,1%**	**62,0%**	**60,3%**	**60,4%**	**60,8%**	**60,7%**
CCAS et CIAS[b]	**87,6%**	**87,3%**	**87,3%**	**87,2%**	**87,2%**	**87,0%**	**86,8%**	**86,7%**
Communautés de communes (CC)	65,1%	65,2%	65,2%	65,2%	63,2%	63,3%	63,5%	63,7%
Communautés d'agglomération (CA)	54,3%	54,7%	54,8%	54,9%	53,1%	53,4%	53,7%	54,0%
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	41,5%	42,0%	42,1%	42,2%	40,3%	40,8%	41,2%	41,6%
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**53,3%**	**53,7%**	**53,8%**	**53,9%**	**51,7%**	**52,2%**	**52,5%**	**52,8%**
SIVU et SIVOM[b]	76,6%	76,8%	76,6%	76,7%	73,0%	73,4%	73,5%	73,6%
Syndicats mixtes[d]	38,6%	38,9%	39,1%	39,1%	37,7%	37,9%	38,3%	38,7%
Total des syndicats	**52,5%**	**52,4%**	**52,5%**	**52,3%**	**49,5%**	**49,6%**	**50,3%**	**50,3%**
Départements	65,5%	65,7%	65,7%	65,7%	64,7%	65,0%	65,1%	65,1%
SDIS	16,4%	16,6%	16,6%	16,8%	16,1%	16,2%	16,4%	16,5%
Centres de gestion et CNFPT[b]	72,4%	72,4%	71,8%	71,7%	68,9%	70,0%	69,2%	69,1%
Organismes départementaux	**57,1%**	**57,3%**	**57,3%**	**57,3%**	**56,2%**	**56,4%**	**56,5%**	**56,6%**
Régions[e]	**59,3%**	**59,4%**	**59,4%**	**59,6%**	**58,8%**	**59,0%**	**59,0%**	**59,1%**
Autres[f]	**63,7%**	**64,4%**	**64,3%**	**64,7%**	**61,7%**	**62,6%**	**63,1%**	**63,5%**
Total	**61,0%**	**61,1%**	**61,1%**	**61,0%**	**59,5%**	**59,6%**	**59,9%**	**59,9%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (3/4)

Effectifs par type de collectivité selon le statut et le sexe, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Nombre de collecti-vités	Nombre moyen d'agent	Fonctionnaires		Contractuels		Autres statuts[a]		Contrats aidés		Total	
			femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Communes de moins de 1 000 habitants	19 018	4	28,1	18,3	16,1	7,2	0,5	0,2	0,6	0,7	45,3	26,3
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	4 511	14	29,7	16,3	10,0	4,4	0,6	0,2	0,5	0,4	40,8	21,3
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	2 244	30	31,3	19,0	10,3	5,1	0,8	0,3	0,6	0,4	43,0	24,8
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	985	56	24,7	16,5	8,6	4,4	0,6	0,3	0,3	0,2	34,2	21,4
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	1 188	110	56,8	36,4	22,3	11,2	1,5	0,7	0,9	0,8	81,5	49,1
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	547	249	57,1	38,8	24,4	12,3	1,5	0,7	0,8	0,6	83,8	52,5
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	283	549	61,2	40,0	32,8	17,6	2,1	0,8	0,5	0,5	96,6	58,9
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	135	1 139	61,2	43,2	30,1	16,3	1,7	0,7	0,3	0,3	93,3	60,5
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	39	2 123	30,2	21,6	18,0	9,7	0,9	0,4	1,3	0,8	50,3	32,5
Communes de 150 000 habitants et plus	21	7 109	65,3	44,3	24,2	11,7	2,6	0,9	0,1	0,0	92,3	57,0
Total des communes	**28 971**	**37**	**445,6**	**294,4**	**196,7**	**99,8**	**12,8**	**5,3**	**6,1**	**4,8**	**661,2**	**404,3**
CCAS et CIAS[b]	**2 640**	**46**	**63,9**	**8,7**	**39,5**	**6,5**	**1,3**	**0,1**	**1,5**	**1,2**	**106,2**	**16,6**
Communautés de communes (CC)	987	100	38,6	21,1	23,8	12,2	1,2	0,4	0,4	0,8	64,1	34,5
Communautés d'agglomération (CA)	227	495	41,4	34,1	18,8	15,4	1,2	0,7	0,4	0,3	61,7	50,6
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	47	2 203	32,0	47,1	10,8	11,4	1,0	0,9	0,2	0,2	43,9	59,6
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**1 261**	**249**	**112,0**	**102,3**	**53,4**	**39,0**	**3,3**	**2,1**	**1,0**	**1,3**	**169,7**	**144,7**
SIVU et SIVOM[b]	3 279	7	10,0	3,2	7,8	2,2	0,4	0,1	0,2	0,1	18,4	5,5
Syndicats mixtes[d]	1 910	23	9,6	15,1	7,2	11,1	0,2	0,4	0,1	0,2	17,1	26,7
Total des syndicats	**5 189**	**13**	**19,6**	**18,3**	**15,0**	**13,3**	**0,6**	**0,4**	**0,3**	**0,2**	**35,5**	**32,2**
Départements	94	3 089	131,8	71,7	34,9	15,4	28,6	5,6	1,4	0,8	196,7	93,6
SDIS	96	606	9,0	46,9	0,7	1,2	0,1	0,2	0,0	0,0	9,8	48,4
Centres de gestion et CNFPT[b]	96	150	5,2	1,5	5,0	2,5	0,1	0,1	0,0	0,0	10,3	4,1
Organismes départementaux	**286**	**1 269**	**146,0**	**120,1**	**40,6**	**19,2**	**28,8**	**5,9**	**1,4**	**0,9**	**216,8**	**146,1**
Régions[e]	**17**	**5 873**	**46,5**	**32,5**	**11,4**	**6,8**	**1,0**	**0,7**	**0,6**	**0,2**	**59,6**	**40,3**
Autres[f]	**600**	**45**	**6,0**	**4,1**	**10,0**	**4,6**	**0,1**	**0,1**	**1,4**	**0,3**	**17,5**	**9,2**
Total	**38 964**	**53**	**839,6**	**580,4**	**366,7**	**189,3**	**48,0**	**14,6**	**12,2**	**9,0**	**1266,5**	**793,3**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer), en emploi principal au 31 décembre et nombre de collectivités employant au moins un de ces agents.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (4/4)

Effectifs par type de collectivité selon le statut et le type de contrat, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires			Contractuels		Autres statuts			Contrat aidés	Total
	temps plein	temps partiel	temps non complet	CDD	CDI	apprenti	ASMA[a]	autres[b]		
Communes de moins de 1 000 habitants	24,0	1,6	20,8	18,6	4,7	0,3	0,4	0,0	1,3	71,7
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	30,9	2,2	12,9	12,9	1,4	0,5	0,4	0,0	0,9	62,1
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	37,7	2,9	9,7	14,2	1,2	0,7	0,4	0,0	1,0	67,8
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	32,6	2,6	6,0	11,9	1,1	0,5	0,3	0,1	0,5	55,6
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	75,4	6,8	11,0	30,6	2,9	1,3	0,7	0,2	1,7	130,7
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	81,7	7,1	7,1	32,9	3,7	1,2	0,9	0,2	1,4	136,3
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	88,7	7,5	5,0	42,6	7,8	1,3	1,3	0,3	1,1	155,5
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	92,4	7,7	4,2	39,3	7,1	1,3	0,8	0,2	0,7	153,8
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	45,2	4,3	2,3	23,5	4,2	0,8	0,4	0,1	2,1	82,8
Communes de 150 000 habitants et plus	95,6	12,1	2,0	31,1	4,9	1,7	1,2	0,6	0,2	149,3
Total des communes	**604,3**	**55,0**	**80,7**	**257,6**	**38,9**	**9,4**	**6,8**	**1,9**	**10,9**	**1065,5**
CCAS et CIAS[c]	**51,2**	**7,5**	**13,9**	**41,5**	**4,5**	**0,7**	**0,7**	**0,0**	**2,7**	**122,7**
Communautés de communes (CC)	45,5	4,8	9,4	30,0	5,9	1,1	0,5	0,0	1,3	98,5
Communautés d'agglomération (CA)	64,5	6,5	4,5	26,9	7,3	1,4	0,3	0,2	0,7	112,3
Communautés urbaines (CU) et métropoles[d]	71,5	6,5	1,1	18,9	3,3	1,5	0,2	0,2	0,3	103,5
Total des EPCI[c] à fiscalité propre	**181,5**	**17,8**	**15,0**	**75,9**	**16,5**	**4,0**	**1,0**	**0,5**	**2,3**	**314,4**
SIVU et SIVOM[c]	6,6	0,6	5,9	7,6	2,4	0,2	0,3	0,0	0,3	23,9
Syndicats mixtes[e]	21,7	1,9	1,1	11,7	6,6	0,5	0,0	0,0	0,2	43,8
Total des syndicats	**28,4**	**2,5**	**7,0**	**19,3**	**9,0**	**0,7**	**0,3**	**0,0**	**0,5**	**67,8**
Départements	177,0	25,6	1,0	44,6	5,7	3,4	30,5	0,4	2,2	290,3
SDIS	55,0	0,8	0,1	1,8	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	58,2
Centres de gestion et CNFPT[c]	5,7	0,8	0,1	7,2	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	14,4
Organismes départementaux	**237,7**	**27,3**	**1,2**	**53,7**	**6,2**	**3,8**	**30,5**	**0,4**	**2,3**	**363,0**
Régions[f]	**72,8**	**6,1**	**0,1**	**16,0**	**2,3**	**1,0**	**0,5**	**0,2**	**0,8**	**99,8**
Autres[g]	**8,6**	**0,6**	**1,0**	**10,3**	**4,3**	**0,2**	**0,0**	**0,0**	**1,7**	**26,7**
Total	**1184,4**	**116,8**	**118,8**	**474,3**	**81,7**	**19,8**	**39,8**	**3,0**	**21,2**	**2059,9**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

(c) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(d) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(e) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(f) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(g) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 5 - LES MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les mouvements de personnel par type de collectivité entre 2023 et 2024

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2022 (1)	Entrées dans la FPT (2)	Sorties de la FPT (3)	Effet des changements de type de collectivité[a] (4)	Effectifs au 31/12/2023 =(1)+(2)-(3)+(4)
Communes	1 065,5	129,6	127,8	-1,8	1 065,5
CCAS et CIAS[b]	123,7	20,8	21,1	-0,6	122,7
EPCI[b] à fiscalité propre[c]	308,5	38,0	33,8	1,7	314,4
Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[b]	67,0	9,2	8,4	-0,1	67,8
Départements	290,5	24,2	25,8	1,5	290,3
SDIS[b]	57,7	2,9	2,5	0,1	58,2
Centres de gestion et CNFPT[b]	14,8	3,9	3,1	-1,3	14,4
Régions[d]	99,9	7,9	8,5	0,5	99,8
Autres[e]	26,2	5,7	5,2	0,0	26,7
Total	**2 053,8**	**242,2**	**236,1**	**0,0**	**2 059,9**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2023 et au 31/12/2024.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique et la collectivité de Corse.

(e) PETR, Pôles métropolitains, Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA loca

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre 2022 et/ou 2023.

Les mouvements de personnel par statut entre 2023 et 2024

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2022 (1)	Entrées dans la FPT (2)	Sorties de la FPT (3)	Effet des changements de statut[a] (4)	Effectifs au 31/12/2023 =(1)+(2)-(3)+(4)
Fonctionnaires	1 424,4	29,4	80,0	46,3	1 420,0
Contractuels	542,8	184,3	130,9	-40,2	556,0
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	40,0	2,8	3,6	0,6	39,8
Apprentis (Cat. A, B ou C)	19,8	11,5	8,8	-2,6	19,8
Autres statuts[b]	3,1	0,4	0,3	-0,1	3,0
Bénéficiaires de contrats aidés	23,7	13,8	12,5	-3,9	21,2
Total	**2 053,8**	**242,2**	**236,1**	**0,0**	**2 059,9**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2023 et au 31/12/2024.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 6 - LES SALAIRES DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES (1/3)

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein en 2024

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés		Salaires nets moyens (en euros)	Évolution des salaires nets moyens	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	en euros constants (en %)
Ensemble	**1775,9**	**100,0%**	**2 317**	**3,3%**	**1,3%**
Fonctionnaires	1342,5	75,6%	2 383	3,4%	1,4%
dont catégorie A	174,3	9,8%	3 604	2,2%	0,2%
dont A+	6,3	0,4%	5 893	2,1%	0,1%
dont catégorie B	200,8	11,3%	2 562	3,1%	1,1%
dont catégorie C	967,0	54,4%	2 125	3,7%	1,6%
dont C1	329,1	18,5%	1 904	3,9%	1,8%
Contractuels	417,9	23,5%	2 120	3,6%	1,5%
dont catégorie A	76,4	4,3%	2 961	2,0%	0,0%
dont A+	3,6	0,2%	5 455	2,5%	0,5%
dont catégorie B	77,1	4,3%	2 149	3,9%	1,8%
dont catégorie C	250,8	14,1%	1 845	3,5%	1,5%
dont C1	205,4	11,6%	1 828	3,5%	1,5%
Autres statuts[(a)]	2,9	0,2%	3 863	5,1%	3,0%
Contrats aidés	12,7	0,7%	1 496	2,0%	0,0%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	175,6	9,9%	3 679	1,8%	-0,2%
Professions intermédiaires	313,0	17,6%	2 585	2,3%	0,3%
Employés et ouvriers	1286,9	72,5%	2 066	3,6%	1,5%
Professions indéterminées	0,5	0,0%	2 362	1,1%	-0,9%

(a) principalement les collaborateurs de cabinet.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe, hors apprenti et hors assistante maternelle.

Rémunérations nettes mensuelles moyennes des personnes en place en équivalent temps plein en 2024

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés[(a)]		RMPP[(b)] nette moyenne 2024 (en euros)	Évolution de la RMPP nette moyenne	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	constants (en %)
Ensemble	**1217,1**	**100,0%**	**2 390**	**4,3%**	**2,2%**
Fonctionnaires	1039,0	85,4%	2 414	4,2%	2,1%
dont catégorie A	124,8	10,3%	3 712	3,6%	1,6%
dont A+	4,7	0,4%	6 040	2,7%	0,7%
dont catégorie B	150,1	12,3%	2 623	4,2%	2,1%
dont catégorie C	763,8	62,8%	2 160	4,4%	2,3%
dont C1	247,1	20,3%	1 934	4,7%	2,7%
Contractuels	173,9	14,3%	2 241	4,7%	2,6%
dont catégorie A	39,3	3,2%	3 146	3,8%	1,8%
dont A+	1,8	0,2%	5 835	2,5%	0,5%
dont catégorie B	33,0	2,7%	2 231	4,8%	2,7%
dont catégorie C	96,9	8,0%	1 871	5,3%	3,2%
dont C1	76,5	6,3%	1 849	5,6%	3,5%
Autres statuts[(c)]	1,9	0,2%	4 042	4,7%	2,6%
Contrats aidés	2,2	0,2%	1 592	7,2%	5,1%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	121,1	9,9%	3 830	3,2%	1,2%
Professions intermédiaires	208,6	17,1%	2 675	3,2%	1,2%
Employés et ouvriers	887,2	72,9%	2 127	4,3%	2,3%
Professions indéterminées	0,2	0,0%	2 634	5,8%	3,7%

(a) Les agents sont classés en fonction de leur situation en 2024.

(b) La rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) est calculée sur le champ des agents des collectivités territoriales présents les deux années consécutives (24 mois) chez le même employeur et ayant la même quotité de travail les deux années.

(c) principalement les collaborateurs de cabinet.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe présents en 2022 et 2023, hors apprenti et hors assistante maternelle.

TABLEAU 6 - LES SALAIRES DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES (2/3)

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein des fonctionnaires par filière en 2024

(en euros)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**2313**	**3394**	**5473**	**2453**	**2022**	**1868**	**2479**	**4115**	**6335**	**2765**	**2247**	**1954**
Administrative	2483	3747	6214	2585	2121	1953	3081	4234	6957	2679	2183	2026
Technique	2072	3984	5619	2624	1951	1825	2304	4210	5847	2789	2160	1955
Culturelle	2369	3125	4165	2333	1987	1834	2478	3123	4355	2302	2122	1894
Sportive	2449	-	-	2427	-	-	2559	3409	-	2535	2230	-
Sociale	2320	2876	-	2321	1980	1929	2639	2981	-	2418	2085	2019
Médico-sociale	2607	3359	5174	2240	2366	-	2919	3547	-	2468	2374	-
Médico-technique	2931	2942	-	2902	-	-	3229	3241	-	-	-	-
Police municipale	2747	-	-	3268	2712	-	2895	-	-	3447	2823	-
Incendie et secours	3173	4819	-	3383	2755	-	3337	5624	7757	3791	3039	2416
Animation	1962	-	-	2385	1886	1804	2107	-	-	2495	1985	1874

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des rémunérations fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein des contractuels par filière en 2024

(en euros)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**2069**	**2775**	**5172**	**2096**	**1834**	**1824**	**2208**	**3314**	**5811**	**2230**	**1863**	**1834**
Administrative	2258	2909	5693	2132	1818	1797	2746	3295	6402	2191	1871	1831
Technique	1899	3037	-	2163	1797	1793	2072	3411	5912	2356	1855	1831
Culturelle	2116	2682	-	2095	1846	1748	2251	2886	-	2127	2056	1764
Sportive	1996	-	-	2002	1905	-	2046	-	-	2048	1873	1895
Sociale	2027	2246	-	2089	1913	2005	2169	2410	-	2151	1966	2041
Médico-sociale	2423	3180	5165	2040	2139	-	3552	4434	5529	2265	-	-
Médico-technique	2501	2595	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie et secours	2514	2777	-	-	-	-	2554	-	-	-	2068	2110
Animation	1862	-	-	2066	1831	1831	1891	-	-	2113	1830	1826

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des rémunérations fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

TABLEAU 6 - LES SALAIRES DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES (3/3)

Part de primes des fonctionnaires par filière en 2024

(en % du salaire brut)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**22,8%**	**27,3%**	**35,1%**	**24,7%**	**20,5%**	**18,8%**	**27,9%**	**34,0%**	**41,2%**	**29,7%**	**26,2%**	**22,4%**
Administrative	25,9%	31,3%	44,2%	26,4%	23,3%	22,3%	30,9%	34,7%	45,4%	28,8%	25,3%	24,6%
Technique	20,8%	34,3%	37,9%	28,0%	19,0%	17,6%	25,3%	35,3%	38,3%	29,8%	23,8%	22,5%
Culturelle	19,1%	19,4%	24,7%	18,6%	19,5%	18,0%	19,3%	17,5%	25,7%	17,2%	24,1%	20,6%
Sportive	22,6%	-	-	22,5%	-	-	23,9%	26,3%	-	23,7%	23,2%	-
Sociale	19,4%	22,5%	-	21,9%	16,7%	16,2%	23,0%	24,1%	-	23,4%	20,1%	18,9%
Médico-sociale	22,8%	22,9%	27,7%	22,6%	23,2%	-	25,7%	25,9%	-	25,8%	23,0%	-
Médico-technique	21,2%	21,1%	-	21,8%	-	-	24,2%	23,9%	-	-	-	-
Police municipale	37,0%	-	-	40,8%	36,7%	-	37,4%	-	-	39,4%	37,1%	-
Incendie et secours	41,4%	44,0%	-	44,9%	39,9%	-	42,6%	46,3%	45,9%	44,8%	41,5%	38,4%
Animation	19,0%	-	-	25,2%	17,6%	16,2%	23,2%	-	-	27,2%	21,6%	19,6%

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des primes fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

Part de primes des contractuels par filière en 2024

(en % du salaire brut)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**18,9%**	**23,4%**	**15,8%**	**21,8%**	**16,6%**	**17,2%**	**19,9%**	**26,3%**	**20,1%**	**23,5%**	**16,3%**	**16,5%**
Administrative	20,8%	25,2%	26,0%	21,6%	14,8%	15,0%	24,4%	26,9%	23,7%	22,8%	15,0%	15,7%
Technique	17,6%	24,3%	-	20,3%	16,5%	16,8%	19,1%	28,0%	28,4%	22,1%	16,4%	16,3%
Culturelle	24,3%	25,6%	-	28,4%	13,1%	14,8%	28,0%	27,9%	-	31,4%	15,2%	16,1%
Sportive	19,8%	-	-	19,7%	19,9%	-	21,1%	-	-	21,3%	18,4%	20,7%
Sociale	20,3%	22,5%	-	17,9%	19,0%	22,1%	21,6%	25,6%	-	19,4%	18,0%	21,9%
Médico-sociale	20,0%	18,0%	11,7%	21,2%	23,6%	-	16,4%	13,3%	11,1%	27,9%	-	-
Médico-technique	19,1%	20,7%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie et secours	22,6%	24,9%	-	-	-	-	18,0%	-	-	-	16,2%	16,5%
Animation	16,8%	-	-	16,5%	17,0%	17,3%	17,2%	-	-	19,1%	16,8%	17,1%

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des primes fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (1/4)

Effectifs et volumes de travail par âge

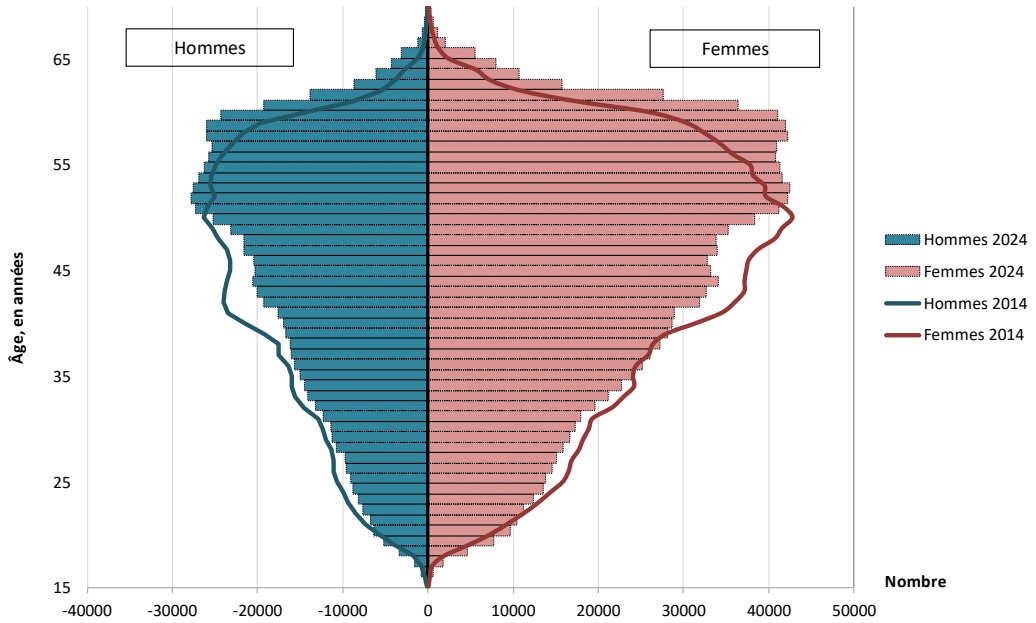
(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Moins de 25 ans	108,8	113,5	121,8	121,1	+4,3%	-0,6%	90,9	93,5	115,0	116,1	+2,8%	+1,0%
De 25 à 29 ans	123,0	124,3	125,8	126,3	+1,1%	+0,4%	112,3	112,7	118,6	119,8	+0,4%	+1,0%
De 30 à 39 ans	372,3	374,1	376,3	374,5	+0,5%	-0,5%	341,6	342,0	352,1	351,6	+0,1%	-0,1%
De 40 à 49 ans	540,4	531,0	533,0	526,7	-1,7%	-1,2%	507,5	497,5	508,9	502,8	-2,0%	-1,2%
De 50 à 54 ans	336,4	341,1	342,1	340,6	+1,4%	-0,4%	318,7	323,5	329,5	328,6	+1,5%	-0,3%
De 55 à 59 ans	338,8	337,8	338,8	336,6	-0,3%	-0,7%	321,4	320,4	326,0	323,9	-0,3%	-0,6%
De 60 ans et plus	196,3	212,3	216,1	234,1	+8,2%	+8,4%	203,9	215,5	222,7	241,5	+5,7%	+8,5%
Total	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**+0,9%**	**+0,3%**	**1896,2**	**1905,1**	**1972,8**	**1984,4**	**+0,5%**	**+0,6%**

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Pyramide des âges en 2014 et 2024



Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (2/4)

Effectifs par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 ans et plus	Total
Fonctionnaires	**13,8**	**49,7**	**233,8**	**391,8**	**273,9**	**276,3**	**180,6**	**1420,0**
catégorie A	0,3	3,7	26,9	60,2	36,3	29,5	23,0	179,9
dont A+	0,0	0,1	0,6	1,3	1,3	1,4	1,7	6,3
catégorie B	0,6	4,6	30,5	65,5	43,2	39,5	25,9	209,7
catégorie C	12,9	41,4	176,3	265,9	194,2	207,2	131,6	1029,5
dont C1	10,4	32,7	100,1	92,6	52,5	46,6	23,1	358,0
catégorie indéterminée	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,9
Contractuels	**87,6**	**71,0**	**131,9**	**120,8**	**55,5**	**47,7**	**41,5**	**556,0**
catégorie A	4,1	14,2	27,2	20,9	8,2	5,9	5,5	86,1
dont A+	0,0	0,2	1,1	0,9	0,6	0,6	1,5	4,8
catégorie B	14,6	16,5	27,0	21,0	8,5	6,1	4,4	98,1
catégorie C	58,8	36,6	71,5	72,7	35,6	32,8	26,4	334,4
dont C1	50,0	30,8	59,0	58,8	28,6	25,9	19,9	272,9
catégorie indéterminée	10,2	3,6	6,2	6,2	3,2	2,9	5,1	37,4
Autres statuts[(a)]	**16,5**	**3,6**	**4,4**	**9,8**	**8,6**	**9,8**	**9,9**	**62,7**
Bénéficiaires de contrats aidés	**3,1**	**2,0**	**4,4**	**4,3**	**2,6**	**2,8**	**2,1**	**21,2**
Total	**121,1**	**126,3**	**374,5**	**526,7**	**340,6**	**336,6**	**234,1**	**2059,9**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en %)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 ans et plus	Total
Fonctionnaires	**43,7%**	**53,3%**	**57,7%**	**58,9%**	**58,5%**	**60,1%**	**63,7%**	**59,1%**
catégorie A	79,6%	80,2%	80,7%	73,7%	66,6%	67,5%	67,0%	71,6%
dont A+	-	-	67,4%	58,4%	49,2%	46,0%	49,3%	52,1%
catégorie B	78,9%	75,4%	71,7%	64,7%	62,1%	64,7%	65,3%	65,5%
catégorie C	41,2%	48,4%	51,8%	54,2%	56,2%	58,1%	62,8%	55,7%
dont C1	44,9%	52,5%	56,7%	62,2%	63,4%	64,0%	67,5%	60,0%
catégorie indéterminée	-	-	53,2%	47,6%	49,3%	39,3%	47,9%	49,4%
Contractuels	**63,3%**	**65,0%**	**67,3%**	**68,9%**	**65,9%**	**65,1%**	**61,4%**	**66,0%**
catégorie A	80,5%	72,9%	69,5%	65,5%	58,5%	56,1%	49,1%	66,3%
dont A+	-	71,9%	77,1%	66,2%	51,7%	50,4%	43,6%	58,3%
catégorie B	66,0%	64,0%	62,0%	60,7%	57,1%	59,2%	55,8%	61,8%
catégorie C	61,0%	62,8%	68,5%	72,1%	69,5%	67,7%	65,7%	67,1%
dont C1	60,4%	62,0%	68,5%	72,7%	70,6%	69,2%	67,5%	67,4%
catégorie indéterminée	65,4%	61,3%	66,6%	71,0%	67,8%	67,7%	57,5%	65,4%
Autres statuts[(a)]	**54,8%**	**62,9%**	**76,6%**	**85,8%**	**85,6%**	**88,0%**	**89,9%**	**76,6%**
Bénéficiaires de contrats aidés	**50,4%**	**53,0%**	**58,6%**	**63,0%**	**60,9%**	**57,0%**	**55,2%**	**57,5%**
Total	**59,5%**	**60,2%**	**61,3%**	**61,7%**	**60,4%**	**61,6%**	**64,3%**	**61,5%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (3/4)

Effectifs des emplois permanents[(a)] par filière, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus
Administrative	8,9	25,2	81,1	128,9	127,7	67,2	14,7
Technique	28,0	40,6	146,2	218,4	260,0	152,3	31,3
Culturelle	4,1	6,2	15,5	21,2	19,5	11,5	4,6
Sportive	1,7	1,5	3,3	4,8	4,1	2,3	0,5
Sociale	8,3	12,0	34,8	45,5	42,2	24,3	4,3
Médico-sociale	3,8	6,7	21,0	24,6	20,1	10,3	2,9
Médico-technique	0,1	0,2	0,5	0,6	0,6	0,3	0,1
Police municipale	0,2	1,6	7,0	8,9	7,6	2,8	0,4
Incendie et secours	1,6	3,3	10,5	16,9	10,2	1,8	0,4
Animation	32,5	18,7	38,2	35,2	24,5	10,5	3,3
Autres cas[(b)]	12,2	4,7	7,6	7,6	6,1	3,2	4,2
Total	**101,5**	**120,7**	**365,7**	**512,6**	**522,3**	**286,5**	**66,7**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des emplois permanents[(a)] par filière, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en %)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus
Administrative	75,7%	75,3%	81,0%	83,4%	83,8%	85,8%	79,4%
Technique	37,5%	37,5%	40,1%	40,9%	41,8%	45,1%	48,8%
Culturelle	62,0%	65,6%	66,0%	65,2%	63,5%	64,6%	56,2%
Sportive	40,6%	34,3%	32,3%	31,5%	25,4%	26,2%	23,2%
Sociale	90,5%	93,2%	94,1%	94,7%	94,9%	96,0%	93,3%
Médico-sociale	95,4%	95,9%	95,5%	96,1%	95,4%	95,8%	75,9%
Médico-technique	80,9%	87,9%	85,3%	83,5%	78,4%	79,3%	-
Police municipale	41,0%	29,7%	24,4%	23,5%	18,5%	17,3%	14,2%
Incendie et secours	16,9%	14,4%	10,5%	6,4%	4,3%	5,8%	18,9%
Animation	66,5%	67,2%	71,8%	75,1%	79,1%	85,1%	83,1%
Autres cas[(b)]	64,0%	54,7%	62,1%	66,7%	64,8%	65,4%	54,5%
Total	**60,6%**	**60,2%**	**61,2%**	**61,3%**	**60,1%**	**62,6%**	**61,6%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des emplois permanents[(a)] par filière, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en %)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus	Total	Dont 50 ans et plus	Dont 60 ans et plus
Administrative	2,0%	5,6%	17,9%	28,4%	28,1%	14,8%	3,2%	100,0%	46,2%	11,4%
Technique	3,2%	4,6%	16,7%	24,9%	29,6%	17,4%	3,6%	100,0%	50,6%	12,8%
Culturelle	5,0%	7,5%	18,8%	25,6%	23,6%	14,0%	5,6%	100,0%	43,2%	13,7%
Sportive	9,6%	8,1%	18,1%	26,4%	22,4%	12,8%	2,6%	100,0%	37,8%	9,9%
Sociale	4,9%	7,0%	20,3%	26,6%	24,6%	14,2%	2,5%	100,0%	41,3%	10,3%
Médico-sociale	4,3%	7,5%	23,5%	27,5%	22,4%	11,6%	3,3%	100,0%	37,2%	9,6%
Médico-technique	4,6%	9,8%	20,9%	27,3%	23,7%	10,6%	3,2%	100,0%	37,4%	9,0%
Police municipale	0,9%	5,8%	24,6%	31,1%	26,5%	9,7%	1,5%	100,0%	37,7%	6,5%
Incendie et secours	3,5%	7,3%	23,6%	37,9%	22,9%	4,0%	0,8%	100,0%	27,7%	2,6%
Animation	20,0%	11,5%	23,5%	21,6%	15,0%	6,5%	2,0%	100,0%	23,5%	5,5%
Autres cas[(b)]	26,8%	10,3%	16,6%	16,7%	13,4%	7,0%	9,2%	100,0%	29,6%	13,2%
Total	**5,1%**	**6,1%**	**18,5%**	**25,9%**	**26,4%**	**14,5%**	**3,4%**	**100,0%**	**44,3%**	**11,2%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (4/4)

Effectifs des emplois permanents[a] par type de collectivité, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 ans et plus	Total
Communes de moins de 1 000 habitants	1,8	2,5	10,9	16,9	21,5	13,0	3,0	69,7
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	2,4	3,0	10,6	14,9	17,9	10,1	1,6	60,3
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	3,3	3,7	11,9	16,1	18,7	10,5	1,6	65,8
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	2,8	3,1	9,9	13,5	14,9	8,4	1,5	54,2
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	7,5	7,8	23,6	31,6	33,8	18,7	3,6	126,7
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	7,7	8,2	24,5	32,9	34,8	20,0	4,4	132,6
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	10,9	9,5	27,9	37,6	38,0	21,9	5,6	151,5
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	10,6	9,4	27,2	37,2	37,7	22,3	6,3	150,7
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	7,0	5,1	14,6	19,6	18,9	11,0	3,2	79,4
Communes de 150 000 habitants et plus	8,5	9,4	26,6	37,3	36,2	20,7	6,9	145,6
Total des communes	**62,6**	**61,7**	**187,7**	**257,5**	**272,5**	**156,7**	**37,8**	**1036,5**
CCAS et CIAS[b]	**7,4**	**7,9**	**22,0**	**28,9**	**31,0**	**17,6**	**3,8**	**118,6**
Communautés de communes (CC)	6,5	7,7	21,5	25,9	22,1	10,2	1,7	95,7
Communautés d'agglomération (CA)	6,1	7,7	22,3	30,5	27,3	13,3	2,6	109,7
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	3,9	6,5	19,7	28,6	26,1	13,3	3,1	101,3
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**16,5**	**21,9**	**63,5**	**85,0**	**75,5**	**36,7**	**7,5**	**306,6**
SIVU et SIVOM[b]	1,4	1,4	4,3	5,9	6,0	3,5	0,8	23,2
Syndicats mixtes[d]	1,9	3,5	9,8	12,1	10,3	4,5	1,0	43,0
Total des syndicats	**3,3**	**4,9**	**14,1**	**18,0**	**16,2**	**8,0**	**1,7**	**66,2**
Départements	5,6	13,6	44,6	69,1	72,3	40,3	8,3	253,9
SDIS	2,2	4,4	12,8	20,8	13,9	3,3	0,5	57,8
Centres de gestion et CNFPT[b]	0,9	1,2	2,8	3,6	3,3	1,6	0,9	14,3
Organismes départementaux	**8,7**	**19,1**	**60,1**	**93,5**	**89,5**	**45,2**	**9,7**	**326,0**
Régions[e]	**1,3**	**3,2**	**13,3**	**23,3**	**32,1**	**19,3**	**4,9**	**97,3**
Autres[f]	**1,7**	**1,9**	**5,0**	**6,3**	**5,5**	**3,1**	**1,3**	**24,8**
Total	**101,5**	**120,7**	**365,7**	**512,6**	**522,3**	**286,5**	**66,7**	**1976,0**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 8 - L'EMPLOI DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LE NOMBRE D'AGENTS EMPLOYÉS (1/2)

Répartition des collectivités locales par type de collectivité selon leur taille, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	aucun agent non annexe[a]	agent non annexe mais non principal[b]	Emplois principaux								
			de 1 à 4 agents	de 5 à 9 agents	de 10 à 19 agents	de 20 à 49 agents	de 50 à 99 agents	de 100 à 249 agents	de 250 à 349 agents	de 350 à 999 agents	1 000 agents et plus
Communes de moins de 1 000 habitants	1312	3463	13464	4543	948	49	12	2	-	-	-
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	-	4	127	1114	2665	573	21	10	1	-	-
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	2	-	3	21	456	1586	166	11	-	1	-
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	-	-	1	-	9	453	469	50	1	2	-
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	-	-	-	-	1	48	535	581	21	2	-
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	-	-	-	1	-	-	6	307	155	78	-
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	-	-	2	-	-	1	-	5	22	247	6
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	-	-	-	1	-	-	-	-	-	56	78
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	37
Communes de 150 000 habitants et plus	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	20
Total des communes	**1314**	**3467**	**13597**	**5681**	**4079**	**2711**	**1210**	**966**	**200**	**386**	**141**
CCAS et CIAS[c]	**33**	**152**	**552**	**378**	**391**	**580**	**491**	**191**	**24**	**30**	**3**
Communautés de communes (CC)	-	-	5	16	59	221	320	306	42	18	-
Communautés d'agglomération (CA)	-	-	-	-	-	-	5	46	37	123	16
Communautés urbaines (CU) et métropoles[d]	-	-	-	-	-	-	2	3	-	6	36
Total des EPCI[c] à fiscalité propre	**-**	**-**	**5**	**16**	**59**	**221**	**327**	**355**	**79**	**147**	**52**
SIVU et SIVOM[c]	382	601	1778	1000	327	126	31	14	-	3	-
Syndicats mixtes[e]	78	194	690	403	286	315	127	75	5	9	-
Total des syndicats	**460**	**795**	**2468**	**1403**	**613**	**441**	**158**	**89**	**5**	**12**	**-**
Départements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	92
SDIS	-	-	-	-	-	1	1	22	13	42	17
Centres de gestion et CNFPT[c]	-	-	-	-	5	28	19	31	4	8	1
Organismes départementaux	**-**	**-**	**-**	**-**	**5**	**29**	**20**	**53**	**17**	**52**	**110**
Régions[f]	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**17**
Autres[g]	**20**	**60**	**140**	**118**	**122**	**105**	**46**	**49**	**8**	**10**	**2**
Total	**1827**	**4474**	**16762**	**7596**	**5269**	**4087**	**2252**	**1703**	**333**	**637**	**325**

(a) Les emplois "non annexes" sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits "secondaires".

(c) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(d) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(e) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(f) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(g) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

- : sans objet

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent au 31 décembre.

TABLEAU 8 - L'EMPLOI DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LE NOMBRE D'AGENTS EMPLOYÉS (2/2)

Eeffectifs par taille des collectivités selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires				Contractuels				Apprenti	ASMA[(a)]	Autres[(b)]	Contrats aidés
	A	B	C	Indéterminé	A	B	C	Indéterminé				
de 1 à 4 agents	1,0	2,0	19,9	0,0	0,8	0,9	10,6	0,2	0,1	0,2	0,0	0,6
de 5 à 9 agents	1,2	2,5	29,4	0,0	1,0	1,2	13,4	0,3	0,3	0,3	0,0	0,8
de 10 à 19 agents	2,2	3,9	43,5	0,0	1,7	2,0	15,1	0,5	0,5	0,4	0,0	1,1
de 20 à 49 agents	5,8	9,4	72,6	0,0	4,4	5,7	25,4	1,1	1,2	0,7	0,1	1,7
de 50 à 99 agents	7,9	14,7	79,1	0,0	6,1	9,2	33,3	2,1	1,4	0,7	0,1	2,4
de 100 à 249 agents	14,9	26,1	130,0	0,1	8,9	14,6	53,2	5,4	2,4	1,5	0,3	3,6
de 250 à 349 agents	6,0	10,6	48,7	0,1	3,3	5,4	19,1	2,0	1,0	0,4	0,2	1,1
de 350 à 999 agents	24,1	40,1	176,0	0,2	12,5	21,3	65,5	8,1	3,2	2,1	0,6	3,8
1 000 agents et plus	116,8	100,4	430,3	0,4	47,4	37,8	98,8	17,8	9,8	33,4	1,8	6,0
Total	**179,9**	**209,7**	**1029,5**	**0,9**	**86,1**	**98,1**	**334,4**	**37,4**	**19,8**	**39,8**	**3,0**	**21,2**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par taille des collectivités selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires				Contractuels				Apprenti	ASMA[(a)]	Autres[(b)]	Contrats aidés
	A	B	C	Indéterminé	A	B	C	Indéterminé				
de 1 à 4 agents	83,1%	86,1%	54,7%	-	68,3%	78,2%	65,7%	60,7%	-	96,4%	-	42,2%
de 5 à 9 agents	78,4%	82,0%	65,7%	-	68,3%	68,5%	77,0%	64,9%	52,0%	97,6%	-	65,7%
de 10 à 19 agents	72,8%	75,0%	66,2%	-	63,0%	62,7%	73,8%	66,8%	57,3%	99,5%	-	56,9%
de 20 à 49 agents	69,6%	68,3%	64,1%	-	63,6%	61,6%	70,2%	62,5%	54,4%	98,7%	-	53,1%
de 50 à 99 agents	71,1%	71,9%	63,5%	-	67,1%	69,0%	71,7%	65,5%	59,5%	99,4%	-	52,8%
de 100 à 249 agents	68,9%	68,1%	60,3%	-	66,8%	62,9%	68,7%	63,3%	55,9%	99,3%	42,3%	54,3%
de 250 à 349 agents	65,1%	63,8%	55,5%	-	64,6%	60,4%	67,2%	66,7%	55,9%	99,0%	41,9%	50,5%
de 350 à 999 agents	63,9%	63,1%	52,9%	54,1%	62,7%	58,6%	64,9%	61,5%	54,0%	98,5%	40,3%	59,8%
1 000 agents et plus	73,8%	63,6%	50,8%	43,2%	67,5%	60,9%	63,3%	67,9%	57,2%	87,5%	43,4%	63,0%
Total	**71,6%**	**65,5%**	**55,7%**	**49,4%**	**66,3%**	**61,8%**	**67,1%**	**65,4%**	**56,3%**	**89,3%**	**43,9%**	**57,5%**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs par taille des collectivités selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires				Contractuels				Apprenti	ASMA[(a)]	Autres[(b)]	Contrats aidés	Total
	A	B	C	Indéterminé	A	B	C	Indéterminé					
de 1 à 4 agents	2,8%	5,6%	54,8%	0,0%	2,2%	2,6%	29,1%	0,5%	0,2%	0,5%	0,1%	1,7%	100,0%
de 5 à 9 agents	2,5%	5,0%	58,3%	0,0%	2,0%	2,3%	26,5%	0,5%	0,5%	0,7%	0,1%	1,6%	100,0%
de 10 à 19 agents	3,1%	5,5%	61,2%	0,0%	2,3%	2,8%	21,3%	0,7%	0,7%	0,6%	0,0%	1,6%	100,0%
de 20 à 49 agents	4,5%	7,4%	56,6%	0,0%	3,4%	4,4%	19,9%	0,8%	0,9%	0,6%	0,1%	1,3%	100,0%
de 50 à 99 agents	5,1%	9,3%	50,4%	0,0%	3,9%	5,9%	21,2%	1,3%	0,9%	0,5%	0,1%	1,5%	100,0%
de 100 à 249 agents	5,7%	10,0%	49,8%	0,0%	3,4%	5,6%	20,4%	2,1%	0,9%	0,6%	0,1%	1,4%	100,0%
de 250 à 349 agents	6,1%	10,8%	49,8%	0,1%	3,3%	5,6%	19,6%	2,0%	1,0%	0,4%	0,2%	1,2%	100,0%
de 350 à 999 agents	6,8%	11,2%	49,2%	0,1%	3,5%	6,0%	18,3%	2,3%	0,9%	0,6%	0,2%	1,1%	100,0%
1 000 agents et plus	13,0%	11,1%	47,8%	0,0%	5,3%	4,2%	11,0%	2,0%	1,1%	3,7%	0,2%	0,7%	100,0%
Total	**8,7%**	**10,2%**	**50,0%**	**0,0%**	**4,2%**	**4,8%**	**16,2%**	**1,8%**	**1,0%**	**1,9%**	**0,1%**	**1,0%**	**100,0%**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 9 - LES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LE NOMBRE D'HABITANTS

Répartition des collectivités locales ayant des emplois principaux par type de collectivité selon le nombre d'habitants, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 500 hab.	de 500 à 999 hab.	de 1 000 à 1 999 hab.	de 2 000 à 4 999 hab.	de 5 000 à 9 999 hab.	de 10 000 à 39 999 hab.	de 40 000 à 79 999 hab.	de 80 000 à 149 999 hab.	de 150 000 à 299 999 hab.	de 300 000 à 499 999 hab.	de 500 000 à 1 999 999 hab.	1 000 000 hab. et plus
Communes	**12501**	**6517**	**4511**	**3229**	**1188**	**830**	**135**	**39**	**14**	**3**	**3**	**1**
Communautés de communes (CC)	-	-	-	10	205	673	94	5	-	-	-	-
Communautés d'agglomération (CA)	-	-	-	-	-	8	97	85	32	5	-	-
Communautés urbaines (CU) et métropoles[(b)]	-	-	-	-	-	-	1	2	16	14	10	4
Total des EPCI[(a)] à fiscalité propre	**-**	**-**	**-**	**10**	**205**	**681**	**192**	**92**	**48**	**19**	**10**	**4**
SIVU et SIVOM[(a)]	60	443	1209	673	289	442	80	32	27	15	8	1
Syndicats mixtes	9	23	44	70	75	407	290	305	270	182	149	86
Total des syndicats	**69**	**466**	**1253**	**743**	**364**	**849**	**370**	**337**	**297**	**197**	**157**	**87**
Départements	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1**	**4**	**18**	**21**	**28**	**22**
Régions[(c)]	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1**	**3**	**1**	**12**

(a) SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale.

(b) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(c) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

- : sans objet

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des collectivités locales sans emploi principal[(a)] par type de collectivité selon le nombre d'habitants, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 100 hab.	de 100 à 199 hab.	de 200 à 499 hab.	de 500 à 999 hab.	de 1 000 à 1 999 hab.	de 2 000 à 3 499 hab.	de 3500 à 4 999 hab.	5 000 hab. et plus
Communes de moins de 1 000 habitants	1934	1928	896	17	-	-	-	-
Communes de 1 000 habitants et plus	-	-	-	-	4	2	-	-
Total des communes	**1934**	**1928**	**896**	**17**	**4**	**2**	**-**	**-**
SIVU et SIVOM[(b)]	1	8	85	125	161	129	88	386
Syndicats mixtes	-	-	4	5	19	32	11	201
Total des syndicats	**1**	**8**	**89**	**130**	**180**	**161**	**99**	**587**

(a) Concerne toutes les collectivités ayant au moins un agent, mais aucun agent ayant un emploi non annexe dont c'est la rémunération principale.

(b) SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale

- : sans objet

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent au 31 décembre, sans aucun agent principal.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (1/4)

Effectifs et volume de travail des collectivités locales par région

(en milliers)

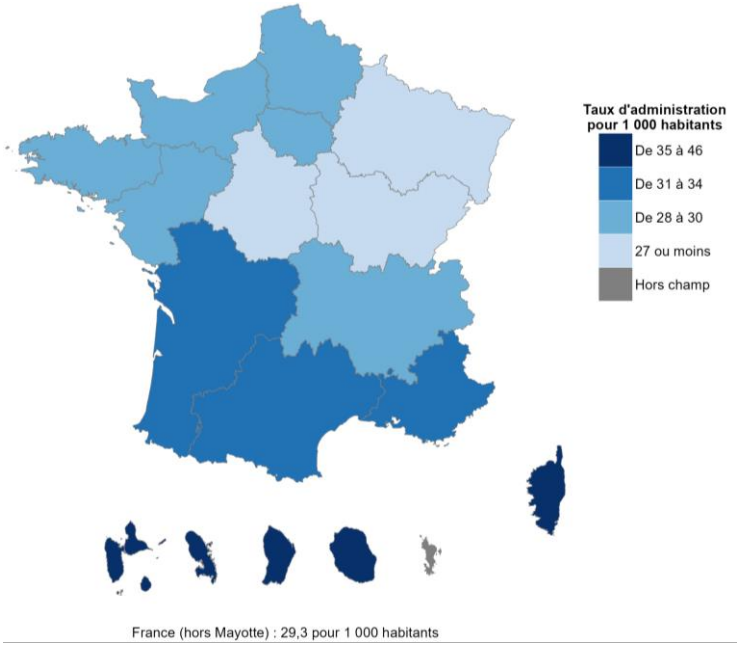
	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Auvergne-Rhône-Alpes	228,3	231,5	234,1	235,5	1,4%	0,6%	210,5	212,8	220,6	222,4	1,1%	0,8%
Bourgogne-Franche-Comté	75,7	76,7	77,3	77,3	1,2%	0,1%	70,5	70,9	73,2	73,5	0,6%	0,4%
Bretagne	99,2	101,3	102,2	101,9	2,1%	-0,3%	92,7	94,5	97,4	97,9	1,9%	0,6%
Centre-Val de Loire	70,2	70,6	71,2	71,5	0,5%	0,5%	67,0	67,2	68,9	69,4	0,3%	0,7%
Corse	13,7	13,9	14,0	14,0	1,3%	0,3%	13,5	13,6	13,9	14,0	1,2%	0,7%
Grand-Est	135,9	136,5	138,4	139,2	0,4%	0,6%	126,4	126,6	131,8	132,9	0,2%	0,8%
Hauts-de-France	169,6	168,7	171,0	170,8	-0,5%	-0,1%	158,2	156,7	163,8	164,3	-1,0%	0,3%
Île-de-France	369,8	371,2	376,8	377,9	0,4%	0,3%	351,0	349,4	369,1	369,6	-0,5%	0,2%
Normandie	99,3	100,0	100,8	100,9	0,7%	0,1%	92,6	93,1	96,4	97,1	0,6%	0,6%
Nouvelle-Aquitaine	195,9	197,4	198,2	199,6	0,8%	0,7%	185,6	187,4	191,3	193,0	1,0%	0,9%
Occitanie	200,5	202,7	203,6	203,9	1,1%	0,1%	187,8	189,9	194,1	195,3	1,1%	0,6%
Pays de la Loire	106,7	109,4	110,4	111,3	2,5%	0,8%	98,9	100,8	104,5	106,0	1,9%	1,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	170,8	172,6	174,1	175,0	1,0%	0,5%	165,1	165,4	169,8	170,9	0,2%	0,7%
France métropolitaine	**1935,7**	**1952,5**	**1972,1**	**1978,7**	**0,9%**	**0,3%**	**1819,9**	**1828,4**	**1894,8**	**1906,3**	**0,5%**	**0,6%**
Guadeloupe	15,3	15,2	15,2	15,1	-0,9%	-0,6%	14,6	14,7	14,8	14,5	0,3%	-2,2%
Guyane	9,8	10,0	10,0	10,1	1,9%	0,7%	9,1	9,6	9,7	9,9	5,9%	1,3%
Martinique	16,5	16,9	17,0	16,7	2,7%	-2,0%	16,1	16,3	16,5	16,4	1,3%	-0,5%
La Réunion	38,6	39,4	39,5	39,3	1,9%	-0,5%	36,5	36,1	37,0	37,3	-1,2%	0,9%
Régions d'outre-mer	**80,2**	**81,4**	**81,7**	**81,1**	**1,6%**	**-0,7%**	**76,3**	**76,6**	**78,0**	**78,1**	**0,5%**	**0,1%**
France	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**0,9%**	**0,3%**	**1896,2**	**1905,1**	**1972,8**	**1984,4**	**0,5%**	**0,6%**

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Taux d'administration régional en 2024

(En EQTP [(a)] pour 1 000 habitants ; en %)



© IGN - Insee 2024

(a) EQTP : équivalent temps plein; mesure le volume de travail en termes de nombre d'heures. Un agent travaillant à temps plein toute l'année compte 1, les autres comptent au prorata de leur quotité de travail par rapport à un temps plein à complet cumulée à la proportion de durée sur l'année civile.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (2/4)

Effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires						Contractuels		Autres statuts[(a)]	Contrats aidés	Total
	cat. A	dont A+	cat. B	cat. C	dont C1	indéterminé	CDD	CDI			
Auvergne-Rhône-Alpes	21,8	0,8	23,7	115,1	41,9	0,0	59,2	8,1	6,2	1,2	235,5
Bourgogne-Franche-Comté	6,8	0,2	7,8	38,0	14,5	0,0	18,4	2,8	3,0	0,5	77,3
Bretagne	9,9	0,3	11,8	49,7	18,5	0,0	23,7	2,6	3,6	0,5	101,9
Centre-Val de Loire	5,7	0,2	7,2	37,9	14,4	0,0	15,3	2,5	2,6	0,3	71,5
Corse	1,3	0,1	1,2	9,1	3,3	0,0	1,9	0,3	0,3	0,0	14,0
Grand Est	12,7	0,5	13,8	68,6	24,5	0,0	31,5	6,0	5,0	1,5	139,2
Hauts-de-France	15,7	0,5	16,5	86,6	32,4	0,1	35,3	5,0	8,1	3,5	170,8
Ile-de-France	33,2	1,0	41,1	170,4	48,5	0,2	103,9	18,1	9,5	1,5	377,9
Normandie	7,5	0,3	10,3	51,5	20,4	0,0	23,0	4,1	3,6	0,9	100,9
Nouvelle-Aquitaine	16,9	0,6	19,5	107,4	39,2	0,0	41,2	7,2	6,0	1,3	199,6
Occitanie	17,7	0,7	20,3	107,6	37,7	0,1	44,6	6,5	5,8	1,4	203,9
Pays de la Loire	10,1	0,3	12,9	55,6	22,7	0,3	26,0	2,6	3,3	0,4	111,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,3	0,7	18,7	97,2	28,9	0,1	34,7	5,0	3,4	0,5	175,0
France métropolitaine	**174,7**	6,1	**204,8**	**994,8**	346,7	**0,9**	**458,8**	**70,9**	**60,4**	**13,5**	**1978,7**
Guadeloupe	1,1	0,1	1,0	10,5	3,5	0,0	1,8	0,1	0,4	0,1	15,1
Guyane	0,4	0,0	0,5	4,7	1,3	0,0	2,4	0,6	0,3	1,3	10,1
Martinique	1,2	0,1	1,3	8,1	2,1	0,0	3,9	1,2	0,5	0,5	16,7
La Réunion	2,5	0,1	2,1	11,5	4,4	0,0	7,4	8,9	1,1	5,9	39,3
Régions d'outre-mer	**5,2**	0,2	**4,9**	**34,7**	11,3	**0,0**	**15,5**	**10,8**	**2,3**	**7,7**	**81,1**
Total	**179,9**	6,3	**209,7**	**1029,5**	358,0	**0,9**	**474,3**	**81,7**	**62,7**	**21,2**	**2059,9**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires						Contractuels		Autres statuts[(a)]	Contrats aidés	Total
	cat. A	dont A+	cat. B	cat. C	dont C1	indéterminé	CDD	CDI			
Auvergne-Rhône-Alpes	72,2%	57,6%	66,9%	56,1%	61,4%	-	68,2%	58,8%	74,4%	55,6%	62,3%
Bourgogne-Franche-Comté	71,7%	47,4%	65,8%	55,7%	59,1%	-	67,7%	66,3%	76,9%	51,9%	62,1%
Bretagne	72,1%	57,2%	67,0%	58,4%	64,1%	-	70,6%	56,9%	78,5%	42,3%	64,2%
Centre-Val de Loire	74,0%	51,4%	67,3%	56,6%	60,2%	-	67,0%	61,3%	75,2%	64,6%	62,2%
Corse	66,7%	-	56,1%	45,0%	48,9%	-	54,9%	45,4%	75,9%	-	50,0%
Grand Est	70,3%	51,0%	63,7%	54,2%	57,5%	-	66,6%	63,6%	78,3%	45,5%	60,6%
Hauts-de-France	70,1%	51,4%	62,2%	53,7%	58,2%	-	67,5%	59,8%	79,0%	54,8%	60,3%
Ile-de-France	73,6%	53,1%	71,0%	57,3%	62,0%	54,8%	66,2%	65,6%	76,5%	56,9%	63,5%
Normandie	71,4%	50,0%	67,0%	57,0%	60,8%	-	68,0%	62,0%	75,9%	57,0%	62,5%
Nouvelle-Aquitaine	71,8%	53,0%	63,7%	55,8%	61,0%	-	69,1%	56,8%	75,1%	53,8%	61,3%
Occitanie	72,5%	50,6%	62,8%	54,2%	58,9%	-	67,0%	62,7%	77,7%	49,7%	60,4%
Pays de la Loire	71,3%	55,7%	67,3%	59,3%	62,9%	31,5%	70,2%	61,6%	72,3%	55,1%	64,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	68,7%	47,9%	59,8%	54,9%	59,1%	-	64,5%	50,6%	75,5%	58,1%	58,9%
France métropolitaine	**71,7%**	52,2%	**65,7%**	**55,9%**	60,4%	**49,3%**	**67,4%**	**61,1%**	**76,5%**	**53,4%**	**61,7%**
Guadeloupe	71,1%	-	61,0%	56,0%	53,3%	-	59,7%	48,9%	77,3%	55,3%	58,4%
Guyane	70,0%	-	57,5%	50,4%	49,0%	-	54,8%	47,9%	85,1%	69,6%	55,8%
Martinique	73,8%	-	61,7%	56,2%	56,6%	-	58,1%	68,3%	79,5%	57,3%	60,0%
La Réunion	60,3%	41,5%	53,6%	39,9%	43,8%	-	55,7%	48,1%	80,5%	64,4%	51,6%
Régions d'outre-mer	**66,5%**	48,4%	**57,7%**	**50,0%**	49,7%	**-**	**56,6%**	**50,4%**	**80,3%**	**64,7%**	**55,1%**
Total	**71,6%**	52,1%	**65,5%**	**55,7%**	60,0%	**49,4%**	**67,0%**	**59,7%**	**76,6%**	**57,5%**	**61,5%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires						Contractuels		Autres statuts[(a)]	Contrats aidés	Total
	cat. A	dont A+	cat. B	cat. C	dont C1	indéterminé	CDD	CDI			
Auvergne-Rhône-Alpes	9,3%	0,3%	10,1%	48,9%	17,8%	0,0%	25,2%	3,5%	2,7%	0,5%	100,0%
Bourgogne-Franche-Comté	8,8%	0,3%	10,1%	49,2%	18,7%	0,0%	23,8%	3,6%	3,8%	0,6%	100,0%
Bretagne	9,7%	0,3%	11,5%	48,8%	18,1%	0,0%	23,3%	2,6%	3,6%	0,5%	100,0%
Centre-Val de Loire	7,9%	0,2%	10,1%	53,0%	20,1%	0,0%	21,4%	3,5%	3,6%	0,5%	100,0%
Corse	9,1%	0,5%	8,5%	64,5%	23,3%	0,0%	13,7%	2,0%	2,1%	0,1%	100,0%
Grand Est	9,1%	0,4%	9,9%	49,3%	17,6%	0,0%	22,6%	4,3%	3,6%	1,1%	100,0%
Hauts-de-France	9,2%	0,3%	9,7%	50,7%	18,9%	0,0%	20,7%	2,9%	4,8%	2,0%	100,0%
Ile-de-France	8,8%	0,3%	10,9%	45,1%	12,8%	0,1%	27,5%	4,8%	2,5%	0,4%	100,0%
Normandie	7,4%	0,3%	10,2%	51,1%	20,3%	0,0%	22,8%	4,1%	3,5%	0,8%	100,0%
Nouvelle-Aquitaine	8,5%	0,3%	9,8%	53,8%	19,7%	0,0%	20,6%	3,6%	3,0%	0,7%	100,0%
Occitanie	8,7%	0,3%	9,9%	52,8%	18,5%	0,0%	21,9%	3,2%	2,8%	0,7%	100,0%
Pays de la Loire	9,1%	0,3%	11,6%	50,0%	20,4%	0,3%	23,4%	2,3%	3,0%	0,3%	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,8%	0,4%	10,7%	55,6%	16,5%	0,0%	19,8%	2,9%	1,9%	0,3%	100,0%
France métropolitaine	**8,8%**	0,3%	**10,3%**	**50,3%**	17,5%	**0,0%**	**23,2%**	**3,6%**	**3,1%**	**0,7%**	**100,0%**
Guadeloupe	7,3%	0,4%	6,5%	69,9%	23,0%	0,0%	12,1%	0,9%	2,7%	0,7%	100,0%
Guyane	4,2%	0,3%	5,1%	46,3%	12,9%	0,0%	23,4%	5,8%	2,6%	12,5%	100,0%
Martinique	7,2%	0,3%	7,9%	48,2%	12,6%	0,0%	23,5%	7,4%	2,9%	2,8%	100,0%
La Réunion	6,3%	0,3%	5,4%	29,2%	11,2%	0,0%	18,8%	22,6%	2,9%	14,9%	100,0%
Régions d'outre-mer	**6,4%**	0,3%	**6,0%**	**42,8%**	13,9%	**0,0%**	**19,1%**	**13,4%**	**2,8%**	**9,5%**	**100,0%**
Total	**8,7%**	0,3%	**10,2%**	**50,0%**	17,4%	**0,0%**	**23,0%**	**4,0%**	**3,0%**	**1,0%**	**100,0%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (3/4)

Effectifs des emplois permanents[(a)] par région selon la filière, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Administrative	Technique	Culturelle	Sportive	Sociale	Médico-sociale	Médico-technique	Police municipale	Incendie et secours	Animation	Autres cas[(b)]	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	52,7	100,2	9,5	2,2	21,3	11,0	0,3	3,0	5,9	16,0	5,9	228,0
Bourgogne-Franche-Comté	17,6	34,3	3,2	0,6	5,8	2,6	0,1	0,6	1,8	5,7	1,7	73,9
Bretagne	21,0	41,0	3,8	0,9	11,8	6,5	0,2	0,6	2,2	7,5	2,4	97,8
Centre-Val de Loire	15,8	32,4	3,0	0,6	5,4	2,4	0,1	0,9	1,7	5,6	0,8	68,6
Corse	3,8	7,3	0,3	0,0	0,7	0,3	0,0	0,1	0,5	0,5	0,2	13,7
Grand Est	32,1	59,6	6,2	1,4	11,2	4,3	0,1	1,7	3,6	10,1	2,4	132,7
Hauts-de-France	38,3	70,8	6,0	1,5	12,1	5,5	0,2	2,1	4,9	13,5	4,2	159,2
Ile-de-France	76,5	145,1	21,8	3,7	28,0	22,4	0,4	6,4	4,6	47,1	10,9	366,9
Normandie	22,5	47,2	3,8	0,9	8,0	3,1	0,1	0,9	2,2	6,5	1,3	96,5
Nouvelle-Aquitaine	42,2	90,8	6,6	1,4	19,9	8,7	0,3	1,7	4,9	13,5	2,3	192,3
Occitanie	44,3	90,9	6,6	1,5	18,1	9,0	0,2	3,6	4,1	15,0	3,4	196,7
Pays de la Loire	24,9	44,6	4,3	1,2	12,4	6,0	0,2	0,8	2,3	8,9	2,0	107,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	42,0	77,1	6,6	1,5	12,5	6,3	0,1	4,9	4,2	10,0	5,8	171,0
France métropolitaine	**433,5**	**841,3**	**81,6**	**17,4**	**167,2**	**88,1**	**2,3**	**27,4**	**42,9**	**159,9**	**43,2**	**1904,9**
Guadeloupe	4,5	7,3	0,2	0,1	0,6	0,2	0,0	0,3	0,4	0,9	0,1	14,6
Guyane	2,4	4,5	0,1	0,1	0,5	0,2	0,0	0,2	0,3	0,2	0,1	8,6
Martinique	4,1	8,1	0,2	0,1	0,6	0,4	0,0	0,2	0,2	0,9	0,9	15,8
La Réunion	9,0	15,7	0,5	0,5	2,5	0,6	0,0	0,4	0,9	1,0	1,2	32,3
Régions d'outre-mer	**20,0**	**35,5**	**1,1**	**0,7**	**4,2**	**1,4**	**0,1**	**1,1**	**1,8**	**3,0**	**2,3**	**71,2**
Total	**453,5**	**876,8**	**82,7**	**18,1**	**171,4**	**89,5**	**2,4**	**28,5**	**44,7**	**162,9**	**45,5**	**1976,0**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs des emplois permanents[(a)] par région selon la filière, au 31 décembre 2024

(en %)

	Administrative	Technique	Culturelle	Sportive	Sociale	Médico-sociale	Médico-technique	Police municipale	Incendie et secours	Animation	Autres cas[(b)]	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	23,1%	43,9%	4,2%	0,9%	9,3%	4,8%	0,1%	1,3%	2,6%	7,0%	2,6%	100,0%
Bourgogne-Franche-Comté	23,8%	46,4%	4,3%	0,8%	7,8%	3,5%	0,1%	0,9%	2,5%	7,7%	2,3%	100,0%
Bretagne	21,4%	41,9%	3,8%	0,9%	12,1%	6,7%	0,2%	0,7%	2,2%	7,6%	2,5%	100,0%
Centre-Val de Loire	23,0%	47,2%	4,3%	0,9%	7,9%	3,5%	0,1%	1,3%	2,5%	8,2%	1,2%	100,0%
Corse	27,5%	53,4%	1,8%	0,3%	5,4%	2,1%	0,0%	0,8%	3,5%	3,7%	1,3%	100,0%
Grand Est	24,2%	44,9%	4,7%	1,1%	8,5%	3,2%	0,1%	1,3%	2,7%	7,6%	1,8%	100,0%
Hauts-de-France	24,1%	44,5%	3,7%	0,9%	7,6%	3,5%	0,1%	1,3%	3,1%	8,5%	2,6%	100,0%
Ile-de-France	20,8%	39,6%	6,0%	1,0%	7,6%	6,1%	0,1%	1,7%	1,2%	12,8%	3,0%	100,0%
Normandie	23,3%	49,0%	3,9%	0,9%	8,3%	3,2%	0,1%	0,9%	2,2%	6,8%	1,4%	100,0%
Nouvelle-Aquitaine	21,9%	47,2%	3,4%	0,7%	10,3%	4,5%	0,1%	0,9%	2,5%	7,0%	1,2%	100,0%
Occitanie	22,5%	46,2%	3,4%	0,7%	9,2%	4,6%	0,1%	1,9%	2,1%	7,6%	1,7%	100,0%
Pays de la Loire	23,2%	41,5%	4,0%	1,1%	11,5%	5,6%	0,1%	0,8%	2,2%	8,3%	1,8%	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	24,5%	45,1%	3,9%	0,9%	7,3%	3,7%	0,1%	2,9%	2,5%	5,9%	3,4%	100,0%
France métropolitaine	**22,8%**	**44,2%**	**4,3%**	**0,9%**	**8,8%**	**4,6%**	**0,1%**	**1,4%**	**2,3%**	**8,4%**	**2,3%**	**100,0%**
Guadeloupe	31,0%	50,0%	1,6%	0,4%	3,8%	1,2%	0,0%	2,4%	2,5%	6,4%	0,7%	100,0%
Guyane	28,5%	52,5%	1,6%	1,0%	5,6%	2,0%	0,1%	2,0%	3,3%	2,4%	1,0%	100,0%
Martinique	25,9%	51,1%	1,4%	0,8%	3,9%	2,4%	0,2%	1,5%	1,5%	5,7%	5,6%	100,0%
La Réunion	27,7%	48,5%	1,7%	1,5%	7,8%	2,0%	0,1%	1,1%	2,8%	3,1%	3,8%	100,0%
Régions d'outre-mer	**28,1%**	**49,9%**	**1,6%**	**1,0%**	**5,8%**	**1,9%**	**0,1%**	**1,5%**	**2,5%**	**4,3%**	**3,2%**	**100,0%**
Total	**23,0%**	**44,4%**	**4,2%**	**0,9%**	**8,7%**	**4,5%**	**0,1%**	**1,4%**	**2,3%**	**8,2%**	**2,3%**	**100,0%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (4/4)

Effectifs par région selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Auvergne-Rhône-Alpes	21,4	65,5	34,4	13,8	42,7	8,3	30,2	7,4	9,0	2,7	235,5
Bourgogne-Franche-Comté	9,5	16,0	6,6	2,4	15,2	3,7	15,1	2,3	4,7	1,7	77,3
Bretagne	6,4	27,9	8,7	13,9	19,6	2,3	14,3	2,5	4,5	1,7	101,9
Centre-Val de Loire	7,9	20,0	7,6	2,3	12,0	2,8	12,3	2,2	3,6	0,7	71,5
Corse	1,4	2,2	2,5	0,2	1,9	0,6	0,0	0,7	4,5	0,2	14,0
Grand Est	13,0	31,0	13,7	4,2	33,0	5,8	23,6	4,4	7,7	2,9	139,2
Hauts-de-France	12,5	53,2	21,3	7,5	24,8	7,4	27,4	5,9	9,5	1,4	170,8
Ile-de-France	4,7	112,9	152,5	13,1	21,6	5,4	38,9	5,7	11,2	11,9	377,9
Normandie	9,0	26,7	10,1	6,6	19,0	4,3	16,1	2,7	5,2	1,2	100,9
Nouvelle-Aquitaine	19,2	44,7	19,2	19,8	35,4	11,3	30,0	6,1	9,2	4,6	199,6
Occitanie	16,9	45,0	27,6	16,0	37,8	9,1	34,8	5,2	8,2	3,2	203,9
Pays de la Loire	5,7	30,1	16,7	10,8	21,4	2,5	15,7	3,0	4,2	1,1	111,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,6	45,6	47,6	8,1	25,5	3,2	23,8	7,6	6,2	1,9	175,0
France métropolitaine	**133,1**	**520,9**	**368,4**	**118,8**	**309,9**	**66,6**	**282,3**	**55,9**	**87,7**	**35,2**	**1978,7**
Guadeloupe	0,2	7,4	1,1	0,2	0,9	0,6	2,1	0,4	1,4	0,8	15,1
Guyane	0,1	2,8	2,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,4	3,5	0,7	10,1
Martinique	0,4	6,1	1,7	0,3	1,0	0,3	0,0	0,4	4,4	2,1	16,7
La Réunion	0,0	8,7	12,6	3,3	2,1	0,2	6,0	1,2	2,9	2,2	39,3
Régions d'outre-mer	**0,7**	**24,9**	**17,5**	**3,9**	**4,5**	**1,2**	**8,1**	**2,3**	**12,1**	**5,9**	**81,1**
Total	**133,8**	**545,9**	**385,9**	**122,7**	**314,4**	**67,8**	**290,3**	**58,2**	**99,8**	**41,1**	**2059,9**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs par région selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en %)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Auvergne-Rhône-Alpes	9,1%	27,8%	14,6%	5,9%	18,1%	3,5%	12,8%	3,2%	3,8%	1,2%	100,0%
Bourgogne-Franche-Comté	12,2%	20,7%	8,6%	3,2%	19,7%	4,8%	19,5%	3,0%	6,1%	2,2%	100,0%
Bretagne	6,3%	27,4%	8,6%	13,7%	19,2%	2,3%	14,0%	2,4%	4,4%	1,7%	100,0%
Centre-Val de Loire	11,1%	28,0%	10,6%	3,2%	16,8%	3,8%	17,2%	3,1%	5,0%	1,0%	100,0%
Corse	10,0%	15,6%	17,6%	1,4%	13,2%	4,3%	0,0%	4,7%	32,1%	1,1%	100,0%
Grand Est	9,4%	22,2%	9,8%	3,0%	23,7%	4,1%	17,0%	3,1%	5,6%	2,0%	100,0%
Hauts-de-France	7,3%	31,1%	12,4%	4,4%	14,5%	4,3%	16,1%	3,5%	5,5%	0,8%	100,0%
Ile-de-France	1,2%	29,9%	40,4%	3,5%	5,7%	1,4%	10,3%	1,5%	3,0%	3,1%	100,0%
Normandie	8,9%	26,5%	10,0%	6,6%	18,8%	4,2%	15,9%	2,7%	5,2%	1,2%	100,0%
Nouvelle-Aquitaine	9,6%	22,4%	9,6%	9,9%	17,8%	5,6%	15,0%	3,1%	4,6%	2,3%	100,0%
Occitanie	8,3%	22,1%	13,6%	7,8%	18,5%	4,5%	17,1%	2,6%	4,0%	1,6%	100,0%
Pays de la Loire	5,1%	27,1%	15,0%	9,7%	19,3%	2,3%	14,1%	2,7%	3,8%	0,9%	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,2%	26,1%	27,2%	4,6%	14,6%	1,8%	13,6%	4,3%	3,5%	1,1%	100,0%
France métropolitaine	**6,7%**	**26,3%**	**18,6%**	**6,0%**	**15,7%**	**3,4%**	**14,3%**	**2,8%**	**4,4%**	**1,8%**	**100,0%**
Guadeloupe	1,1%	49,0%	7,3%	1,3%	6,1%	3,8%	13,9%	3,0%	9,1%	5,3%	100,0%
Guyane	1,4%	27,6%	20,0%	1,3%	4,3%	0,2%	0,0%	3,5%	34,4%	7,2%	100,0%
Martinique	2,2%	36,4%	10,3%	1,9%	6,1%	2,0%	0,0%	2,2%	26,2%	12,6%	100,0%
La Réunion	0,0%	22,1%	32,1%	8,4%	5,5%	0,6%	15,2%	2,9%	7,4%	5,7%	100,0%
Régions d'outre-mer	**0,8%**	**30,7%**	**21,5%**	**4,9%**	**5,6%**	**1,5%**	**10,0%**	**2,9%**	**14,9%**	**7,3%**	**100,0%**
Total	**6,5%**	**26,5%**	**18,7%**	**6,0%**	**15,3%**	**3,3%**	**14,1%**	**2,8%**	**4,8%**	**2,0%**	**100,0%**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 11 - LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Effectifs dans les trois versants de la fonction publique, par statut

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre				Évolutions	
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Fonction publique territoriale	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**+0,9%**	**+0,3%**
Fonctionnaires	1434,1	1424,4	1424,4	1420,0	-0,7%	-0,3%
Contractuels	493,2	523,1	542,8	556,0	+6,1%	+2,4%
Autres[(a)]	63,9	62,7	62,9	62,7	-1,8%	-0,3%
Bénéficiaires de contrats aidés	24,6	23,6	23,7	21,2	-3,9%	-10,7%
Fonction publique de l'État	**2261,8**	**2285,3**	**2280,5**	**2298,5**	**+1,0%**	**+0,8%**
Fonctionnaires	1515,2	1505,9	1506,0	1504,2	-0,6%	-0,1%
Contractuels	571,5	603,8	599,6	619,5	+5,7%	+3,3%
Autres[(b)]	171,5	171,9	171,1	171,4	+0,2%	+0,2%
Bénéficiaires de contrats aidés	3,6	3,7	3,7	3,4	+3,2%	-6,8%
Fonction publique hospitalière	**1225,3**	**1249,0**	**1254,6**	**1260,1**	**+1,9%**	**+0,4%**
Fonctionnaires	811,9	827,8	827,9	828,0	+2,0%	+0,0%
Contractuels	266,9	269,8	275,2	277,3	+1,1%	+0,8%
Autres[(c)]	144,7	149,9	150,0	153,4	+3,6%	+2,3%
Bénéficiaires de contrats aidés	1,9	1,5	1,6	1,4	-20,3%	-11,2%
Ensemble trois fonctions publiques	**5503,0**	**5568,3**	**5588,8**	**5618,5**	**+1,2%**	**+0,5%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

(b) Enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, ouvriers d'État et apprentis.

(c) Principalement des praticiens hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Profil des emplois permanents[(a)] dans les trois versants de la fonction publique

(parts en % ; âge moyen en années)

	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Fonction publique territoriale				
Part des agents de catégorie A	12,9%	13,2%	13,1%	13,5%
Part des agents de catégorie B	15,2%	15,2%	15,3%	15,6%
Part des agents de catégorie C	70,2%	69,9%	69,6%	69,0%
Part des agents de catégorie indéterminée	1,7%	1,6%	2,0%	1,9%
Part des femmes	61,0%	61,1%	61,1%	61,0%
Part des temps partiels[(b)]	21,8%	21,4%	19,8%	19,5%
Âge moyen	45,7	45,8	45,7	45,8
Fonction publique de l'État				
Part des agents de catégorie A	58,5%	58,2%	58,4%	58,3%
Part des agents de catégorie B	21,2%	21,0%	20,7%	21,6%
Part des agents de catégorie C	17,3%	17,7%	17,8%	16,4%
Part des agents de catégorie indéterminée	2,9%	3,2%	3,2%	3,7%
Part des femmes	62,9%	63,1%	63,2%	63,3%
Part des temps partiels[(b)]	16,4%	16,5%	15,7%	15,8%
Âge moyen	44,2	44,3	44,4	44,6
Fonction publique hospitalière				
Part des agents de catégorie A	37,4%	38,5%	38,5%	40,0%
Part des agents de catégorie B	33,9%	33,2%	33,1%	32,2%
Part des agents de catégorie C	28,6%	28,3%	28,3%	27,7%
Part des agents de catégorie indéterminée	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Part des femmes	81,0%	81,0%	81,0%	81,1%
Part des temps partiels[(b)]	17,8%	17,7%	15,1%	15,1%
Âge moyen	42,4	42,5	42,5	42,7

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Inclut les temps non complets et incomplets.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

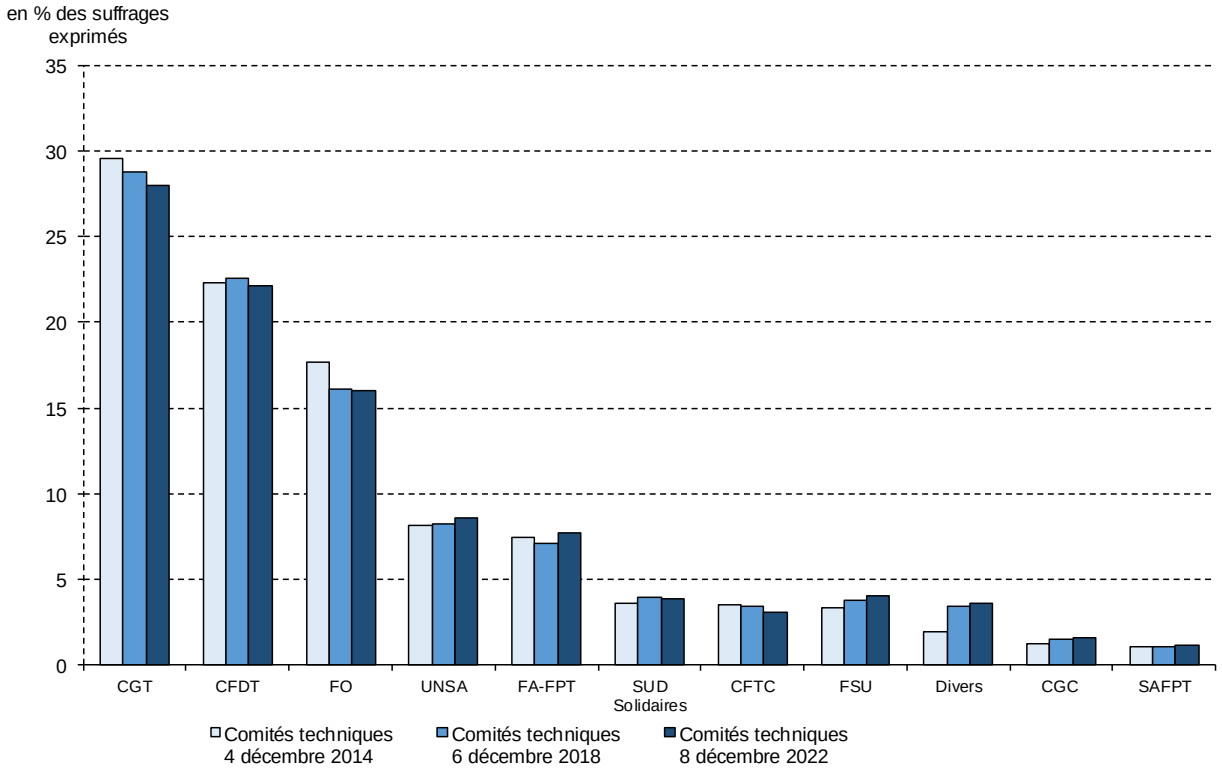
TABLEAU 12 - LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Résultats des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

	Comités techniques 4 décembre 2014		Comités techniques 6 décembre 2018		Comités techniques 8 décembre 2022	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Inscrits	1 892 961	100,0	1 846 275	100,0	1 866 942	100,0
Votants	1 039 382	54,9	955 617	51,8	851 274	45,6
Suffrages exprimés[a]	988 630	95,1	897 714	93,9	807 166	94,8
dont[b] CFDT	220 777	22,3	202 618	22,6	179 000	22,2
CFTC	34 787	3,5	31 032	3,5	25 087	3,1
CGC	12 689	1,3	13 457	1,5	12 618	1,6
CGT	291 964	29,5	258 119	28,8	226 177	28,0
FA-FPT	73 858	7,5	64 008	7,1	62 296	7,7
FO	175 129	17,7	144 393	16,1	129 263	16,0
FSU	32 788	3,3	34 043	3,8	32 868	4,1
SAFPT	11 040	1,1	9 934	1,1	9 549	1,2
SUD Solidaires	35 697	3,6	35 586	4,0	31 312	3,9
UNSA	80 723	8,2	74 005	8,2	69 574	8,6
Divers	19 178	1,9	30 519	3,4	29 422	3,6

(a) En % des votants.
(b) En % des suffrages exprimés.
Source : DGCL.

Résultats aux élections professionnelles dans la fonction publique territoriale



Source : DGCL.

ANNEXE 12

Synthèse du rapport public annuel 2025 du conseil national d'évaluation des normes (CNEN)

MATHILDE TREVISIOL, ALEXANDRE BARBIER, MARIAM DE VIVIE DE REGIE, CECILE DUFLOS-DUMAINE, CHRISTINE DROZD, ADRIEN LE BIDEAU (DGCL)

A. *Composition et rôle du CNEN*

Depuis sa création[40], le Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) constitue une instance de dialogue privilégiée entre l'État et les collectivités territoriales, dont l'objectif est de garantir le respect des principes, outre celui de libre administration consacré par l'article 72 de la Constitution, d'adaptabilité, de subsidiarité et de proportionnalité des normes applicables aux collectivités territoriales.

Le CNEN est composé de 36 membres titulaires, dont 23 représentants des collectivités territoriales, 4 représentants du Parlement et 9 représentants de l'État. Le Président et les trois vice-présidents sont élus par les membres siégeant au titre d'un mandat local et parmi ces derniers.

Aux termes de l'article L. 1212-2 du CGCT, le CNEN est compétent pour évaluer les impacts techniques et financiers pour les collectivités territoriales des projets de texte créant ou modifiant des normes applicables aux collectivités territoriales, qu'elles soient législatives ou règlementaires, soit le « flux » de production normative. Il peut également être saisi, ou s'autosaisir, des normes règlementaires actuellement en vigueur, le « stock », afin de formuler des propositions de simplification du droit applicable aux collectivités territoriales.

Au titre du flux, le CNEN :

- est saisi par le Gouvernement des projets de loi et de textes règlementaires créant ou modifiant des normes applicables aux collectivités territoriales ;
- peut être saisi :
  - par le Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne ;
  - par les présidents des assemblées parlementaires des propositions de loi, sauf opposition de leur auteur et,
  - par la Commission d'évaluation des projets de règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs (CERFRES) desdits projets ;
- peut se saisir de toute norme technique résultant des activités de normalisation ou de certification.

B. *Bilan d'activité 2025*

1. *Typologie des projets de texte examinés*

En 2025, ***16 séances*** du CNEN ont été organisées (dont trois séances complémentaires dites *ad hoc*) contre 19 séances en 2024.

[40] Le CNEN a été créé par la loi n° 2013-921 du 17 octobre 2013, il succède à la Commission consultative d'évaluation des normes (CCEN) créée par la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 et initialement rattachée au Comité des finances locales (CFL).

Dans ce cadre, le CNEN a examiné au total ***209 projets de texte***[41], soit une baisse de 6,2 % par rapport à l'année 2024 (223 textes en 2024).

Parmi les 209 projets de texte soumis au CNEN, ont été examinés :

- 10 projets de loi ;
- 3 projets d'ordonnance ;
- 134 projets de décret ;
- 62 projets d'arrêté.

A noter que parmi les projets de texte examinés par les membres du CNEN, 28 ont fait l'objet d'une ***décision de report d'examen*** (contre 18 en 2024) principalement en raison de demandes d'approfondissement de la concertation avec les associations nationales représentatives des élus locaux en amont de l'examen.

2. *Modalités de saisine*

- ***Les saisines en procédure ordinaire : 197 projets de texte***

En 2025, le CNEN a examiné 197 projets de texte en procédure ordinaire, dans le délai de six semaines à compter de la transmission du projet conformément au VI de l'article L. 1212-2 du CGCT. Cela représente 94 % des saisines.

- ***Les saisines en procédure exceptionnelle : 13 projets de texte***

Durant l'année 2025, les saisines en procédure exceptionnelle "d'urgence" et "d'extrême urgence" ont été utilisées à 13 reprises (soit 13 textes) dans le cadre des prérogatives du Premier ministre, sur le fondement de l'article L. 1212-2 du CGCT, soit une diminution de plus de la moitié par rapport à l'année 2024 (30 en 2024).

Les projets faisant l'objet d'une procédure exceptionnelle représentent 6 % de l'ensemble des projets de texte examinés en 2025.

- ***Les saisines en urgence : 8 projets de texte***

Dans le cadre de cette procédure, le délai d'examen du Conseil est réduit à deux semaines. Le Président du CNEN ne peut pas décider de la reconduction du délai d'examen (report). En cas d'avis défavorable lors de la saisine initiale, l'obligation d'une seconde délibération est maintenue.

- ***Les saisines en extrême urgence : 5 projets***

Le délai d'examen du Conseil est réduit à 72 heures et le président ne peut décider de sa reconduction (report). Dans le cadre de cette procédure, le conseil n'examine pas le texte une seconde fois si son premier avis a été défavorable.

À noter, aucun projet de texte n'a fait l'objet d'un avis favorable tacite du fait de l'absence de tenue d'une séance à la suite d'une saisine en extrême urgence contre deux en 2024. En effet, en vertu du VI de l'article L. 1212-2 du CGCT, si le CNEN ne se prononce pas dans les délais qui lui sont impartis, l'avis rendu est tacitement favorable.

3. *Bilan des impacts financiers des normes nouvelles pour les collectivités territoriales*

Les travaux du CNEN permettent d'identifier les impacts financiers (coûts, gains) générés par les projets de texte soumis. En ce sens, ils contribuent à instaurer davantage de transparence et d'objectivation des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales et permettent

[41] Textes examinés en séance du CNEN. Aucun avis tacite en 2025.

de mettre en perspective la réalité des coûts qui pèsent sur les budgets locaux.

Comme en 2024, les membres élus du CNEN ont soulevé, lors de l'examen des textes, la qualité variable de l'évaluation des impacts financiers par les ministères prescripteurs, parfois non renseignée ou contradictoire dans les fiches et études d'impact transmises au CNEN.

Ainsi, selon les fiches et études d'impact transmises par les ministères prescripteurs, les projets de texte examinés en 2025 par le CNEN généreront, la première année pleine de leur mise en œuvre, pour les collectivités et leurs établissements publics :

- ***980 millions d'euros de coûts bruts*** (dépenses nouvelles supplémentaires) ;
- ***724 millions d'euros de gains bruts*** (économies et recettes).

Tableau 1 : Les projets de texte examinés par le CNEN (2015-2025)

CNEN	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de séances	21	19	17	17	23	15	16	21	18	19	16
Nombre de textes	398	544	355	264	287	258	287	325	235	223	209
Coût en M€	556	6 860	1 035	369	1502	1323	1170	3921	3266	3293	980
Économies en M€	620	1 400	851	204	356	1242	447	1472	1666	2728	724
Recettes en M€	912	13	0	2	356	0	0	0	0	0	0

Source : DGCL.

Tableau 2 : Répartition des textes par politiques publiques (2025)

Politique publique	Nombre de projets de texte	Part de la politique publique parmi l'ensemble des projets de texte
Santé et solidarité	36	17,22 %
Environnement, développement et mobilités durables	28	13,40 %
Fonction publique et transformation	27	12,92 %
Économie et finances publiques	25	11,96 %
Aménagement du territoire et logement	22	10,53 %
Gouvernance et gestion des institutions locales	12	5,74 %
Numérique	10	4,78 %
Ordre public	10	4,78 %
Travail, emploi et formation	10	4,78 %
Outre-mer	7	3,35 %
Justice	6	2,87 %
Infrastructures de transport	4	1,91 %
Politique de la ville	3	1,44 %
Agriculture et alimentation	3	1,44 %
Culture	3	1,44 %
Sports	2	0,96 %
Services de transport	1	0,48 %
Total général	**209**	**100,0%**

Source : DGCL.

a. Répartition des coûts bruts[42] des normes par politique publique

En 2025, les 981 millions d'euros de coûts bruts recensés au total, la première année pleine de mise en œuvre des textes examinés, sont essentiellement générés par les projets de réglementation émanant des politiques publiques suivantes :

- *Environnement, développement et mobilités durables :* 28 projets de texte

  Ces projets de texte ont généré un coût estimé ***à 454 millions d'euros en année pleine, soit 46 % du total des coûts recensés.*** 113 millions d'euros de coûts bruts en N+1 sont liés au seul projet de décret relatif à la sixième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie (qui génère également 137 millions d'euros d'économies selon la fiche d'impact soit un impact net positif pour les collectivités territoriales).

  Par ailleurs, 27,7 millions de coûts supplémentaires sont induits par un ensemble de textes liés à la qualité agronomique et d'innocuité des matières fertilisantes et des supports de culture[43].

- *Santé et solidarité* : 36 projets de texte

  Ces projets de texte ont généré un coût estimé à ***403 millions d'euros en année pleine, soit 41 % du total des coûts recensés.*** 203 millions d'euros de coûts bruts en N+1 sont liés au seul projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active. En outre, s'ajoutent à ce montant, 130 millions induits par le décret portant généralisation des déclarations pré-remplies de ressources pour l'attribution du revenu de solidarité active et de la prime d'activité dont la fiche d'impact prévoit également qu'il génère 301 millions d'euros d'économies soit un impact net de cette mesure de - 171 millions d'euros pour les collectivités territoriales.

- *Numérique* : 10 projets de texte

  Ces projets de texte ont généré un coût estimé à ***97 millions d'euros en année pleine, soit 10 % du total des coûts recensés.*** 93 millions sont générés par le seul projet de décret relatif aux données et informations de circulation et de sécurité routières visées à l'article L. 1513-2 du code des transports pour l'application des règlements (UE) 2022/670, (UE) 886/2013 et (UE) 885/2013 et aux articles D. 1514-1, D. 1514-2 et D. 1514-3 du code des transports.

[42] Coûts bruts : dépenses supplémentaires engendrées par le projet à la charge des collectivités locales, sans prise en compte des éventuelles économies générées par cette même norme.

[43] Décret fixant les modalités de contrôle et d'étiquetage des critères de qualité agronomique et d'innocuité des matières fertilisantes et des supports de culture, décret fixant les critères de qualité agronomique et d'innocuité des matières fertilisantes et des supports de culture, arrêté fixant les valeurs et modalités d'appréciation des critères d'innocuité et de sortie de statut de déchet des matières fertilisantes et supports de culture et arrêté fixant les apports maximaux admissibles en éléments traces métalliques et en composés traces organiques lors de l'utilisation des matières fertilisantes

Tableau 3 : répartition des coûts bruts des normes présentées devant le CNEN en 2025 par politique publique

Politique publique	Coût des normes en n+1 généré par les textes
Environnement, développement et mobilités durables	454 987 826 €
Santé et solidarité	403 314 459 €
Numérique	97 050 000 €
Fonction publique et transformation	17 600 000 €
Travail, emploi et formation	4 323 000 €
Justice	1 400 000 €
Aménagement du territoire et logement	1 176 000 €
Outre-mer	462 000 €
Gouvernance et gestion des institutions locales	421 044 €
Ordre public	100 000 €
Infrastructures de transport	2 262 €
Total général	**980 836 591 €**

Source : DGCL

b. Répartition des gains (économies et recettes[44])

Les économies ou recettes générées par les projets de texte présentés en 2025, par rapport au coût de la réglementation en vigueur, ont été évaluées à 724 millions d'euros la première année pleine de leur mise en œuvre.

Ces économies sont essentiellement induites par les projets de réglementation émanant des politiques publiques suivantes :

- *Santé et solidarité* : 36 projets de texte

  Ces textes ont généré un montant total de ***337 millions d'euros***, soit 47 % des économies ou recettes recensées en N+1. 301 millions d'euros émane du seul projet de décret portant généralisation des déclarations pré-remplies de ressources pour l'attribution du revenu de solidarité active et de la prime d'activité (voir *supra*). S'ajoutent à cette évaluation, 30 millions d'euros d'économies générées par le projet d'arrêté relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines mentionnées à l'article D. 1332-1 du code de la santé publique.

- *Environnement, développement et mobilité durables* : 28 projets de texte

  Ces textes ont induit un montant total évalué à ***257 millions d'euros***, soit 36 % des économies ou recettes recensées en N+1. 137 millions sont induits par le seul projet de décret relatif à la sixième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie (voir *supra*). S'ajoutent à ce montant 70 millions au titre de l'arrêté portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'emballages servant à commercialiser des produits consommés ou utilisés par des professionnels.

- *Économie et finances publiques* : 25 projets de texte

  Le projet de décret portant modalités de répartition de l'affectation de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance prévue au II de l'article L. 425-20 du code des impositions sur les biens et services a généré la totalité des ***90 millions d'euros de recettes*** de cette thématique (soit 12% du total des économies ou recettes recensées).

44 Comprend les compensations dues par l'Etat.

Tableau 4 : Gain brut des normes présentées devant le CNEN en 2025 par politique publique

Politique publique	Économies et recettes en N+1 générées par les textes
Santé et solidarité	337 190 000 €
Environnement, développement et mobilité durables	257 340 223 €
Économie et finances publiques	90 000 000 €
Justice	17 250 000 €
Ordre public	8 300 000 €
Travail, emploi et formation	7 000 000 €
Numérique	5 800 000 €
Outre-mer	1 000 000 €
Aménagement du territoire et logement	463 000 €
Infrastructures de transport	8 436 €
Total général	**724 351 659 €**

Source : DGCL

c. Répartition des impacts nets par politique publique

En considérant ***l'impact net***, les projets de texte présentés devant le CNEN en 2025 génèreront l'année pleine suivant la mise en œuvre du texte un coût de ***256 millions d'euros*** à la charge des collectivités locales. De fortes disparités sont à noter parmi les politiques publiques à titre d'exemple :

- les projets de texte pris dans le domaine de l'économie et des finances publiques devraient engendrer un impact net de – 90 millions d'euros en N+1 soit une économie ou recette nouvelle ;

- les projets de texte pris dans le domaine de l'environnement, du développement et des mobilités durables induisent un impact net de 197 millions d'euros en N+1, soit des dépenses supplémentaires pour les collectivités territoriales.

Tableau 5: Impact net des normes présentées devant le CNEN en 2025 par politique publique

Politique publique	**Impacts nets à la charge des collectivités territoriales pour 2026**
Environnement, développement et mobilités durables	197 647 603 €
Numérique	91 250 000 €
Santé et solidarité	66 124 459 €
Fonction publique et transformation	17 600 000 €
Aménagement du territoire et logement	713 000 €
Gouvernance et gestion des institutions locales	421 044 €
Agriculture et alimentation	0 €
Sport	0 €
Culture	0 €
Politique de la ville	0 €
Services de transport	0 €
Infrastructures de transport	-6 175 €
Outre-mer	-538 000 €
Travail, emploi et formation	-2 677 000 €
Ordre public	-8 200 000 €
Justice	-15 850 000 €
Économie et finances publiques	-90 000 000 €
Total	**256 484 931 €**

Source : DGCL.

ANNEXE 13

Les ratios financiers autour du renouvellement du patrimoine du bloc communal

CLEMENCE BIZAU (OFGL)

A. Démarche

Les ratios présentés dans cette annexe visent à décrire de manière théorique mais homogène le patrimoine non financier des communes et des groupements à fiscalité propre, et à évaluer la soutenabilité financière de leur renouvellement. Ils s'appuient sur un stock d'actifs réévalué grâce à une méthode inédite, reposant sur l'exclusion des immobilisations entièrement amorties et la réévaluation à prix actuel des immobilisations restantes. Ces stocks d'actifs ont été calculés sur un échantillon de 34 848 communes et de 859 groupements à fiscalité propre, à partir des mouvements comptables inscrits dans leurs comptes de gestion depuis 2012. Un amortissement annuel théorique, assimilé à l'usure annuelle des actifs, est simulé à partir de ce stock d'actifs et des durées d'amortissement choisies pour chaque type d'équipement (de 5 ans pour le matériel informatique à 30 ans pour les réseaux).

Cette méthode permet donc d'estimer un patrimoine réévalué comparable entre collectivités, qui conserve les différences structurelles liées à la diversité des investissements entrepris (bâtiments, routes, matériels…) et à leur évolution dans le temps. Elle permet ensuite, à l'aide de ratios spécifiques, d'apprécier la capacité des collectivités à entretenir et renouveler leur patrimoine au regard de leurs ressources propres. Les résultats ne se substituent pas aux analyses patrimoniales plus fines pouvant être conduites localement.

B. Définitions

Ratio 1 = Actif brut par habitant = Stock d'actifs bruts / population (en euros par habitant)

Volume d'actifs total détenu par la collectivité au 31/12 comparativement à sa population.

Ratio 2 = Actif net par habitant = Stock d'actifs nets / population (en euros par habitant)

Valeur économique réelle des actifs détenus par la collectivité au 31/12 comparativement à sa population.

Ratio 3 = Taux d'actif brut = Stock d'actifs bruts / RRF (en %)

Volume d'actifs total détenu par la collectivité au 31/12 comparativement à ses recettes réelles de fonctionnement sur l'année.

Ratio 4 = Taux d'actif net = Stock d'actifs nets / RRF (en %)

Valeur économique réelle des actifs détenus par la collectivité au 31/12 comparativement à ses recettes de fonctionnement sur l'année.

Ratio 5 = Taux de vétusté = (Stock d'actifs bruts - Stock d'actifs nets) / Stock d'actifs bruts (en %)

Part totale de l'actif brut qui est amortie au 31/12, soit le degré d'usure théorique du patrimoine de la collectivité. Plus les équipements sont anciens, plus le taux de vétusté est élevé. Ce ratio traduit un besoin potentiel de renouvellement à moyen terme.

Ratio 6 = Durée de vie moyenne (DVM) des actifs = Stock d'actifs bruts / Dotation annuelle aux amortissements (en années)

Nombre d'années qu'il faut à la collectivité, au 31/12, pour que l'entièreté de son patrimoine s'use. Plus la part relative des actifs de longue durée de vie (voirie, bâtiments) dans le stock est élevée, plus ce ratio est élevé. La dotation annuelle aux amortissements correspond à l'usure théorique annuelle des biens et se calcule faisant la somme du rapport, pour chaque compte, entre l'actif brut et la durée d'amortissement.

Ratio 7 = Délai de renouvellement patrimonial (DRP) = Stock d'actifs bruts / Epargne brute (en années)

Nombre d'années qu'il faut à la collectivité, au 31/12, pour renouveler son actif si elle y consacre toute son épargne brute (recettes - dépenses de fonctionnement). L'épargne considérée est l'épargne brute moyenne sur les trois dernières années. Si ce ratio est inférieur à la durée de vie moyenne des actifs, cela signifie que le patrimoine s'use plus vite que le délai théorique de renouvellement si les collectivités y consacraient l'entièreté de leur épargne.

Ratio 8 = Epargne sur amortissement = Epargne brute / Dotation annuelle aux amortissements (en %)

Couverture de l'usure annuelle par l'autofinancement (moyenne sur 3 ans de l'épargne brute) au 31/12. Le plus souvent, l'autofinancement ne permet pas, à lui seul, d'assurer le renouvellement du patrimoine dans des conditions soutenables : le financement repose sur un équilibre entre épargne, subventions reçues et recours à l'emprunt.

Ratio 9 = Subventions reçues sur amortissement = (Subventions et participations reçues + FCTVA) / Dotation annuelle aux amortissements (en %)

Couverture de l'usure annuelle par les dotations (y compris FCTVA) et subventions reçues au 31/12. Les ressources considérées sont le niveau moyen des dotations et subventions reçues sur les six dernières années. La somme de ce ratio et du ratio de l'épargne sur amortissement est naturellement supérieure à 100% puisque les ressources propres sont amenées à financer, en plus de l'usure annuelle, les remboursements de la dette et les équipements en cours ou totalement nouveaux.

Ratio 10 = Dette sur actif brut = Encours de dette / Stock d'actifs bruts (en %)

Dimensionnement de la dette par rapport au stock d'actifs au 31/12. Ce ratio traduit un recours plus ou moins fréquent à l'emprunt pour financer les équipements.

C. Ratios des communes, par strate de population en 2025

	Ratio 1 Actif brut/h	Ratio 2 Actif net/h	Ratio 3 Tx Actif br.	Ratio 4 Tx Actif net	Ratio 5 Tx vétusté	Ratio 6 DVM	Ratio 7 DRP	Ratio 8 Epb / amort.	Ratio 9 Subv / amort.	Ratio 10 Dette / actif
Moins de 100 hab.	17 813	9 331	1165	611	47,6	26,3	41,7	63,1	51,8	3,7
De 100 à moins de 200 hab.	11 958	6 322	1086	574	47,1	26,1	43,1	60,4	50,3	4,8
De 200 à moins de 500 hab.	8 969	4 783	964	514	46,7	25,5	44,0	58,0	48,7	5,8
De 500 à moins de 2 000 hab.	7 821	4 248	819	445	45,7	25,2	41,6	60,5	51,6	7,3
De 2 000 à moins de 3 500 hab.	7 824	4 312	723	398	44,9	24,8	39,5	62,7	49,3	8,4
De 3 500 à moins de 5 000 hab.	7 873	4 350	639	353	44,7	24,8	36,4	68,3	47,5	9,1
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	7 386	4 131	553	309	44,1	24,6	35,0	70,3	48,9	10,4
De 10 000 à moins de 20 00 hab.	7 113	3 961	484	270	44,3	24,3	34,6	70,1	47,8	11,4
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	6 950	3 900	435	244	43,9	23,6	34,2	69,0	45,6	14,4

De 50 000 à moins de 100 000 hab.	7 086	4 017	405	229	43,3	23,7	30,5	77,6	49,1	19,1
100 000 hab. et plus hors Paris	5 626	3 258	360	209	42,1	23,7	27,8	85,4	32,2	20,4
France entière hors Paris	**7 339**	**4 077**	**545**	**303**	**44,5**	**24,4**	**35,5**	**68,8**	**47,1**	**11,6**

Les ratios 1 et 2 sont exprimés en euros par habitant, les ratios 3 à 5 et 8 à 10 en pourcentages, les ratios 6 et 7 en années.
Sources : Traitements OFGL, estimations à partir des balances comptables des communes 2012-2025 DGFiP, budgets principaux ; INSEE (population totale en 2025 – année de référence 2022). Echantillon de 34 848 communes.

D. Ratios des groupements à fiscalité propre, par strate de population en 2025

	Ratio 1 Actif brut/h	Ratio 2 Actif net/h	Ratio 3 Tx Actif br.	Ratio 4 Tx Actif net	Ratio 5 Tx vétusté	Ratio 6 DVM	Ratio 7 DRP	Ratio 8 Epb / amort.	Ratio 9 Subv / amort.	Ratio 10 Dette / actif
Moins de 15 000 hab.	2 255	1 407	379	237	37,6	23,7	25,2	94,2	66,0	10,8
De 15 000 hab. à moins de 30 000 hab.	1 633	1 047	329	211	35,9	23,7	20,3	117,0	59,5	13,1
De 30 000 hab. à moins de 50 000 hab.	1 548	1 006	300	195	35,0	23,3	19,1	121,7	57,6	14,0
De 50 000 hab. à moins de 100 000 hab.	1 614	1 031	288	184	36,1	21,5	17,9	119,8	54,6	18,1
De 100 000 hab. à moins de 300 000 hab.	2 059	1 362	322	213	33,8	22,0	17,3	127,1	58,5	25,8
300 000 hab. et plus	3 839	2 678	513	358	30,3	23,3	24,5	95,3	55,3	26,5
France entière	**2 302**	**1 540**	**373**	**249**	**33,1**	**22,8**	**20,5**	**111,2**	**57,1**	**22,4**

Les ratios 1 et 2 sont exprimés en euros par habitant, les ratios 3 à 5 et 8 à 10 en pourcentages, les ratios 6 et 7 en années.
Sources : Traitements OFGL, estimations à partir des balances comptables des groupements à fiscalité propre 2012-2025 DGFiP, budgets principaux ; INSEE (population totale en 2025 – année de référence 2022). Echantillon de 859 groupements à fiscalité propre.

Pour aller plus loin, consultez les estimations par collectivité

Les montants individuels d'actif réévalué ainsi que les principaux ratios d'analyse, pour les collectivités de l'échantillon, sont disponibles dans deux bases de données accessibles sur **data.ofgl.fr** :

- Actif réévalué des communes 2025
- Actif réévalué des groupements à fiscalité propre 2025.

Une analyse d'ensemble est disponible dans le *Cap sur* les enjeux du renouvellement patrimonial des communes et intercommunalités, n°31, avril 2026, disponible sur https://www.collectivites-locales.gouv.fr/.

Méthode

L'analyse repose sur les entrées et sorties comptables d'actifs inscrites dans budgets principaux des balances comptables des communes et des groupements à fiscalité propre publiées par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) depuis 2012. Les actifs considérés sont l'ensemble des immobilisations corporelles (21) à l'exception des terrains (comptes 211 et 2171), ainsi que, pour les immobilisations incorporelles, les concessions et droits similaires, brevets, licences, etc. (compte 205) et les autres immobilisations incorporelles (compte 208).

Les ratios ont été calculés sur un échantillon de 34 848 communes : sont exclues la ville de Paris et les communes ayant connu une défusion entre 2012 et 2025.
Pour les groupements à fiscalité propre, les ratios ont été calculés sur un échantillon de 859 groupements. Sont exclus la Métropole de Lyon, Montpellier Méditerranée Métropole et les groupements issus de fusions « complexes » intervenues depuis 2012 dès lors que la variation de leur population consécutive à ces fusions excède 5 % (les groupements issus de fusions simples de plusieurs intercommunalités sont conservées).

Le détail des traitements effectués pour l'estimation des actifs est disponible en pièce jointe dans l'onglet « informations » des jeux de données sur data.ofgl.fr.